

SOMMAIRE

ÉDITORIAL.....	3
TROIS RESSOURCES POUR L'INTELLECTUALITÉ COMMUNISTE CONTEMPORAINE	5
[RÉVOLUTION COMMUNISTE CHINOISE].....	19
ALESSANDRO RUSSO : <i>RÉVOLUTION CULTURELLE ET CULTURE RÉVOLUTIONNAIRE (1/5)</i>	19
GRUPE LONGUES MARCHES : <i>DISCUSSION</i>	24
[SITUATION INTERNATIONALE]	27
SOL V. STEINER : <i>LE SIONISME EN QUESTION (1/3)</i>	27
TATO TATIANO : <i>CHRONOLOGIE COMMENTÉE DE LA GUERRE EN UKRAINE</i> . 35	
[QUESTION ÉCOLOGIQUE]	49
CAMILLE DUQUESNE ET MARION BOTTOLLIER : <i>ESQUISSE D'UNE CARTOGRAPHIE</i>	49
FRANCIS ANCHOIS : <i>PERSPECTIVES COMMUNISTES EN MATIÈRE D'ÉCOLOGIE ?</i>	53
[FACE AU NIHILISME]	59
PARIS, 3 FÉVRIER 2024 : <i>JOURNÉE FRANCO-TUNISIENNE</i>	59
[ARTS].....	63
ÉRIC BRUNIER : <i>PERSPECTIVES SUR LES COULEURS</i>	63
GUILLAUME NICOLAS : <i>TROIS RAISONS COMMUNISTES D'ÉTUDE L'ARCHITECTURE VERNACULAIRE</i>	67
[CHOSSES VUES]	71
SERGE PEKER : « <i>LA BEAUTÉ DU JOUR</i> »	71
[ÉTUDES].....	73
FRANÇOIS NICOLAS : <i>DE L'ORIENTATION COMMUNISTE</i>	73
ALAIN RALLET : <i>LE TRAVAIL COMME ACTIVITÉ ÉMANCIPATRICE AU DÉFI DU NIHILISME</i>	81
[ANNONCES]	91
SÉMINAIRE DE PHILOSOPHIE ET MATHÉMATIQUES	91

Générique

Longues marches
communisme d'hier
communisme d'aujourd'hui
revue s'orienter se situer
se diriger couleurs nuances
modernité intellectualité
regards long walks
égalité monde et mondes
collectifs cartographie
largas marghas
révolution culturelle revisitée
vérités sans paroles fraternité
tenir à distance pas de côté
formalisations interprétations
horizon nihiliste
éclaircie obstruée affirmations
points d'existence tribunes
sources anciennes
études toujours élan ténacité
ressources nouvelles
lumière peinture
révolutions encore panoramiques
ô architecture vernaculaire
travail émanciper partout théâtre
mesurer intriquer
paysans capacité adversité
partager bifurquer
palestine XXI° siècle
penser humanité confiance
scinder décider
écologie politique terre ! terre !
choses vues ukraine
tenir bon possibles
obstacles obstructions
habiter ! peupler ! séminaires
beauté du fond du jour
imaginaires espérances désirs
mathématiques chœurs voix
philosophie s'organiser
dialectique ville ouverte
bachelard justice maintenant ici
perspective fenêtre poète
communes populaires

ÉDITORIAL

-1-

Un désordre mondial lourd de menaces pour l'Humanité est en train de s'installer aux quatre coins de la planète : capitalisme mondialisé débridé, millions de prolétaires errants, politiques discriminatoires, fascisation rampante, subjectivités guerrières déculpabilisées, aventuriers illuminés à la tête d'États, guerres préfigurant les camps d'une troisième guerre mondiale, Terre livrée à la dévastation du profit.

-2-

La seule dénonciation de cette situation mène à l'impuissance et à l'épuisement subjectif. En sortir implique d'être capable de lui opposer des énoncés affirmatifs ouvrant la voie à un ensemble émancipateur de possibles, à une politique pour l'humanité tout entière fondée sur l'égalité et la justice – implique autrement dit une orientation communiste dont l'absence aujourd'hui laisse le champ libre à de cruelles dévastations.

-3-

Après l'échec des États socialistes au XX^e siècle, l'orientation communiste, seule capable aujourd'hui de faire face aux sombres perspectives du nihilisme contemporain, est confrontée à la question d'une nouvelle étape. S'y engager est une Longue Marche, titre de cette revue dont l'objectif est de réactiver une intellectualité communiste apte à dégager de nouvelles possibilités politiques dans ce XXI^e siècle.

-4-

Pour ce faire, l'intellectualité communiste doit clarifier les héritages militants qu'elle assume et les ressources intellectuelles qu'elle mobilise.

-5-

Clarifier les héritages en matière d'histoire politique du communisme depuis Marx et Engels, en accordant une importance décisive à son ultime moment : la *Révolution communiste chinoise* qui, de l'invention des Communes populaires en 1958 jusqu'à la défaite terminale de la Révolution culturelle en 1976, a organisé pendant près de vingt ans des centaines de millions de Chinois dans un renouvellement proprement *communiste* de leurs deux précédentes révolutions (*démocratique* de 1927 à 1949, puis *socialiste*).

-6-

Mobiliser de nouvelles ressources intellectuelles, de deux types ici privilégiés :

- les philosophies françaises (au sens large : de Bachelard à Badiou en passant par Sartre, Lévi-Strauss, Althusser et Lacan) qui, dans un après-guerre culminant dans les années 1960, ont remis sur le métier une problématique matérialiste du Sujet et peuvent aujourd'hui servir d'appui aux subjectivations militantes ;
- les pensées mathématiques qui, depuis deux siècles (de Galois à Grothendieck en passant par Hamilton, Riemann, Dedekind et tant d'autres), ont dégagé le très vaste espace d'une rationalité proprement moderne – ressources que Marx, Lénine et Mao ont malheureusement négligées, se privant ainsi d'éclairages décisifs sur ce que *s'orienter et se diriger, tenir son cap dans un monde intrinsèquement courbe, organiser et mesurer les effets d'une intervention, dialectiser local et global, intriquer effectivités et possibilités d'une situation donnée, etc.* veulent dire pour une intellectualité moderne refusant de se rendre aux liquidations post-modernes.

-7-

Tenir à distance le nihilisme contemporain qui est l'emblème philosophique de la dévastation actuelle du monde. Le faire par l'énoncé de « points », tenus par des personnes qui, en leur nom, dans leur vie, soutiennent dans l'adversité une position affirmative singulière valant pour tous face au « vouloir le rien » et au « ne rien vouloir » des nihilistes ¹. Une rubrique sera consacrée à ces dynamiques d'existence subjective.

-8-

Seront également déployées différentes rubriques sur les arts, la situation internationale, les questions du travail (sans oublier le travail paysan), les questions d'ordre écologique sur lesquelles il est urgent de constituer une position politique proprement communiste, les arts (en leur partage crucial moderne/postmoderne), les publications ou documents à signaler, les annonces de rencontres ou rendez-vous.

-9-

Au total, cette revue voudrait contribuer à reconstituer au XXI^e siècle une double confiance politique en l'Humanité et en l'orientation communiste, renouvelant ainsi la confiance communiste dans les masses et dans leurs organisations politiques.

-10-

La revue sera trimestrielle. Elle sera publiée simultanément en français, en anglais et en espagnol.

-11-

Notre Revue communiste partage son titre *Longues marches* avec le Groupe communiste du même nom. Pour autant, cette revue intellectuelle reste formellement distincte de ce groupe militant avec lequel elle entretient des liens de proche camaraderie et d'épisodique collaboration.

-12-

Ce premier numéro inaugure une vision diversifiée et prolongée de la nécessaire refondation de l'intellectualité communiste.

- Diversifiée en s'étendant de la proposition d'un resourcement théorique s'appuyant sur de nouveaux points à l'analyse de la révolution communiste chinoise autour d'un livre capital d'Alessandro Russo sur la Révolution culturelle.
- Diversifiée car elle conjoint des prises de position sur les actuels points focaux de la situation internationale (Palestine, Ukraine) et des interventions sur la couleur en peinture et sur une conception radicalement revisitée de l'architecture.
- Diversifiée car elle pointe des combats nouveaux dont il faut trouver le contenu et les formes, celui de défier le nihilisme contemporain et celui de construire une écologie politique, tout en relevant tout simplement des choses vues ou lues.
- Diversification en faisant droit au labeur des études, ici consacrée à l'orientation communiste et au travail émancipé.
- Prolongée car les articles s'inscrivent dans des suites parcourant plusieurs numéros.

• • •

¹ Nietzsche (*Généalogie de la morale*): « L'homme préfère encore vouloir le rien que ne rien vouloir. » [„Lieber will noch der Mensch das Nichts wollen, als nicht wollen.“]

TROIS RESSOURCES POUR L'INTELLECTUALITÉ COMMUNISTE CONTEMPORAINE

« Ressources » ?

À quel titre faudrait-il des ressources pour une intellectualité communiste renouvelée au XXI^e siècle ?

Il y a forcément des ressources non-politiques à l'intellectualité politique, des ressources qu'on dira, au choix, idéologiques, culturelles ou intellectuelles : l'*autonomie* relative de la politique et de son intellectualité propre par rapport aux déterminations sociales et étatiques ne constitue pas exactement une *indépendance*.

Ce principe s'oppose à une conception strictement autarcique de la politique et de son intellectualité, alors conçues comme constituant une monade leibnizienne, une pure intériorité repliée sur elle-même, sans ouvertures (« sans portes ni fenêtres ») et sans interaction avec quelque environnement extérieur que ce soit.

A contrario, nous partons ici de deux affirmations :

1. Il nous faut une intellectualité politique, c'est-à-dire une réflexion politique argumentée, sur les orientations et pratiques politiques : l'action politique et ses modes propres d'organisation ne sauraient se passer de réflexion théorique.
2. Une telle réflexion ne saurait procéder ex nihilo : réfléchir sur les manières qu'a l'humanité d'organiser une pensée collective d'elle-même doit tirer parti de toutes les modalités existantes de pensée engagées par cette unique humanité (dans les sciences, dans les arts, dans les rapports amoureux et bien sûr dans sa longue histoire politique).

Les trois sources du marxisme

En 1908, à l'occasion des 25 ans de la mort de Marx, Kautsky a avancé l'idée que le marxisme avait fait la synthèse « *de la pensée allemande, de la pensée française et de la pensée anglaise* » - plus précisément de la science économique anglaise, de la pensée politique française et de la pensée intellectuelle allemande (artistique et philosophique).

En 1913, cette fois pour le trentième anniversaire de la mort de Marx, Lénine expose « *les trois sources et les trois parties constitutives du marxisme* ».

- 1 Le marxisme a une philosophie : le matérialisme, d'origine grecque, que Marx parachève en un *matérialisme dialectique* par référence à la philosophie allemande de son temps (celle de Hegel puis de Feuerbach).
- 2 Le marxisme dispose d'une théorie économique (dont la théorie de la plus-value constitue la pierre angulaire) qui continue et développe l'économie politique anglaise de son temps (celle de Smith et Ricardo).
- 3 Le marxisme engage la doctrine, historiquement fondée, de la lutte des classes, doctrine apte à dépasser le socialisme utopique français de son temps (celui de Saint-Simon à Fourier).

Au début du XXI^e siècle, ces sources, vieilles de deux siècles, s'avèrent politiquement tarries (voir, depuis les années 1980, la péremption du matérialisme historique et la désuturation de la politique à la philosophie comme à la science et à l'histoire).

Il nous faut donc reprendre à nouveaux frais.

Nouvelles ressources

Pour cela, il nous faut de nouvelles sources, qui soient aussi des sources de type nouveau (c'est-à-dire des sources en un nouveau sens du mot « source »). Appelons cela des *ressources*.

D'où la proposition de trois ressources pour l'intellectualité communiste au XXI^e siècle.

1. Non plus le socialisme utopique français, mais **la Révolution communiste chinoise** à partir de 1958 jusqu'à 1976.
2. Non plus la philosophie dialectique allemande au début du XIX^e siècle, mais **les philosophies françaises du subjectif** à la fin du XX^e.
3. Non plus l'économie politique anglaise, mais – contraste maximal - **les mathématiques modernes** (depuis 1820-1830).

Et leur nouage...

Il faut également nouer ces trois ressources, sans se contenter de les juxtaposer. En effet :

- pour tirer politiquement parti des mathématiques modernes, il nous faut la philosophie – singulièrement les philosophies françaises du subjectif ;
- pour tirer politiquement parti aujourd'hui de la Révolution communiste chinoise, l'éclairage des mathématiques modernes peut être précieux : par exemple (voir plus loin) en matière de révolution par adjonction-extension, d'obstruction, de singularités, d'orientation...
- pour tirer politiquement parti des philosophies françaises du subjectif, il faut prendre en compte la Révolution communiste chinoise et son traitement des rapports idéologie/politique.

L'enjeu de ce nouage est de dégager les nouvelles catégories de l'intellectualité communiste susceptibles de soutenir, au XXI^e siècle, l'émergence d'une nouvelle pensée politique du communisme.

Rapports intellectuels à ces trois ressources

Il est aujourd'hui difficile de se prononcer précisément sur les rapports intellectuels qu'il nous faut entretenir avec ces trois ressources car ces rapports dépendent étroitement de la nature particulière de chacune de nos trois ressources.

Ainsi, pour l'intellectualité communiste, le rapport à la Révolution communiste chinoise peut prendre la forme de *leçons* politiques à tirer alors que son rapport aux mathématiques modernes ne saurait prendre une telle forme : il s'y agira plutôt de *raisonances* c'est-à-dire de résonances entre deux rationalités de types différents (puisque la politique communiste ne saurait plus être conçue comme étant de nature scientifique) ; et concernant le rapport aux philosophies, on parlera plutôt d'*adossements*.

Examinons donc plus en détail chacune de ces trois ressources.

I – La révolution communiste chinoise

Comme pour les deux autres, le choix de cette ressource ne va pas de soi et procède donc de prises de parti qu'il nous faut préciser.

1. **Premier parti pris** : on propose de comprendre la Révolution culturelle à partir des Communes populaires, de 1958 donc.

Notons que cette disposition n'est guère à l'œuvre dans les références militantes d'aujourd'hui à la Révolution culturelle (tout spécialement de la part d'Alain Badiou, de Cécile Winter et d'Alessandro Russo)

2. **Deuxième parti pris** : on propose d'embrasser l'ensemble de la séquence 1958-1976 comme composant une seule Révolution proprement communiste.

Comme on le verra mieux dans cette revue au fur et à mesure de l'étude du livre d'Alessandro Russo sur la Révolution culturelle, ceci permet de mieux comprendre toute une série de questions sur cette séquence 1958-1976. Par exemple :

- Quel rapport politique exact entre deux nouveautés politiques simultanées en 1958 : d'un côté, le Grand bond en avant (décidé et dirigé centralement par le Parti communiste chinois) et d'un autre, le surgissement événementiel et local des Communes populaires (en Chine du sud et bientôt dans tout le pays) ?
- Pourquoi à l'été 1966 Mao a-t-il lancé la Révolution culturelle ?
- Pourquoi pour ce faire s'est-il principalement appuyé sur les étudiants – les futurs Gardes rouges – plutôt que directement et centralement sur les ouvriers ?
- Quel rapport y a-t-il entre l'échec de la Commune de Shanghai fin février 1967 (conduisant à la fin des Comités révolutionnaires) et la réussite des Communes populaires ?
- Pourquoi l'échec, acté le 28 juillet 1968 (fin des Gardes rouges), des organisations politiques indépendantes du PCC ?
- Pourquoi les trois dernières campagnes de masse lancées par Mao en 1975-1976 ?

L'hypothèse de travail sera ici de comprendre tout cela à la lumière des Communes populaires, saisies comme basse continue ou *cantus firmus* de la polyphonie communiste pendant toute cette période.

3. **Troisième parti pris** : on nomme *Révolution communiste* cette séquence 1958-1976.

Cette nomination ne va pas de soi :

- elle qualifie toute cette séquence comme *révolution* et fait donc un usage politiquement affirmatif de cette catégorie au lieu, comme d'autres, de la liquider ;
- elle qualifie cette révolution comme ayant été intrinsèquement *communiste* et non plus seulement comme ayant été faite par des communistes.

4. **Quatrième parti pris** : on nomme ainsi ce dont on va se tenir héritier - aujourd'hui l'intellectualité communiste implique une reprise de la catégorie de *révolution*, préalablement étendue à une révolution de type nouveau qu'on appelle *révolution communiste*.

Détaillons cela.

Catégorie politique de *révolution*

La révolution ne se limite pas à une insurrection

Reprendre à son compte la catégorie de *révolution* implique de la distinguer clairement de celle, réductrice, d'*insurrection*.

L'enjeu des différentes révolutions qui se sont succédé à partir de 1927 en Chine sous la direction de Mao n'est aucunement intelligible sous le signe de l'insurrection : ce sont précisément les échecs en 1926-1927 des insurrections urbaines de Shanghai ¹ et de Canton ² qui ont conduit Mao à réorienter la politique communiste en Chine vers une révolution interrompue et par étapes :

- révolution de l'ensemble des rapports sociaux du pays : rapports de production (de propriété, de travail - divisions sociales -, de distribution...), rapports d'habitation et d'éducation, rapports organisationnels... ;
- révolution en trois étapes : *démocratique* (1927-1949), *socialiste* (1953...), *communiste* (au sein de la précédente à partir de 1958).

¹ Trois insurrections successives : 24 octobre 1926, 22 février 1927, 21 mars 1927

² Décembre 1927. Sur la perspective bolchévique de l'insurrection, lire *L'insurrection armée* de A. Neuberg (1931)

Orientation communiste

Comme détaillée dans un article spécifique, l'orientation communiste intrique quatre dimensions :

1. une révolution des **rapports sociaux de production**, donc des rapports de propriété, des divisions sociales du travail (travail manuel/intellectuel) et des rapports de distribution, contre l'appropriation privée des grands moyens de production et la gestion capitaliste de tous ces rapports sociaux ;
2. une révolution des **rapports sociaux d'habitation**, donc des divisions sociales de l'espace et de la contradiction villes/campagnes, contre la gestion étatique de ces rapports sociaux ;
3. une révolution des **rapports entre les peuples et leurs pays** et donc des divisions de l'unique humanité en différents peuples et pays, contre la concurrence entre pays, la rivalité entre les peuples et les guerres entre États ;
4. *last but not least*, une révolution des **organisations politiques** aptes à opérer ces révolutions, en vue de faire dépérir les États et leurs monopoles gestionnaires

Conception communiste de la révolution

Appelons donc *Révolution* toute intrication des quatre dimensions révolutionnaires au principe de l'orientation communiste.

Cette caractérisation suffit à indiquer qu'une telle Révolution ne saurait se réduire à une insurrection montant à l'assaut d'un État bourgeois pour prendre le pouvoir : la prise du pouvoir n'est pas la fin de la Révolution mais tout au contraire son point de départ car l'enjeu fondamental d'une telle Révolution est la révolution, ininterrompue et par étapes, de tous les rapports sociaux.

En ce sens, la révolution bolchevique aurait dû vraiment commencer en 1928 quand il s'est agi de collectiviser les campagnes, soit paradoxalement au moment même où Staline déclarait que « *la Révolution est finie* » !

Tout de même, une telle Révolution ne saurait se mesurer au seul développement des forces productives (même si elle peut bien sûr le favoriser ³).

Révolution « communiste » ?

Qu'est-ce alors qui légitime d'appeler *communiste* cette révolution et de la différencier ainsi des deux précédentes révolutions chinoises dirigées par les mêmes communistes et le même Parti communiste ?

C'est le fait qu'elle touche centralement aux quatre dimensions de l'orientation communiste en engageant une étape de type nouveau.

En Chine, une telle révolution ininterrompue et par étapes a ainsi connu trois séquences :

- A. une révolution **démocratique** (1928 ⁴-1949) ;
- B. une révolution **socialiste** (1953 ⁵...) ;
- C. une révolution **communiste** (1958-1976).

Notons que ces trois révolutions ont pris successivement trois formes différentes :

³ Voir le livre de Remy Herrera sur le développement des forces productives chinoises depuis 1949 : *Dynamique de l'économie chinoise. Croissance, cycles et crises de 1949 à nos jours* (2021, Éditions Critiques)

⁴ Notons qu'en 1928, deux orientations politiques se mettent en place, partageant durablement les Partis communistes existants : en Union soviétique, une construction du socialisme (premier plan quinquennal 1928-1932) sous le signe déclaré par Staline d'une « fin de la Révolution » ; en Chine, une révolution démocratique basée sur l'émancipation politique des campagnes et des paysans...

⁵ La période 1949-1952 est plutôt une période de transition (assurant la fin, sur le territoire national, de la guerre de libération, la conquête en 1950 des îles restées à l'écart et affrontant ensuite la guerre de Corée...)

La séquence 1953-1957 est celle du premier Plan quinquennal chinois, basé sur des nationalisations d'usines (après la Révolution démocratique, il restait en effet une bourgeoisie nationale possédant de gros moyens de production), sur la réforme agraire et la généralisation des coopératives paysannes (essentiellement de premier type)...

- la révolution *démocratique* a essentiellement opéré par **abandon-déplacement** (elle s'est engagée par abandon des villes pour se déplacer à la campagne en vue d'y créer des zones libérées, bientôt aptes à « encercler les villes par les campagnes ») ;
- la révolution *socialiste* a plutôt opéré par **destruction-reconstruction** (elle s'est concentrée sur la destruction de l'ancien État pour reconstruire un État de type socialiste) ;
- la révolution communiste, enfin, a opéré essentiellement par **adjonction-extension** (dans les campagnes, elle a adjoint – et pas seulement ajouté – au socialisme existant les Communes populaires puis étendu cette révolution aux villes – d'où cette fois la Révolution culturelle proprement dite).

Une révolution de type nouveau

Communes populaires

Mais en quoi les Communes populaires, qui de facto ont événementiellement mis cette révolution communiste à l'ordre politique du jour de la Chine, se sont-elles attaquées à révolutionner d'une toute nouvelle manière les rapports sociaux ?

Les Communes populaires l'ont fait en intriquant :

- une révolution des **rapports sociaux de production** à la campagne et donc de la division sociale du travail, et ce de différentes manières :
 - révolution des rapports de propriété par passage des coopératives aux Communes populaires selon une collectivisation des terres inaugurant une « propriété du peuple entier » (différente d'une propriété étatique par nationalisation).
 - révolution par transformation de la division sociale du travail (voir le tout nouveau partage des tâches au sein des Communes populaires).
 - révolution par transformation du rapport social entre agriculture et industrie (la Commune populaire assurant de petits travaux industriels, etc.).
- une révolution des **rapports sociaux de distribution** à la campagne : voir ainsi le passage du principe socialiste « *De chacun selon ses capacités à chacun selon son travail* » au principe communiste « *De chacun selon ses capacités à chacun selon ses besoins* » ;

Une matérialisation exemplaire de ce passage se trouve dans la mise en place de cantines gratuites pour tous (cantines qui vont précisément faire l'objet de combats politiques acharnés).
- une révolution des **rapports sociaux d'habitation** dans les campagnes et ce faisant de la division sociale de l'espace ;

De facto, les Communes populaires se sont attaquées à la contradiction villes/campagnes, qui avait été exacerbée lors de la révolution socialiste plutôt que réduite.
- une révolution des **rapports politiques à l'État** ;

La Commune populaire se met en effet à assurer des fonctions (précédemment étatiques) d'éducation, de soins, d'assistance sociale, d'administration locale, de milices...
- enfin une révolution dans les formes d'**organisation politique de masse** ;

L'organisation politique de tout ceci a nécessité la mise en place de nouvelles formes d'organisation de masse, aptes à donner forme au mouvement de masse pour le communisme, sans le réduire à un appendice du Parti communiste.

Révolution non programmée, événementiellement engagée...

Cette troisième Révolution (de type éminemment moderne puisque par adjonction-extension⁶) est engagée par un événement stricto sensu fin avril 1958 qui n'avait été nullement planifié par les communistes chinois.

Notons que les communistes chinois, à commencer par Mao, ont bien saisi

- qu'il s'agissait là d'un **événement inattendu** ;
- qu'il s'agissait là d'une toute nouvelle étape – d'une **étape de type nouveau** - dans la révolution ininterrompue et par étapes que les communistes dirigeaient en Chine depuis 1928.

Contentons-nous ici d'illustrer ces deux points par un florilège de citations.

« Événement »

- « *Les Communes populaires sont une chose très importante. La mise en place des Communes populaires sera à peu près faite au mois de septembre. Il semble que c'est un mouvement irrésistible, il n'y a pas moyen de l'arrêter. Vous leur demandez de ralentir, mais cela ne marche pas. Il nous faudra l'hiver et le printemps pour éclaircir certains problèmes et renforcer cette structure. Cette affaire doit être menée avec soin, d'une manière positive et avec enthousiasme. La Grande Commune⁷ est une particularité des Communes populaires. C'est **un événement récent**, apparu ses derniers mois.* » Mao (9 septembre 1958)
- « *Le mouvement de création des Communes populaires qui s'est développé dans les zones rurales de la Chine il y a quelques mois doit être considéré comme **un événement** de grande signification historique.* » Communiqué de la 6^e session plénière du Comité Central du PCC (10 décembre 1958)
- « *Une nouvelle organisation sociale est apparue, fraîche comme un soleil matinal.* » Résolution du CC du PCC (10 décembre 1958)
- « *Nous n'avions pas prévu la création des Communes populaires lors de la Conférence de Chengdu, en avril, ni lors du Congrès du Parti en mai. En réalité, elles avaient fait leur apparition dès avril au Henan⁸, mais en mai, juin et juillet, on n'en savait encore rien. Ce n'est qu'au mois d'août, quand, à la Conférence de Beidahe, on prépara une résolution les concernant, qu'on en a eu connaissance. Il s'agit d'un événement très important : nous avons trouvé là une forme d'édification du socialisme qui facilitera le passage de la propriété collective à la propriété par le peuple, et qui rendra plus aisé le passage de la propriété par le peuple sous le socialisme à la propriété par le peuple sous le communisme. Elle permettra aux ouvriers, aux paysans, aux commerçants, aux étudiants et aux soldats de mener à bien de grandes réalisations ; quand on est nombreux, il est plus facile de réaliser de grandes choses. [...] **Certains événements heureux peuvent se produire d'une façon inattendue** : c'est le cas des Communes populaires, dont l'apparition en avril n'avait pas été prévue et qui ne furent l'objet d'une décision officielle qu'en août. En quatre mois, elles étaient établies dans l'ensemble du pays ; il s'agit maintenant de rectifier leur organisation.* » Mao (19 décembre 1958)

Caractère proprement « communiste »

- L'enjeu des Communes populaires, « qui combinent en un tout l'industrie (les ouvriers), l'agriculture (les paysans), l'échange (le commerce), la culture et l'éducation (les étudiants) et les affaires militaires (les soldats) », est « d'explorer un chemin concret du **passage au communisme** », transformant la propriété collective en propriété du peuple entier, le système de répartition socialiste « de chacun selon ses capacités à chacun selon son travail » en système de **répartition communiste** « de chacun selon ses capacités à chacun selon ses besoins », limitant « la fonction de l'État à protéger le pays contre une agression de l'extérieur » en sorte que cet État « ne joue plus aucun rôle sur

⁶ Toute la mathématique moderne, à partir de 1830, est une révolution de la mathématique classique (XVII^e-XVIII^e) qui opère principalement par *adjonction-extension* (voir Galois) et seulement secondairement par *destruction-reconstruction* ou par *abandon-déplacement* (voir Cauchy).

⁷ La Grande Commune est une seule commune pour tout un *xian* (subdivision administrative de troisième niveau : *district* ou *comté*), par opposition aux autres communes établies à raison de plusieurs par *xian*. La gestion de ces Communes s'étant révélé impossible, leur taille fut réduite par la suite.

⁸ Les premières Communes se sont constituées dans le Henan, à partir de la fusion de plusieurs coopératives de production avancées. La première s'est formée le 27 avril 1958, dans le district de Suibing, en prenant le nom de « Weoxing » (*Spoutnik*) ; elle réunissait 27 petites coopératives, comptant 9.300 foyers soit 43.000 habitants.

le plan intérieur. » Résolution du CC du PCC sur l'établissement des communes populaires à la campagne (29 août 1958)

- « Est-ce que les Communes populaires représentent **une violation de la Constitution** ? La fusion des organes de l'administration locale avec la direction de la Commune populaire n'a pas été adoptée par l'Assemblée nationale, pas plus qu'il n'en est fait mention dans la Constitution. ⁹ La Constitution est dépassée sur plusieurs points, mais pour le moment, elle ne sera pas révisée. Quand nous aurons dépassé les États-Unis, nous rédigerons une autre Constitution. [...] La transition vers **le communisme** nécessitera une période de quinze, vingt années ou davantage. Pour établir la propriété par le peuple sous le socialisme, il sera nécessaire d'attendre au minimum trois ou quatre ans, c'est-à-dire jusqu'au deuxième Plan quinquennal, au maximum cinq ou six ans, c'est-à-dire jusqu'au troisième Plan. » Mao (12 décembre 1958)

II – Les philosophies françaises du subjectif

Soutenons que l'intellectualité politique ne saurait se passer de philosophie sans courir de graves dangers de sclérose et de repli intellectuels.

Ce faisant, il ne s'agit plus – sources de type nouveau obligent ! – de doter la politique communiste d'une philosophie spécifique (comme Lénine pouvait l'envisager pour le marxisme). Il ne s'agit donc pas de disposer la nouvelle politique communiste sous condition d'un matérialisme philosophique renouvelé. Il s'agit plutôt de poser que s'orienter politiquement dans le monde contemporain implique de s'orienter dans la pensée contemporaine et, qu'en ce point, la philosophie est d'un apport précieux.

Privilégions pour ce faire certaines philosophies contemporaines : celles qui dégagent la dimension proprement subjective de toute pensée plutôt que son ajustement objectif (attestable et vérifiable) au monde tel qu'il est. Le projet politique communiste implique en effet de caractériser des possibles là où le monde contemporain ne parle que d'impossibilités. Par là l'objectivité de la pensée communiste s'avère de type nouveau : son regard stratégique n'est pas enfermable dans une conformité empirique ou pragmatique à ce qu'il y a. Pour autant cette ambition stratégique et globale n'est pas un utopisme indifférent à ce qu'il y a ; elle se veut matérialiste en un sens renouvelé qu'indique le slogan « *il n'y a pas que ce qu'il y a* ».

Autrement dit, la politique communiste doit s'adosser à une conception proprement contemporaine de ce que matérialisme veut dire en y incorporant un matérialisme du subjectif, et plus seulement de la conscience réflexive.

En ce sens, la proposition est qu'au XXI^e siècle l'intellectualité communiste s'adosse aux philosophies françaises s'emparant à nouveaux frais de ce que subjectif – sujets individuels et Sujets collectifs - veut dire : positions subjectives, subjectivations, procès subjectifs, sujets de l'angoisse, Sujets de vérités ; il en va d'un adossement matérialiste de type nouveau pour l'intellectualité communiste.

Les philosophies en question

De quelles philosophies s'agit-il ici exactement ?

En première instance, on privilégiera les philosophies de Bachelard, Sartre, Lacan et Badiou. Mais cela n'en exclut pas d'autres, plus délimitées (par exemple celle de Lautman, plus centrée sur le travail mathématique de pensée, ou celle de Lévi-Strauss, plus centrée sur l'anthropologie), ou plus latérales (par exemple celles de Henri Lefebvre et de Louis Althusser).

Bachelard

Prenons la philosophie de **Gaston Bachelard** : elle se déploie en deux volets apparemment disjoints, quasi-parallèles : d'un côté une épistémologie de la science moderne, essentiellement centrée sur les sciences de la Nature ; de l'autre une poétique de l'imaginaire. D'un côté les notions d'obstacle et de rupture épistémologiques (qu'Althusser reprendra pour mieux opposer un Marx « préscientifique » de 1844 au Marx « scientifique » du *Capital*), l'idée que la loi prime sur le fait (non l'inverse), la fonction de

⁹ L'organisation des Communes et la fusion de l'administration du gouvernement local sous la direction de la Commune ne seront intégrées à une nouvelle Constitution étatique qu'en 17 janvier 1975.

connaissance apportée par l'erreur ; de l'autre la primauté de l'imagination et de la rêverie dans l'appréhension humaine des matières et dans sa puissance créatrice de vérités poétiques.

Au total, un matérialisme de type nouveau dont le sujet humain est centralement créateur (plutôt qu'il n'en est un récepteur ou un reflet second) qui intrique travail imaginaire (plutôt dynamique et traditionnellement d'ordre poétique) et travail symbolique (plutôt statique et traditionnellement d'ordre scientifique) pour toucher à quelque réel.

Autant de considérations stimulantes pour concevoir ce qu'intellectualité politique veut aujourd'hui dire s'il est vrai que celle-ci doit intriquer à sa manière une imagination des possibles politiques et une symbolisation (formulation langagière et formation organisationnelle) de ce qui, de ces possibles, doit être mis à l'ordre du jour pour que la politique concernée touche au réel des situations prises en compte.

À ce titre, la philosophie de Bachelard (comme les autres philosophies mentionnées) peut aider les communistes à politiquement s'orienter dans la dialectique des effectivités et des possibilités du monde contemporain, dans les rapports de l'imaginaire communiste à sa mesure organisationnelle en sorte d'avoir prise effective sur les situations en jeu.

Et les autres...

Tout de même, l'intellectualité communiste contemporaine peut tirer parti d'un adossement :

- à l'anthropologie philosophique de **Claude Levi-Strauss**, par exemple pour repenser cette « différence anthropologique » que les partisans d'un « communisme de tous les vivants » s'attache à déconstruire, pour valoriser un matérialisme du bricolage intellectuel contre une conception positiviste et scientiste du matérialisme ou encore pour mieux comprendre l'appariement de la pensée tragique à la pensée mythologique...¹⁰
- à la philosophie de **Jean-Paul Sartre** (celle de *L'être et le néant*, sans doute plus que celle de *Critique de la raison dialectique*), entre autres pour ses dialectiques de la décision a priori et de la délibération a posteriori, de la mobilisation et de la motivation, mais aussi pour sa problématique de la conscience s'il est vrai que, comme l'écrit par exemple Levi-Strauss¹¹, « *la critique de la conscience ne conduit pas logiquement à renoncer à la pensée consciente : faire œuvre de connaissance, c'est prendre conscience.* » ;
- à l'antiphilosophie de **Jacques Lacan**, pour engager par exemple une dialectique du sujet individuel de l'angoisse et du Sujet collectif de vérités, voire une problématique de l'inconscient politique.
- à la philosophie d'**Alain Badiou** bien sûr dont tant d'entre nous sont directement redevables pour sa théorie de l'événement et de la genericité, des Sujets et des procédures de vérités, etc.

III – La pensée mathématique moderne

Venons-en à la troisième ressource proposée : la pensée mathématique moderne et contemporaine.

Ce point est tout nouveau : en effet, la pensée politique communiste a presque intégralement ignoré la pensée mathématique moderne !

¹⁰ Voir en ce point sa « formule canonique du mythe »...

¹¹ *L'homme nu ; Mythologiques IV*

Marx

Les Manuscrits mathématiques de Marx (traduction Alain Alcouffe ; Économica ; 1985)

1. Les *Manuscrits mathématiques* ont été rédigés par Marx en 1881 à destination de Engels, deux ans donc avant sa mort. L'intérêt de Marx pour les mathématiques s'est manifesté dès la fin des années 1840. La première mention explicite de son travail mathématique se trouve dans une lettre du 11 janvier 1858. À partir des années 1860, son intérêt pour les mathématiques a été constant.
2. Il ne s'agit pas, pour Marx, d'étudier les mathématiques pour les appliquer à l'économie politique. Il ne s'agit pas non plus de formaliser mathématiquement l'économie. Les *Manuscrits mathématiques* ne contiennent pas d'examen des possibilités d'application des mathématiques aux sciences sociales. Et quand Marx y parle de pratique, c'est alors de pratique intra-mathématique (expérimentation mathématique par tâtonnements), opposée aux abstractions théoriques.¹² Engels d'ailleurs lui reproche (lettre du 30 mai 1864¹³) de trop recourir à la pratique des exemples numériques plutôt qu'à des formulations générales (algébriques). Marx a étudié les mathématiques pour se détendre, dans ses loisirs. Il aimait les mathématiques pour elles-mêmes, non pour leur « utilité » exogène : « *Je fais de l'algèbre pour calmer mon impatience.* » (6 mai 1859) « *La seule activité grâce à laquelle je puisse conserver la tranquillité d'esprit indispensable, ce sont les mathématiques.* » (23 novembre 1860) « *Pendant mes loisirs, je fais du calcul différentiel et intégral.* » (6 juillet 1863) « *Dans les intervalles, puisqu'on ne peut écrire sans interruption, je fais du calcul différentiel dx/dy .* » (20 mai 1865)
3. Sa motivation plus spécifique pour l'étude du calcul différentiel (alors conçu comme calcul infinitésimal) est liée à son étude de Hegel lequel a donné au calcul infinitésimal une grande importance dans sa *Science de la Logique*. Il s'agit donc pour Marx d'une motivation d'ordre philosophique et intellectuelle, et non pas « utilitaire ».
4. Marx a essentiellement étudié l'arithmétique (mais il admet n'y rien comprendre : « *l'arithmétique m'est toujours restée étrangère.* »), l'algèbre et surtout le calcul différentiel mais dans leurs versions classiques, c'est-à-dire précisément celles que Hegel avait lui-même utilisées : Marx n'a pas connu les mathématiques postérieures à 1813.
5. Hegel a composé sa *Science de la Logique* pendant un suspens du développement mathématique, alors en panne (relative) entre les mathématiques classiques (en crise) et les mathématiques modernes (pas encore engagées), au moment même où nombre de grands mathématiciens désespéraient des mathématiques.
6. Marx a tout ignoré des mathématiques modernes, en particulier de la refonte par Cauchy du calcul différentiel et de l'analyse.

Brossons à grands traits le portrait de Marx en amateur de mathématiques.

Marx s'est intéressé à la mathématique, comme délassement et distraction.

¹² Il n'y a donc pas chez lui de conception empiriste des mathématiques comme théorisation de la pratique humaine spontanée, a contrario donc d'une conception gauchiste puis droitiste qui, dans la Révolution culturelle chinoise, va malheureusement interpréter la pratique maoïste en matière de mathématiques comme une simple application des mathématiques à la physique et à l'économie...

¹³ « *Je doute aussi qu'il soit pratique de traiter des choses telles que les racines, les puissances, les séries, les log., etc., même à un niveau élémentaire, uniquement avec des chiffres (sans le moindre recours à l'algèbre et, en fait, sans même présumer des connaissances élémentaires en algèbre). Si bon que soit le recours à des exemples chiffrés pour donner une illustration de la théorie, il me semble dans le cas présent qu'en se limitant à des nombres, on rend les choses moins visibles qu'avec une simple démarche algébrique par $a+b$, précisément parce que l'expression générale dans sa forme algébrique est plus simple et plus visible et, qu'ici non plus qu'ailleurs, on ne peut s'en sortir sans l'expression générale.* »

Il a surtout étudié le **calcul différentiel classique**, issu de Newton et Leibniz, centré sur une problématique mathématiquement peu rigoureuse de quantités infinitésimales.

L'**enjeu** était ouvertement pour lui de retrouver, dans ces mathématiques, la dialectique hégélienne, en particulier le potentiel créatif qu'elle a discerné dans la négation de la négation.

En gros l'idée est la suivante : pour une fonction $f(x)$ donnée, on « nie » une correspondance ponctuelle $x_0 \rightarrow f(x_0)$ en l'altérant par une petite différence $\Delta x = x - x_0$ dont les effets sur f – c'est-à-dire $\Delta f = f(x_0 + \Delta x) - f(x_0)$ – sont alors comparés par division $\Delta f / \Delta x$.

Ensuite on nie cette altération (la première négation) en faisant tendre Δx vers 0 : on a $\Delta x \rightarrow 0 \Rightarrow \Delta f \rightarrow 0$.

À ce niveau, la négation de la négation ramène au point de départ car $x \rightarrow x_0$ entraîne $f(x) \rightarrow f(x_0)$.

Mais il s'avère par contre que le rapport $\Delta f / \Delta x$, lui, tend vers une valeur limite qui est la dérivée de $f(x)$ en x_0 : $\Delta f / \Delta x \rightarrow f'(x_0)$. Ainsi la négation de la négation a affirmé la dérivée au point à la fois de départ et d'arrivée. Donc la négation de la négation est bien ici créatrice : elle met au jour une donnée (la dérivée – par exemple une vitesse) qui n'apparaissait pas comme telle dans la situation initiale de la fonction.

Le **problème** est que Marx explore ce travail différentiel avec des quantités infinitésimales dont le statut mathématique est très mal établi ce qui l'amène par exemple à écrire que $\Delta f / \Delta x \rightarrow 0/0$ et à faire ainsi de $0/0$ le symbole du pouvoir créateur de la négation de la négation alors même que ce symbole n'a pas de sens mathématique car il n'est pas mathématiquement défini.

Pourtant, cinquante ans plus tôt, **Cauchy** avait engagé la révolution moderne de l'analyse en abandonnant totalement la problématique classique des infinitésimaux et en la fondant sur la nouvelle notion de *limite*. Cette problématique résout les apories de l'analyse classique (telle l'écriture $0/0$ sans sens mathématique) en même temps qu'elle permet d'engager l'analyse dans la voie de l'analyse complexe et non plus seulement réelle (je vais y revenir), ce qui, pour nous, est d'un intérêt intellectuel considérable.

Mais Marx l'ignore (notons que le travail de Cauchy a très vite donné lieu à des publications et donc que ses résultats étaient pourtant accessibles à qui l'aurait souhaité).

Ne reprochons pas la chose à Marx qui assumait de ne s'intéresser aux mathématiques que de manière récréative, un peu comme d'autres peuvent le faire par exemple avec des mots croisés. Mais n'en faisons pas non plus, comme certains Gardes rouges ont pu le faire pendant la Révolution culturelle, une boussole pour s'orienter en communiste dans l'étude des mathématiques !

Lénine

Pour sa part, Lénine ne s'est jamais vraiment intéressé aux mathématiques.

Les seules références mathématiques qu'on trouve dans ses cahiers philosophiques¹⁴ sont toujours indirectes (via ce qu'en ont écrit Aristote, Hegel, Engels, et un philosophe contemporain Abel Rey).

Lénine ne fait pas référence aux *Manuscrits mathématiques de Marx* car ceux-ci étaient alors inconnus.

Ses références indirectes ne vont jamais au-delà de 1801 (arithmétique de Gauss).

Au total, Lénine s'est intéressé à la logique philosophique (la dialectique) à une époque où la logique mathématique n'existait pas encore vraiment (il faudra attendre l'entre-deux guerres) mais pas du tout aux mathématiques comme telles.

Mao

Mao pour sa part a toujours déclaré qu'il était entièrement étranger aux mathématiques, et ce depuis sa formation scolaire.

La seule référence (à ma connaissance) que Mao fait à la mathématique se trouve dans *De la contradiction*, et cette référence est en fait à Engels, au demeurant via Lénine, le tout pour relever la dialectique mathématique... du plus et du moins !

*

¹⁴ *Cahiers philosophiques 1895-1916* (tome 38 des O.C. ; Éditions sociales ; 14971)

Ainsi l'intellectualité communiste s'est entièrement privée des lumières intellectuelles de la mathématique moderne, du moins jusqu'à ce que notre camarade Alain Badiou ne vienne, à partir du milieu des années 60, attirer l'attention des marxistes sur la puissance émancipatrice de cette pensée – voir ses toutes premières interventions en ce sens dans les *Cahiers pour l'analyse* (au demeurant en s'intéressant à la résurrection des infinitésimaux ¹⁵ qu'opère à ce moment – début des années 60 – Abraham Robinson dans sa toute nouvelle *Analyse non-standard*).

La proposition est ici de prendre aujourd'hui tout cela au plus grand sérieux. Précisons-la.

Mathématique moderne et contemporaine ?

D'abord qu'entendre par « mathématique moderne et contemporaine ».

Périodisation

Distinguons d'abord :

- mathématiques **grecques** ;
- mathématiques **préclassiques** (IX^e-XVI^e) ;
- mathématiques **classiques** (XVII^e-XVIII^e) ;
- mathématiques **modernes** à partir des années 1820 (analyse : Cauchy ; algèbre : Abel ; géométrie : Gauss...) puis Galois, Riemann, Dedekind (arithmétique) ;
- mathématiques **contemporaines** après la seconde guerre (Weil-Schwartz-Grothendieck-Langlands), qui prolongent les mathématiques modernes en une sorte de seconde modernité.

Révolutions mathématiques classiques-modernes

Listons-les :

- en algèbre (Abel-Galois)
- en géométrie (Gauss-Riemann)
- en arithmétique (Dedekind)
- en analyse (Cauchy)
- dans leurs intrications : géométrie algébrique
- selon de nouvelles disciplines (la topologie...) et de nouvelles intrications (topologie algébrique)

Quel rapport à cette mathématique ?

Précisons rapidement le type de rapport que l'intellectualité communiste peut ambitionner avec ces mathématiques modernes et contemporaines.

Mathématiques comme pensée

Il s'agit d'abord de saisir la mathématique comme une pensée (différente de celle de la logique mathématique ¹⁶), et non pas comme un langage ou comme une technique calculatoire.

Cette pensée repose sur une dialectique intramathématique entre formalisation (de préférence algébrique) et interprétation (de préférence géométrique) en sorte de mettre en œuvre une dialectique plus générale (que la logique mathématique éclaire grandement ¹⁷) entre raison et calcul.

¹⁵ Voir son article *La subversion infinitésimale*

¹⁶ La logique moderne (Cantor, Zermelo-Fraenkel, Gödel, Cohen...) comporte classiquement 1) la théorie des ensembles, 2) la théorie des modèles, 3) la théorie de la démonstration, 4) la théorie de la récursivité.

¹⁷ Voir exemplairement le travail d'Alain Badiou, de *Le concept de modèle* (1968) à *Logiques des mondes* (2006) et au-delà...

Il ne s'agit pas, pour l'intellectualité communiste, d'appliquer à proprement parler ces mathématiques aux situations politiques (!) mais plutôt de les mobiliser comme lumière rasante apte à nous aider à imaginer quelques diagonales interprétatives.

Contenus de pensée

Donnons quinze exemples de notions, mobilisables dans l'intellectualité politique, et qui s'avèrent éclairables par telle ou telle théorie mathématique moderne ou contemporaine.

- 1 **Adjonction-extension** : comme forme moderne des révolutions (voir la théorie algébrique des groupes de Galois, la théorie arithmétique des coupures de Dedekind, ...)
- 2 **Révolutions R.E.D. (Reconstruction-Extension-Déplacement)** : soit trois manières de révolutionner un domaine qui peuvent être pratiquées conjointement (voir ces trois types de révolution dans l'analyse mathématique moderne)
- 3 **Régional** : notion intermédiaire entre le local et le global qui autorise de ne pas s'enfermer dans l'alternative « penser global, agir local » (voir la théorie de l'analyse complexe de Cauchy-Weierstrass)
- 4 **Ponctuel** : repenser en moderne ce que point et ponctuel veulent dire (voir par exemple la géométrie différentielle synthétique de Lawvere)
- 5 **Singularité** : distinguer singularité et particularité en couplant singularité et universalité (voir la théorie des singularités algébriques de Hironaka)
- 6 **Quaternion** : cela concerne les questions d'orientation (voir la théorie des quaternions de Hamilton)
- 7 **S'orienter – se situer – se diriger** : ce point concerne aussi les problèmes d'orientation (voir la théorie géométrique de la courbure de Gauss et les variétés de Riemann)
- 8 **Possible** : cette notion légitime l'affirmation « il n'y a pas que ce qu'il y a » (voir la théorie des grandeurs complexes à partir de Gauss)
- 9 **Inconscient et innommable** : il s'agit de concevoir, en moderne, que le constituant est inconscient et qu'on le mesure donc par ses conséquences (voir la théorie algébrique de Galois, la géométrie différentielle synthétique...)
- 10 **Mesure** : penser en moderne ce que mesurer veut dire implique d'intégrer une « distribution » des différentes mesures concevables plutôt que recourir à une seule mesure (voir la théorie des distributions de Laurent Schwartz)
- 11 **Émergence** : cette notion matérialise la distinction capitale entre autonomie et indépendance et une nouvelle intelligence de la dialectique infrastructure/superstructure (voir la théorie des catégories hiérarchisées d'Andrée Ehresmann)
- 12 **Obstruction** : cette notion, qui s'oppose à celle d'obstacle comme à celle de saturation, autorise de débloquer une situation qui semble saturée par extension, non par liquidation (voir la théorie de Galois)
- 13 **Intrication** : cette notion repense les phénomènes multidimensionnels (tels les quatre dimensions de l'orientation communiste) en faisant interagir leurs différentes dimensions plutôt qu'en les juxtaposant et les additionnant (voir l'algèbre tensorielle de Levi-Civita)
- 14 **Associations-communautés-groupes** : la mesure organisationnelle de la politique communiste rencontre ces trois formes d'organisation collective (voir la théorie des équations abéliennes)
- 15 **Trois négations** : les trois types de contradictions (entre ennemis, adversaires et amis) s'éclaircissent des trois types de négation (classique, intuitionniste, paraconsistante) que la logique mathématique formalise algébriquement (Boole, Heyting, Brouwer).

Exemple des grandeurs complexes

Donnons un rapide exemple de la lumière intellectuelle dont la mathématique moderne est capable en matière de pensée moderne des possibles.

Penser une situation, dans l'ère classique, c'était penser ce qui la constitue ouvertement, objectivement, factuellement, empiriquement, pragmatiquement comme « une » situation.

Dans la mathématique classique, ceci pouvait par exemple se formaliser sous forme de l'ensemble des nombres réels disposée sur une droite : la droite dite « réelle ».

La mathématique moderne va étendre cette situation par une formalisation des possibles qui adjoint aux nombres réels des grandeurs dites *imaginaires* en sorte de composer un monde étendu : celui des grandeurs dites *complexes*.

Par analogie avec le nouage lacanien *Réel-Symbolique-Imaginaire*, on dira que l'algèbre symbolise la grandeur complexe « $z=x+i.y$ » en nouant un effectif réel « x » à un possible imaginaire « $i.y$ ».

Formellement, la mathématique va ainsi passer d'un plan réel statique $\mathbb{R}^* \mathbb{R} = \mathbb{R}^2$ au plan complexe dynamique \mathbb{C} en raison de l'intrication entre ses deux composantes : « réelle » et « imaginaire ».

D'où une toute nouvelle situation, entre autres pour les fonctions, qui va révolutionner leur calcul différentiel et intégral.

Indiquons un résultat précieux de cette rationalité étendue : si vous prenez en compte les possibilités d'une situation et non plus seulement ses effectivités, alors une action restreinte sera ipso facto dotée d'une portée globale.

Appelons pour cela « action restreinte » une action qui relie, par un même fil conducteur, une localisation à une autre, aussi proche soit-elle. En ce sens, une action restreinte est une action qui instaure un nouvel espace intermédiaire entre l'espace global de la situation et l'espace local de départ : un espace qu'on appellera donc *régional*.

Alors, si ce fil conducteur a bien pris en compte les possibilités de la situation et pas seulement ses effectivités en soutenant un trajet régional, il s'avère qu'il est globalement prolongeable dans la situation concernée c'est-à-dire qu'il est apte à atteindre également d'autres points, aussi lointains soient-ils dans la même situation, selon ce même fil rouge, ce même leitmotiv.

Autrement dit, l'analyse complexe vient ici valider la directive mallarméenne inscrivant l'action restreinte comme pièce maîtresse de la pensée et de l'action modernes.

On comprend qu'il serait intellectuellement suicidaire que la pensée communiste contemporaine se prive des trésors d'émancipation que la pensée mathématique moderne et contemporaine dispense à profusion : comme aurait dit Mao, il suffit de descendre de son cheval et d'examiner ce sol fertile pour profiter de ses encouragements à penser large et vaste. Les mathématiques constituent aujourd'hui une des raisons capitales pour ne pas désespérer politiquement de l'humanité. Encore faut-il se mettre à les travailler, ce qui est réellement à la portée de tous et de chacun (conformément à l'axiome d'égalité des intelligences de Jacottot-Rancière¹⁸).

Au total

Il ressort de ce petit parcours que nos trois ressources intellectuelles nous sont indispensables pour repenser, dans la nouvelle modernité du XXI^e siècle, l'ancien couple du matérialisme dialectique et du matérialisme historique :

- 1) repenser **le matérialisme** à l'ombre des philosophies françaises de l'après-guerre en sorte d'y adjoindre un matérialisme du subjectif ;
- 2) repenser **la dialectique** à la lumière des mathématiques modernes pour l'éclairer des dialectiques mathématiques de l'émergence et de l'intrication, de la formalisation algébrique et de l'interprétation géométrique, de l'effectif et du possible, de l'obstacle et de l'obstruction, de la résolution consciente et du groupe inconscient, etc. ;

¹⁸ *Le maître ignorant* (1987)

- 3) repenser le caractère **historique** de ce matérialisme selon l'histoire de l'orientation communiste plutôt que celle de l'État.

Ce faisant, nos trois ressources peuvent encourager une confiance matérialiste et intellectuellement éclairée en de nouvelles existences communistes au sein de notre dramatique ¹⁹ XXI^e siècle.



¹⁹ *Dramatique* plutôt que *tragique* s'il est vrai que le dramatique « arrive » événementiellement (il est donc de nature séquentielle et par là dépassable) quand le tragique « est toujours là » (il est donc de nature structurale et par là indépassable). Or les catastrophes du XXI^e siècle tiennent avant tout à l'échec politique de la Révolution communiste il y a cinquante ans (et à l'implosion corrélative des États socialistes), non à quelque structure essentiellement indépassable.

[RÉVOLUTION COMMUNISTE CHINOISE]

Nous engageons cette rubrique consacrée à la Révolution communiste chinoise (1958-1976) par une lecture minutieuse, qui s'étendra sur plusieurs numéros, du livre décisif *Cultural Revolution and Revolutionary Culture* (2020) d'Alessandro Russo sur la Révolution culturelle (1966-1976).

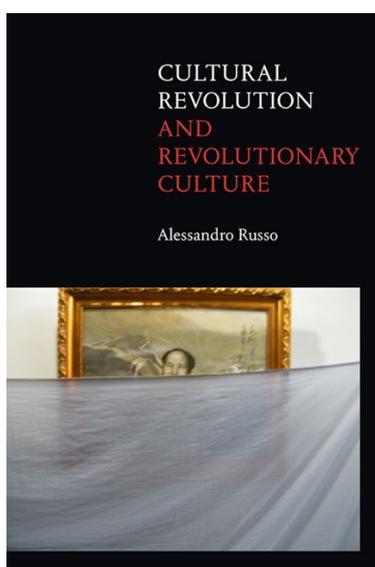
Nous partageons avec lui la conviction communiste que cette révolution constitue « une ressource possible pour reconstruire un horizon intellectuel de la politique égalitaire ».

Nous entamons la lecture de cet ouvrage par une traduction de son *Introduction*, suivie d'une discussion de ses fortes hypothèses par le Groupe *Longues marches*.

Chacune des quatre grandes parties de cet ouvrage sera de même présentée et commentée dans les prochains numéros.

Alessandro Russo : *RÉVOLUTION CULTURELLE ET CULTURE RÉVOLUTIONNAIRE (1/5)*

Révolution culturelle et culture révolutionnaire
Alessandro Russo



2020 Duke University Press

<https://www.dukeupress.edu/cultural-revolution-and-revolutionary-culture>

Quatrième de couverture

Dans *Cultural Revolution and Revolutionary Culture*, Alessandro Russo présente une nouvelle lecture spectaculaire de la Révolution culturelle chinoise en tant qu'expérience politique de masse visant à ré-examiner en profondeur les principes du communisme. Russo explore quatre phases critiques de la Révolution culturelle, chacune avec son propre remaniement de la subjectivité politique communiste : le « prologue » historico-théâtral de 1965 ; les tentatives de Mao pour façonner la Révolution culturelle en 1965 et 1966 ; les mouvements et l'organisation entre 1966 et 1968 et les divisions entre factions qui y ont mis fin ; enfin les campagnes d'étude de masse de 1973 à 1976 et la tentative inachevée d'évaluer les insuffisances de la décennie politique qui a mis fin à la révolution.

Parmi d'autres sujets, Russo montre comment le conflit autour de la pièce *Hai Rui démis de ses fonctions* n'était pas le résultat d'une conspiration maoïste, mais plutôt une série de controverses politiques et intellectuelles intenses et irrésolues. Il examine également la tempête de janvier à Shanghai et les fondements problématiques de l'éphémère Commune de Shanghai. En explorant ces moments et d'autres moments politico-culturels de la confrontation des Chinois avec les principes communistes, Russo bouleverse les idées reçues sur la Révolution culturelle.

Alessandro Russo a enseigné la sociologie à l'université de Bologne et a été professeur invité à l'université de Washington et à l'université de Tsinghua.

Introduction

Cet ouvrage propose une nouvelle façon de comprendre les bouleversements politiques mondiaux survenus dans les années 1960 et 1970. La Révolution culturelle a été un tournant crucial pour la Chine, mais aussi le moment où s'est achevée une ère « révolutionnaire » beaucoup plus longue et véritablement mondiale. En même temps, il s'agissait d'une tentative de donner un sens à cette histoire et d'y trouver de nouvelles possibilités. C'est pourquoi, à ce moment précis, l'événement en question a eu une résonance mondiale, et c'est pourquoi nous devrions encore nous en préoccuper aujourd'hui, puisque ces questions n'ont toujours pas été résolues.

Pour rechercher une nouvelle politique de masse égalitaire, il est nécessaire d'accepter la Révolution culturelle et les années 1960 en général. Il est en fait impossible de trouver une nouvelle voie sans avoir de nouvelles idées sur cette dernière grande période politique, une tendance persistante en ce qui concerne les révolutions modernes. Un défi fondamental de chaque grand cycle politique est de savoir comment réévaluer le grand cycle politique précédent. Pour la Révolution d'Octobre, il s'agissait de réévaluer la Commune de Paris, et pour la Révolution culturelle, il s'agissait de réévaluer toute l'expérience historique du socialisme depuis la Révolution d'Octobre. Même pour Marx et Engels, une question cruciale était de savoir comment évaluer la Révolution française, qu'ils interprétaient comme la grande révolution bourgeoise précédant la révolution prolétarienne à venir.

L'hypothèse principale de ce livre est que la Révolution culturelle chinoise était un mouvement communiste dont l'objectif était d'entreprendre un réexamen approfondi du communisme. En substance, il s'agissait d'un examen radical des alternatives existantes au capitalisme. En tant que telle, l'étude de la Révolution culturelle doit tenir compte de deux périodes historiques : des événements qui ont commencé dès 1848, lorsque le *Manifeste communiste* a annoncé la longue recherche d'une issue au capitalisme, et le phénomène politique mondial unique des années 1960 et son foyer chinois, dont l'un des principaux projets était de repenser les fondements du communisme moderne.

Les mouvements de masse des années 1960 ont placé en tête de l'agenda communiste l'urgence de réexaminer les éléments essentiels de la politique égalitaire moderne en cherchant un nouveau départ et non une simple dissolution. Ces événements ne doivent pas être confondus avec la désintégration du bloc soviétique qui s'est produite deux décennies plus tard. En effet, l'effondrement de l'URSS et de ses satellites a été en fin de compte le contrecoup des mouvements de masse qui avaient radicalement critiqué et finalement discrédité la valeur politique du communisme d'État.

Pour leur part, l'URSS et ses satellites se sont violemment opposés à ce soulèvement critique, qualifiant d'anticommunistes les mouvements de masse qui critiquaient la prétention des États socialistes à constituer l'alternative indiscutable au capitalisme. Or, c'est précisément en rejetant avec indignation tout doute sur la validité de « leur » communisme que ces mêmes partis-États s'acheminaient vers une crise radicale qu'ils continuaient à nier catégoriquement. Lorsqu'ils ont enfin commencé à percevoir le danger, il était trop tard.

Entre la fin des années 1980 et le début des années 1990, lorsque le bloc soviétique s'est effondré du jour au lendemain, tous ces partis se sont désintégrés et leurs fragments ont déclaré avec enthousiasme qu'il n'y avait pas d'alternative au capitalisme. Les bureaucrates du communisme d'État, cible des polémiques tout au long des années 1960, ont été conduits de manière nihiliste au néolibéralisme, mais pas avant d'avoir vilipendé et finalement anéanti les mouvements de masse qui les avaient critiqués. L'autodissolution du communisme d'État du XXe siècle est en fait l'un des principaux obstacles à l'étude non seulement des années 1960 mais aussi de l'ensemble de l'expérience historique du communisme moderne.

L'autre obstacle de taille à l'étude des années 1960 est que, dans l'épicentre chinois de la décennie, il existe toujours le plus grand parti communiste qui ait jamais existé, et jusqu'à présent le plus stable et le plus puissant. Évidemment, il existe au prix de paradoxes sans précédent qui obscurcissent encore davantage la question. En effet, le PCC a embrassé le capitalisme avec conviction et une extrême rigueur, tout en maintenant une continuité organisationnelle substantielle avec le passé, au point de se déclarer « l'avant-garde de la classe ouvrière » et de proclamer le communisme comme son idéal politique maximal. L'étiquette « socialisme aux caractéristiques chinoises » ajoute un vernis nationaliste, dont l'un des éléments est la « négation complète » de la Révolution culturelle, et avec elle des années 1960, pour avoir entravé non seulement le communisme d'État mais aussi l'avènement du « communisme capitaliste ».

Le récit officiel du gouvernement selon lequel, immédiatement après la mort de Mao, l'arrestation des dirigeants maoïstes a sauvé la Chine du chaos et de la misère n'était qu'un prétexte. En fait, les questions en jeu étaient intensément politiques et la situation n'était ni l'anarchie ni l'effondrement économique. Cependant, le passage d'un laboratoire politique de masse pour réévaluer le communisme à un capitalisme sans complexe s'est fait exceptionnellement en douceur et mérite d'être examiné de près.

Mao a prévu à plusieurs reprises qu'« en Chine, il était assez facile de construire le capitalisme »¹, principalement parce que le capitalisme est la règle du monde social moderne et que le socialisme est une exception qui ne peut exister que si elle est renouvelée par des mouvements répétés d'expérimentation de masse. La Révolution culturelle a été le dernier mouvement de ce type, à son tour exceptionnel, puisque son objectif principal était de réévaluer la nature de l'exception socialiste. Les dirigeants révolutionnaires les plus clairvoyants étaient pleinement conscients qu'une fin brutale de l'expérience et un retour à la règle de l'esclavage salarié n'étaient que trop probables, mais ils étaient pleinement convaincus de la nécessité de persévérer sur la voie de l'exception. Comme l'a déclaré Zhang Chunqiao, l'un des principaux dirigeants maoïstes, lors du procès de la Bande des Quatre en 1981, « conformément aux règles de ce monde, j'ai longtemps pensé qu'un tel jour viendrait ».² Ce volume entreprend un réexamen politique de cette exception à la règle de ce monde.

Il existe deux approches possibles pour étudier la Révolution culturelle. L'une, qui prévaut aujourd'hui, part de l'hypothèse (souvent tacitement comprise) d'un jugement politique définitif comme critère d'évaluation de ces événements. En fait, cette perspective, limitée aux critères du consensus contemporain plus ou moins fataliste sur le règne du capitalisme, étudie la révolution culturelle inévitablement comme une « négation approfondie », c'est-à-dire comme ce qu'elle n'a pas été, ou plutôt ce qu'elle n'aurait pas dû être. C'est ce qui ressort de la plupart des études réalisées au cours des dernières décennies.³ Le présent volume explore une autre voie, affirmative mais encore largement en développement, qui part de l'idée d'une connaissance très incomplète de ce que pourrait être la politique d'aujourd'hui et étudie les événements chinois des années 1960 et 1970 comme une ressource possible pour reconstruire un horizon intellectuel de la politique égalitaire.

La Révolution culturelle nous oblige à repenser les coordonnées conceptuelles et les paradigmes fondamentaux des théories politiques modernes ; elle constitue un test décisif. La Révolution culturelle trace des chemins de pensée dont l'unicité doit être examinée parce que ces chemins ne s'inscrivaient pas pleinement dans le cadre du savoir politique en vigueur au milieu des années 1960 mais posaient en fait dès le départ l'urgence de soumettre ce cadre à un test politique de masse.

Pour étudier cet immense processus politique de dix ans, nous avons besoin de catégories adaptées à sa singularité, dont beaucoup doivent être construites au cours de l'analyse elle-même. Nous devons construire une voie sur laquelle nous appuyer. Cela explique aussi pourquoi ce livre comporte des

¹ 毛泽东 Mao Zedong, 关于理论问题的谈话要点, 1974年, 12月 “Guanyu lilun wenti de tanhua yaodian, 1974 nian, 12 yue” [Principaux points de l'exposé sur les problèmes théoriques, décembre 1974], dans 建国以来毛泽东文稿 *Jianguo yilai Mao Zedong wengao* [Manuscrits de Mao Zedong après 1949] (Pékin : Zhongyang wenxian chubanshe, 1998), vol. 13, 413-15.

² 张春桥 Zhang Chunqiao, 在法庭上的讲话 “Zai fating shang de jianghua” [Discours au tribunal], 1981, consulté en avril 2019, https://blog.boxun.com/hero/201308/zgzj/15_1.shtml. En chinois, la mention est 按照这个世界的规则, 我早就想好了有这么一天. “Anzhao zhege shijie de guize, wo zao jiu xianghaole you zheme yi tian”.

³ Une synthèse exhaustive peut être trouvée dans Roderick MacFarquar et Michael Schoenals, *Mao's Last Revolution* (Cambridge MA : Harvard University Press, 2006).

parties analytiques rigoureuses que le lecteur est invité à suivre dans ses moindres détails, et d'autres parties qui sont des tentatives de formulation d'hypothèses théoriques.

Cette étude est basée sur un examen détaillé des déclarations des protagonistes, liées au moment où elles ont été faites. Elles constituent les unités d'analyse fondamentales de tous les processus examinés. J'espère que le lecteur supportera la surabondance de citations que j'ai placées dans ce livre. Elles sont mentionnées afin de donner la parole à la variété des voix qui se sont exprimées à ce moment décisif de l'histoire politique et intellectuelle de la Chine moderne.

D'autre part, les catégories analytiques étant calibrées sur ces mêmes déclarations politiques, la perspective théorique constitue un *work in progress*. À certains moments, il faudra s'attarder sur des nuances ; à d'autres, il faudra considérer l'horizon général et les catégories spécifiques pour examiner un seul passage. Ces deux registres font partie intégrante du projet lui-même.

Le volume explore certains passages clés de la décennie, quatre d'entre eux en particulier : le « prologue » historico-théâtral de 1965, l'attitude originale de Mao, la phase de masse de 1966-68 et les tentatives inachevées des maoïstes pour dresser un bilan politique de la décennie.

Il s'agit de passages relativement courts, entre lesquels, même s'il y a une contiguïté temporelle, il y a des discontinuités essentielles dues aux enjeux politiques, à l'ampleur et aux conditions de l'implication des masses, aux rapports de force au sommet du Parti-État. Mais ce qui relie ces différents passages, c'est que dans chacun d'eux, les orientations, les nouveautés politiques, les hésitations, les oppositions, les obstacles (le plus souvent internes) et les efforts pour les surmonter ont porté essentiellement sur le problème de la réévaluation de ce qui avait été, au XXe siècle, la voie de sortie du capitalisme, En d'autres termes, comment repenser l'expérience des États socialistes qui s'étaient transformés en une machinerie bureaucratique à l'image des régimes capitalistes et, en fin de compte, comment trouver un nouveau sens au communisme.

Ce volume examinera ces passages en fonction d'une hypothèse générale sur la décennie révolutionnaire chinoise. Ils constituent les étapes d'un immense laboratoire politique de masse, dont le noyau problématique prend des aspects différents dans ses diverses phases, chacune d'entre elles entraînant dès le départ une confrontation particulière entre les nouvelles subjectivités politiques impliquées dans l'expérimentation et le cadre de la culture politique à la disposition des révolutionnaires. En ce sens, le thème général de ce livre est la relation entre la Révolution culturelle, comprise comme l'ensemble de ces multiplicités subjectives, et la culture révolutionnaire, comprise comme le cadre culturel de la politique à travers lequel les révolutionnaires ont agi et déclaré leurs intentions.

Je commencerai par étudier le prologue historico-théâtral (partie I, chapitres 1-3), à savoir la controverse sur le drame historique *Hai Rui démis de ses fonctions* dans les mois qui ont précédé le début de la phase de masse. Cette controverse, qui a été soutenue par une large participation du public intellectuel, avec des milliers d'interventions risquées de la presse à la première personne, a généralement été négligée dans les études sur la Révolution culturelle.

En fait, la controverse était imprégnée de véritables enjeux intellectuels et politiques, à savoir l'urgence d'une clarification théorique sur la question de savoir si le « matérialisme historique » pouvait traiter à la fois des révoltes paysannes dans l'histoire de la Chine impériale et du rôle politique des paysans sous le socialisme. Bien que les termes spécifiques de la polémique historico-politico-théâtrale ne soient pas résolus, elle a joué un rôle décisif au début de la décennie révolutionnaire.

Je discuterai ensuite, à partir de deux perspectives convergentes, des intentions originelles de Mao, l'un des thèmes les plus délicats de toute étude de la Révolution culturelle (partie II). Les vingt dernières années de l'entreprise révolutionnaire de Mao (1956-76) ont été marquées par une anxiété particulière quant au destin du socialisme, qui a également motivé sa quête obstinée d'une nouvelle voie politique (chapitre 4). Je soutiendrai que ses interventions entre la fin de 1965 et la mi-1966 visaient à éliminer les obstacles à la participation des masses à un réexamen critique de la culture révolutionnaire et de son espace institutionnel (chapitre 5).

Si la phase de masse de la Révolution culturelle, entre 1966 et 1968, est certainement la plus étudiée et la mieux documentée dans la recherche scientifique, ses aspects les plus énigmatiques restent opaques et doivent être explorés sous de nouvelles perspectives (partie III). Deux problèmes en particulier doivent être repensés en profondeur. L'un concerne les processus par lesquels la création d'une pluralité illimitée d'organisations politiques indépendantes a été renversée en l'espace de deux ans dans un puissant élan autodestructeur qui a privé ces inventions politiques de toute valeur (chapitres 6 et 8). L'autre problème concerne le point culminant de cette phase, à savoir la fondation, au lendemain de la

tempête de janvier à Shanghai (1967), de la Commune de Shanghai et sa fermeture au bout de quelques semaines avec la fondation du Comité révolutionnaire (chapitre 7).

Les enjeux politiques des deux premières années et l'expérimentation de nouvelles formes d'organisation de masse au-delà de l'horizon du parti-État ont radicalement bouleversé l'espace de la culture politique existante en remettant en cause la valeur de concepts clés. Les révolutionnaires ont dû faire face, en leur for intérieur, aux ambiguïtés avec lesquelles des concepts tels que « classe » et même « classe ouvrière » ont été utilisés pour entraver et supprimer l'expérimentation politique en cours. Ce que je veux dire, c'est que les nouvelles intentions subjectives se sont heurtées à une impasse décisive face à un concept-clé de la culture révolutionnaire : celui de la « prise du pouvoir ».

Ce concept, si central dans la culture révolutionnaire du communisme du XXe siècle, a rapidement fini par devenir pour les révolutionnaires un substitut à de nouveaux concepts non encore élaborés qui pourraient permettre une évaluation intellectuelle de leur activisme politique. L'examen de leur fraîcheur et de leur courage, mais aussi de leurs hésitations, de leurs reculs et de leurs autodestructions, doit tenir compte des discontinuités ouvertes par cette nouveauté politique dans le cadre général de la culture politique et de la rétroaction de cette culture sur les inventions politiques.

Tous ces événements ont poussé les révolutionnaires à réexaminer l'ensemble de l'horizon culturel de leur propre politique. Ce besoin s'est manifesté de la manière la plus explicite dans la dernière partie de la décennie révolutionnaire. Dans la quatrième partie de ce volume (chapitres 9 et 10), j'analyserai certains aspects des grandes campagnes d'étude de masse qui ont eu lieu entre la mi-1973 et 1976. Cette dernière phase de la décennie, bien que marquée par une forte intention théorique, a également été, dans l'ensemble, peu explorée. Les thèmes abordés à l'époque comprenaient non seulement la théorie politique marxiste-léniniste, en particulier le concept de dictature du prolétariat, mais aussi les principaux courants de la pensée politique chinoise ancienne, en particulier les polémiques entre confucéens et légalistes.

Ces mouvements d'études avaient pour but de jeter les bases d'une évaluation de masse des événements. Mao a tenté en vain de le proposer dans la dernière année de sa vie lorsqu'il a souligné la nécessité de repenser en profondeur la mesure dans laquelle la Révolution culturelle n'avait pas atteint ses objectifs. Un obstacle insurmontable s'est présenté avec le refus de Deng Xiaoping, alors chef du gouvernement en exercice, qui a monté une contre-attaque contre les mouvements d'études théoriques lancés par Mao, notamment celui sur la dictature du prolétariat, et a catégoriquement rejeté la proposition de Mao d'une vaste campagne de réflexion autocritique sur la décennie.

La première victoire de Deng a consisté essentiellement à empêcher une évaluation politique de la Révolution culturelle et, en même temps, à interrompre l'évaluation théorique du communisme du vingtième siècle. Il a ainsi obtenu un résultat décisif, dont l'efficacité se prolonge dans la stabilité gouvernementale actuelle de la Chine. Empêcher les révolutionnaires de faire le bilan de leur entreprise était la condition préalable pour briser leur détermination subjective, semer la désorientation politique parmi les masses et placer toutes les décisions politiques fermement entre les mains d'une élite gouvernementale qui souhaitait régler ses comptes avec n'importe quelle expérimentation politique de masse qu'elle qualifiait de chaos et d'anarchie.

La décennie révolutionnaire s'est achevée sur l'effort d'un vaste bilan politique que les maoïstes ont tenté de faire mais qui est resté inachevé, sans doute en raison des limites politiques et théoriques qu'ils tentaient eux-mêmes de dépasser. L'interdiction de conclure ce bilan a exercé un effet de levier sur ces « causes internes ». La coalition dirigée par Deng, à son tour, a puisé dans la capacité d'imposer cette interdiction les ressources essentielles de son énergie réactive. Les thèmes fondamentaux de cette évaluation inachevée, ainsi que les conséquences à long terme de son interdiction, constituent le point de départ des perspectives théoriques et analytiques de ce livre.

GRUPE LONGUES MARCHES : *DISCUSSION*

Le Groupe *Longues Marches* a entrepris une discussion collective du livre de Russo dont on trouvera ci-dessous ce qui correspond à la partie introductive. Une discussion accompagnera chacun des chapitres qui seront présentés dans les numéros suivants de la Revue ainsi que les éventuels retours d'Alessandro Russo, instaurant ainsi un débat public sur une politique communiste pour les temps nouveaux orientée par le bilan à tirer de la Révolution Culturelle.

Le Groupe *Longues Marches* est un groupe communiste constitué à Paris aux lendemains du cinquantième anniversaire de Mai 1968. Il associe l'étude militante à une pratique d'enquête et de liaison aux ouvriers des grandes usines du capitalisme mondialisé et aux habitants des bidonvilles et des quartiers d'apartheid social.

1

Comprendre politiquement la Révolution culturelle comme « *mouvement communiste dont l'objectif était d'entreprendre un réexamen approfondi du communisme* », comprendre corrélativement les raisons intrinsèques de son échec et par là de sa défaite, constituent une exigence indépassable pour qui veut, au XXI^e siècle, renouer avec une politique égalitaire d'émancipation communiste.

2

Ceux qui décident de s'engager dans cette voie héritent cependant d'une difficulté considérable : la décennie révolutionnaire 1966-1976 a multiplié les expériences politiques inédites à une échelle de masse inégalée sans parvenir pour autant à en établir, en intériorité militante, un bilan fût-il minimal. Par là, le testament politique de Mao (« *Étudiez la dictature du prolétariat !* »), loin d'éclairer le problème politique à résoudre, contribue plutôt à redupliquer l'obstacle sur lequel elle a buté.

3

Réexaminer, cinquante ans après, les questions politiquement ardues mises au jour par cette révolution implique donc de construire de nouvelles « *catégories adaptées à cette singularité* » : en effet, s'il ne s'agit ni de liquider cet héritage, ni de répéter dogmatiquement son testament mais de repenser par soi-même toute cette séquence, alors il nous faut aussi, conformément à la dualité titrant l'ouvrage de Russo, déployer une nouvelle culture révolutionnaire apte à intelliger la Révolution culturelle, dans ses victoires comme dans ses défaites. Nous examinerons, au fur et à mesure de notre lecture, la manière librement rigoureuse avec laquelle A. Russo s'acquitte de cette exigence.

4

« *Le thème général de ce livre est la relation entre la Révolution culturelle, comprise comme l'ensemble de ces multiplicités subjectives, et la culture révolutionnaire, comprise comme le cadre culturel de la politique à travers lequel les révolutionnaires ont agi et déclaré leurs intentions.* » Autrement dit, pas de politique révolutionnaire sans idéologie révolutionnaire ; et pas de politique communiste non seulement sans mouvements communistes de masse mais également sans théorie communiste. Tel est de fait l'impératif sous lequel nous militons.

5

D'où l'attention minutieuse portée par ce livre à saisir cette histoire politique en intériorité subjective : à partir d'un méticuleux examen de ce que ses acteurs ont dit et ont écrit de ce qu'ils pensaient. En ce point, l'apport de l'auteur est capital, en raison tout particulièrement de sa maîtrise de la langue chinoise et, par là, de son accès à une abondante documentation qui fait cruellement défaut aux publications françaises habituelles.

6

Dans son livre, Alessandro Russo adopte un parti original qui va s'avérer d'une très grande fécondité : non pas raconter chronologiquement les tours et détours de toute cette décennie révolutionnaire (un peu comme feu notre camarade Cécile Winter a pu brillamment le faire dans son propre livre *La grande éclaircie de la Révolution culturelle chinoise. Ouverture à la politique communiste comme urgence et possible* ; éd. Delga, 2021) mais procéder par coupures symptomales et interprétatives en distinguant quelques moments cruciaux – quelques « passages » - où les enjeux politiques se nouent, leur dénouement effectif engageant au-delà d'eux-mêmes des durées plus importantes.

7

D'où son examen de quatre moments-clé de la Révolution culturelle :

- I. son « *prologue théâtral* » (novembre 1965) ;
- II. la subjectivité politique de Mao lorsqu'il s'empare de ce « prologue » (décembre 1965 – avril 1966) ;
- III. la séquence politiquement la plus intense de la décennie (mai 1966 – août 1968) ;
- IV. les ultimes tentatives de Mao pour engager à échelle de masse un bilan politique de la Révolution culturelle (1973-1976).

Nous verrons ultérieurement la fécondité de ce choix symptomal et des interprétations qu'il suscite.

8

Ressais à la lumière de la dualité titrant ce volume, ces quatre moments engagent alors les points « culturels » ou idéologiques suivants.

- I) Dans l'orientation communiste révolutionnaire qui mobilise à échelle stratégique la question des possibles, l'idéologie – donc la « culture » - et ses combats propres jouent en effet un rôle décisif. Et dans ces combats idéologiques, le théâtre peut intervenir de manière particulièrement aigüe. Leçon pour notre temps ?
- II) Aujourd'hui, la confiance politique des communistes s'affronte nécessairement à la figure délétaire du nihilisme : celle qui assaillait Mao dès 1956 (au moment où il prit conscience de la dépolitisation inhérente à une « construction du socialisme » orientée selon la voie soviétique) en lui objectant : *à quoi bon relancer une levée communiste si sa défaite stratégique est la perspective la plus probable ?* Ainsi, le combat contre le nihilisme, ultimement politique, commence par la lutte idéologique.
- III) Pas de politique effective sans mesure politique de son effectivité. Mais si l'effectivité politique est bien d'ordre organisationnelle, alors quelle mesure politique prendre de cette effectivité organisationnelle si la qualité communiste d'une organisation politique ne se mesure plus en la discipline de fer de son appareil ? Quelle nouvelle mesure politique inventer qui puisse alors s'accorder à la toute nouvelle distribution des organisations politiques de masse expérimentée dans la Révolution culturelle ?
- IV) Dernier point, sans doute pour nous le plus crucial : la clarification de l'obstacle politique que la Révolution culturelle n'a pas su franchir, contourner ou détruire nécessite la clarification préalable de vastes questions culturelles, idéologiques et intellectuelles. D'ores et déjà, avançons la suggestion suivante : si un obstacle s'est avéré insurmontable dans la Révolution culturelle à partir du printemps 1968 lors même que les précédents obstacles avaient pu être surmontés, c'est probablement qu'il ne s'agit plus vraiment d'un simple obstacle mais plutôt d'une obstruction c'est-à-dire d'une entrave d'autant plus inaperçue qu'elle est en vérité inapercevable selon les lois établies et ordinaires de la situation. Autrement dit, l'existence indiscernée d'une *obstruction* s'indique symptomatiquement d'un *obstacle* discernable mais devenant étrangement insurmontable (infranchissable, incontournable, indestructible). Il nous faudra bien sûr revenir, dans la suite de notre lecture, sur ce qui différencie précisément une telle obstruction « inconsciente » d'un obstacle « conscient ».

9

Reste la principale question que soulève pour nous cette passionnante investigation historique : n'y a-t-il pas un risque de rédupliquer l'obstacle non surmonté (et par là de forclure l'obstruction réelle) à s'en tenir à la décennie de la Révolution culturelle plutôt que de l'incorporer dans la séquence plus longue 1958-1976 que nous proposons d'appeler « Révolution communiste chinoise », séquence dans laquelle la Révolution culturelle n'intervient qu'en second temps, après le premier temps révolutionnaire marqué par la création événementielle et non programmée des Communes populaires ?

À ce titre, le prélude en 1965 de la séquence 1966-1976 n'est-il pas avant tout le postlude de la séquence 1958-1965, c'est-à-dire de la séquence qui a vu l'affirmation créatrice à très grande échelle d'une capacité politique des paysans, capacité dont l'existence effective constitue très précisément l'enjeu de ce « prologue » pour finalement lui donner un tour crépusculaire plutôt qu'auroral - voir ce qu'en dit A. Russo à la fin de son examen de ce prologue (p. 87) : « *le rôle politique de la paysannerie dans les socialisme restait la plus grande question non résolue de la politique maoïste ; [...] l'incapacité à résoudre [cette question] a eu des conséquences décisives* » dans la suite de la Révolution culturelle.

Nous reviendrons bien sûr sur ce débat essentiel dans la suite de notre lecture de ce précieux livre.



[SITUATION INTERNATIONALE]

Nous publions ici la première partie d'une série de trois tribunes de Sol V. Steiner sur la situation israélo-palestinienne.

Sol V. STEINER : *LE SIONISME EN QUESTION (1/3)*

Ces tribunes ne sont pas une analyse géopolitique de la situation mais des points de vue, des prises de parti sur la situation, tant penser la situation et ses attendus semble indispensable pour ne pas tomber dans le catastrophisme ambiant.

Cette première tribune traitera de la situation ouverte par le 7 octobre 2023 : le retour de la Nakba et l'existence d'une autre voie. La seconde décryptera le narratif sioniste en crise : mythes et mensonges du narratif sioniste. La troisième tribune identifiera une singularité juive affranchie de l'identité unitaire sioniste, une singularité juive hors-lieu et utopique.

À Cécile Winter

RETOUR DE LA NAKBA MAIS EXISTENCE D'UNE AUTRE VOIE

Le réel

Dans un article récent, un chercheur en sciences sociales écrivait qu'il était fatiguant de répéter, à chaque explosion, les mêmes fondamentaux pour ceux qui disent ne pas comprendre l'évolution de la situation en Palestine et en Israël. À chaque crise, c'est le même étonnement. Le 7 octobre, ce n'est plus de l'étonnement, c'est de la sidération. Une émission récente de France-Culture interrogeait ainsi philosophes et sociologues autour de la question « *Pourquoi la situation au Moyen-Orient est-elle un piège pour la pensée ?* » Curieuse question : pourquoi un piège et pour qui ? N'est-ce pas plutôt la pensée (journalistique) qui est en retard sur la situation ? Mais quelle est la situation ?

Depuis le 7 octobre 2023, le sionisme est en crise ; et sur le terrain, depuis 2018, une autre voix existe, celle d'une organisation : *One Democratic State Campaign*.

Ces deux points opposés, à chaque bout de l'échiquier politique israélo-palestinien, convergent malgré eux dans une situation saturée par l'accélération de la tragédie.

D'un côté, les mythes sionistes sont confrontés à la brutalité du réel qui les vident, un à un. La situation en Israël est inédite, l'histoire du pays semble avoir commencé le 7 octobre 2023 et l'impact du choc idéologique et militaire a laissé des traces profondes. Les témoignages racontent un pays traversé par l'incertitude et le syndrome maccarthyste.

De l'autre, un long parcours de bilans et de pratiques (depuis 2012) sur le mot d'ordre « *Un État démocratique pour tous* » et une décision politique courageuse ont initié, en 2018, une organisation commune où Israéliens et Palestiniens, progressistes et antisionistes, travaillent à construire un avenir du commun sur la terre de Palestine recouvrée. Tout cela, même si embryonnaire, même si difficile, même si semé d'embûches, s'inscrit dans le désir et la réalité du possible pays à venir.

La situation, en apparence complexe, ne l'est donc pas. Le séisme du 7 octobre 2023 conjoint ainsi deux réalités : le narratif sioniste en état de crise et remis en question, et la nouvelle donne d'une organisation commune pour la Palestine démocratique.

Ce paradoxe nous intéresse parce qu'il travaille dans la bonne direction.

D'une part il élargit la faille ouverte dans le discours sioniste, et d'autre part, il révèle l'importance de l'existence de l'autre voie, celle de *One Democratic State Campaign*.

L'existence d'une autre voie permet de saisir la situation dans sa gravité et son urgence. C'est comprendre que la Nakba, c'est-à-dire la catastrophe arabe de 1948, est plus que jamais en cours. La guerre générale déclenchée par l'État d'Israël contre le peuple palestinien depuis le 7 octobre en est la sinistre validation.

La Nakba : une double malédiction

L'occupation de la Palestine n'a pas commencé en 1967. En rester à cette date ne permet pas de comprendre la situation et la question qui fâche : le retour de tous les réfugiés.

« Bien avant 1948, le mouvement sioniste avait entrepris de s'implanter en expulsant de chez eux des Palestiniens, notamment par l'achat massif de terres ; mais 1948, date de la création de l'État d'Israël, est le moment de la catastrophe : l'exode massif provoqué par les actions armées des milices sionistes, les villages brûlés, les paysans palestiniens et leurs familles jetés sur les routes et immédiatement la décision israélienne de leur interdire le retour, de faire de ce moment de fuite un exil définitif. 1948 constitue le peuple palestinien comme "communauté de destin et de résistance". Un point fort d'aujourd'hui est la formulation de la thèse – et peu importe qu'elle soit "minoritaire", le point fondamental étant l'apparition de sa formulation – selon laquelle la Nakba est aussi importante et aussi fondatrice pour les Israéliens que pour les Palestiniens ».

Extraits de la brochure « *Palestiniens-Israéliens, un seul pays avec un seul État, une proposition politique en sept points* » éditée en 2016

Revenir sur la Nakba est la seule chance de sortir de la double malédiction : destruction pour les uns, forteresse coloniale hérissée de barbelés pour les autres. La seule chance de (re)trouver et de cette façon inventer un pays possible, un pays pour y vivre.

Pour les Palestiniens, la situation actuelle est la même que celles qui l'ont précédée. Pour les Palestiniens, le réel de la catastrophe n'a pas bougé. Il s'est même renforcé dans la guerre menée par le gouvernement israélien contre eux : c'est le bombardement continu de Gaza - tout le monde sait qu'il est impossible d'éradiquer le Hamas, sinon de raser Gaza et de déplacer la population palestinienne. C'est bien ce qui se déroule sous les yeux de la « communauté internationale », affligée d'une cécité mutique obscure. Mais qu'est-ce que la dite communauté internationale sinon les ex grandes puissances coloniales !

Jeff Halper, anthropologue, cofondateur de *One Democratic State Campaign* et coordinateur de l'ONG israélienne *Israeli Committee Against House Demolitions*, auteur d'un livre intitulé *War against the people*, explique dans une interview :

« L'occupation israélienne se poursuit parce que les élites économiques et politiques du monde entier tirent profit d'...elle. Israël-Palestine est le microcosme du monde entier. Ce qu'Israël fait aux Palestiniens reflète le type de guerre que le capitalisme doit mener aujourd'hui... C'est ce que j'entends par "mondialisation de la Palestine". »

Plus de 25.000 Palestiniens tués dont près de 10 000 enfants ; la majorité des 2,2 millions d'habitants de Gaza, déplacée. Au total, le bilan mortel de la Nakba de 1948 dépassé en seulement deux mois...

Il y a actuellement une bataille sémantique pour nommer ce qui se passe à Gaza et en Cisjordanie avec les colons. Les mots, paraît-il, ne pourraient plus dire... Et pourtant ils nomment très bien une seconde Nakba, en cours : après celle de 1948, celle de 2023.

Du mythe au réel

Pour la majorité des Israéliens, pour les sionistes, c'est un choc inouï. La situation sonne comme un « réveil de cauchemar ». Le 7 octobre 2023, c'est le violent retour du refoulé - la Nakba - que le narratif sioniste avait délibérément effacé, invalidé, éradiqué des mémoires et des consciences israéliennes pour le remplacer par le mythe « *Les Palestiniens n'existent pas* ».

Quelque chose s'est cassé ce jour-là qui se formule, encore à voix basse, entre la douleur et l'inquiétude : la confiance dans le principe constituant du pacte entre l'État sioniste et sa population qui pose qu'Israël est le sanctuaire pour les Juifs du monde entier, un refuge sécuritaire contre le monde menaçant. Au

total, le signifiant Israël, doté de son idée princeps « *la sécurité du peuple juif dans les frontières de son État* », a volé en éclats : plus de 1.300 morts israéliens en à peine quelques heures, massacrés, brûlés, seuls ou en groupe, dont plus de 800 civils ; plus de 200 otages emmenés à Gaza ; une armée israélienne absente pendant presque dix heures ; sa réaction tardive - *où sont nos soldats ?*, appelaient, désespérés, au téléphone, les habitants du Sud, cernés par le Hamas - ; les renseignements et le gouvernement israéliens aux abonnés absents pendant plus de 48h ; la frontière « électronique » à un milliard de dollars (40m de haut, 30m en profondeur contre les tunnels) trouée en plusieurs endroits ; 1.200 cadavres entrecroisés ; des milliers de gens ne sachant pas où sont leurs proches ; deux kibboutz rayés de la carte : le bilan confine au désastre absolu.

À l'enterrement d'un des trois otages israéliens tués par l'armée israélienne (ils s'étaient faits connaître avec un drapeau blanc, torsos nus), son frère a prononcé ces quelques mots : « *après l'avoir abandonné, [...] vous l'avez assassiné.* »

Le choc est frontal. Les Israéliens ne peuvent le contourner. C'est une des raisons du traumatisme. Car, derrière ce désastre, résonnent, en cascade d'échos, des questions aussi vieilles que l'histoire de la fondation de l'État sioniste : comment peut-on être « étonné » de l'aggravation tragique de la situation, comment ne peut-on en discerner la logique implacable, pourquoi cette « sidération » répétée devant les catastrophes qui s'enchaînent, sinon ne rien vouloir voir du réel, ne rien vouloir comprendre à la situation sinon pratiquer, indéfiniment, le déni¹ de la situation ?

La situation est pourtant claire, avec les guerres de Gaza, la Cisjordanie occupée, la violence impunie des colons, la ville d'Hébron hérissée de miradors et de checkpoints, les jeunes mineurs palestiniens emprisonnés sans procès pendant des années, l'identité juive comme une arme de sécession, la Nakba, un processus colonial d'expropriation ininterrompu depuis 1948 qui a pour nom *le sionisme*.

On feint de ne pas voir, on feint de ne pas savoir. On se détourne. Et on s'étonne encore ? Les fondamentaux de la situation sont pourtant là, sous les yeux de tous, depuis 75 ans. Mais « ils » sont rendus invisibles ou déclarés non pertinents, sinon « antisémites ». Peut-être que se cache là la fabrication du déni, la nourriture du mythe : un « empêchement » de la pensée, une paresse à franchir l'interdit de critiquer la politique, l'État, le nom, le sionisme, sous peine d'être taxé de la pire des injures. L'amalgame antisioniste/antisémite placé tel un « mur » pour rendre inaudible toute pensée critique, toute alternative au sionisme.

La situation rendue inintelligible est remplacée par un récit qui articule à la fois une mythologie - celle du « retour » des Juifs sur une terre sacrée dite « vierge » - et un discours sur l'antisémitisme vu comme une prophétie destinale. Le mythe d'une « terre sans peuple pour un peuple sans terre », est le propos basique du colonialisme de peuplement qui veut justifier l'appropriation et le vol des terres. « *Avant nous, il n'y avait rien* ». Quant au mythe du « retour » sur une terre sacrée, il a pour fonction de relier un messianisme national (« *Je ne crois pas en Dieu mais il nous a donné la terre* ») avec une vision victimaire d'un juif éternel.

Cette mythologie s'est fracassée le 7 octobre 2023. Le déploiement agressif de l'armée israélienne, les destructions massives, les rodomontades des ministres israéliens n'y pourront rien. La mythologie a pris un sacré coup de réel dans son récit. Mais le retour du réel n'est pas un retour en arrière dans le temps comme semble le vouloir le Hamas. Ce n'est pas le retour du même dans l'histoire. Le réel d'aujourd'hui, c'est la prise en compte de l'existence, attendue comme « une goutte d'eau dans le désert » disait un Israélien, d'une autre voie. Une parole commune aux Palestiniens et Israéliens.

Une autre voie existe : *One Democratic State Campaign*

Une autre voie existe depuis 2018. Elle s'appelle *One Democratic State Campaign* : un État démocratique avec les mêmes droits pour tous, Palestiniens et Israéliens, sur la terre de Palestine.

En 2016, un collectif de militants dont je fus (et qui depuis s'est dissous), convaincu de l'importance stratégique de la question Palestine-Israël, avait écrit un petit livre avançant les énoncés suivants :

¹ Définition du déni : *refus inconscient d'admettre une situation insupportable ; refus de rendre justice à quelqu'un.*

Palestiniens-Israéliens, un seul pays avec un seul État !

Une proposition politique en sept points :

- 1) Palestiniens-Israéliens, un seul pays avec un seul État !
- 2) En finir avec l'idée de l'opposition entre Juifs et Arabes qui fait le jeu de l'État sioniste et d'autres États puissants !
- 3) Soutenir l'unité des Palestiniens dans toutes ses composantes : la Cisjordanie et Gaza, les réfugiés dans les autres pays et en Israël même !
- 4) Mettre fin à la destruction coloniale du peuple palestinien par l'État d'Israël !
- 5) Droit au retour de tous les réfugiés depuis 1948 !
- 6) Travailler à la séparation entre les Israéliens et l'État israélien !
- 7) Soutenir et développer les discussions et l'organisation politique au sein du peuple comme la seule voie pour construire le pays et défaire l'État d'Israël !

Cette proposition politique résultait d'un travail d'enquête d'un an sur un marché d'Aubervilliers et d'un voyage en Palestine-Israël où nous avons rencontré des militants israéliens et palestiniens qui, pour certains, formeront en 2018 le noyau de l'organisation *One Democratic State Campaign*. Lors de ce voyage, nous avons compris que ces mots d'ordre étaient déjà à l'œuvre, sur le terrain, dans tout un réseau d'activités pratiques qui voyaient agir conjointement les uns avec les autres dans l'horizon d'un pays en commun. Ne manquait alors que l'organisation commune. C'est chose faite, depuis.

Le manifeste de l'organisation *One Democratic State Campaign* déclare, entre autres :

« La libération nécessite plus que la résistance, la protestation et l'activisme. Elle nécessite un plan politique qui remplace les structures politiques d'oppression par un nouveau système politique et une nouvelle société fondée sur la justice, l'égalitarisme et l'inclusion, mais également sur le respect des diverses identités nationales, ethniques, religieuses et communautaires du pays. »

Awad Abdelfattah, ancien secrétaire général du parti Balad, est le coordinateur de ODSC. Ilan Pappé, historien israélien, Jeff Halper, anthropologue israélien, directeur du *Comité Israélien Contre les Démolitions de Maisons* (ICAHD) en sont co-fondateurs.

One Democratic State Campaign (ODSC), basée à Haïfa, a un site <https://onestatecampaign.org/en>. On y trouve leur manifeste, leur campagne, leur programme politique, des plans et des stratégies pour développer et soutenir cette organisation, neuve et tenace, qui lacère peu à peu le tissu du désastre et du défaitisme. *One Democratic State Campaign* porte l'avenir de la Palestine.

Les obstacles sont importants, à la mesure de l'enjeu.

D'abord, les organisations palestiniennes officielles, Autorité Palestinienne et Hamas. S'il est devenu courant d'en dénoncer la corruption, il reste comme interdit de les désigner pour ce qu'elles sont (le massacre du 7 octobre 2023 par le Hamas en est une preuve supplémentaire) : des organisations gardiennes du statu quo, dont l'intérêt est de le maintenir, quelle qu'en soit la forme, y compris la guerre, en miroir de l'État d'Israël, dont ces organisations copient d'ailleurs les méthodes répressives. Cet interdit doit être levé.

Il y a aussi, côté palestinien, une trace subjective de la période constituée comme « lutte de libération nationale ». Lors même que la situation ne peut absolument plus être pensée en ces termes, il en reste une sorte d'identitarisme négatif dont l'effet paradoxal est d'empêcher que les différentes composantes du peuple palestinien soient considérées ensemble. Or, pour effectuer aujourd'hui l'unité du peuple palestinien dans ses différentes composantes - habitants de Gaza, de Cisjordanie, des camps de réfugiés ou à l'intérieur des frontières d'Israël - et pour soutenir le droit général au retour, il faut considérer la situation dans son ensemble et arriver (sixième mot d'ordre) à séparer les Israéliens de l'État d'Israël. Mais les « identitaires palestiniens » (dont le Hamas) s'avèrent incapables d'englober dans leur champ les Palestiniens dits de 1948 (vivant dans les frontières de l'État d'Israël) : entérinant mentalement la Nakba, ils entérinent ainsi la fragmentation de leur peuple et s'opposent de facto à son unification politique.

Du côté israélien, il y a le poids du cadavre de la gauche israélienne, dite du « camp de la paix ». Cette gauche soutenait la « solution à deux États », autrement dit la séparation entre Israéliens et Palestiniens : « *Chacun chez soi* », « *Aidez-nous à divorcer* », ce qui n'était pas si éloigné de la vision « ethnique » propre à l'État d'Israël. Cette soumission a conduit ce camp à sa perte.

Nous écrivions, il y a quelque temps déjà, que la « solution » dite à « deux États » était une tromperie impraticable : 1) une tromperie parce qu'elle permet la poursuite inlassable de l'occupation et de la colonisation sioniste ; 2) impraticable, parce que les deux peuples étant totalement intriqués sous domination coloniale, on ne voit pas comment les Palestiniens des « territoires » - sans compter les 20% de la population « israélienne » composée de Palestiniens - y trouveraient autre chose qu'une prison à ciel ouvert, et bientôt (comme c'est déjà le cas s'agissant des territoires) des réserves, surveillées par les autorités corrompues, entourées de murs et barbelés, ceinturées de checkpoints tenus par l'occupant.

Si cette gauche est moribonde, il en reste là aussi une trace subjective sous la forme d'une « division des tâches » entre les uns et les autres. Sous sa forme caricaturale la plus marquée de rapport colonial, cela se donne ainsi : aux uns, Israéliens, la politique ; aux autres, Palestiniens, « la résistance ». Mais une autre vision, symétrique de la précédente et qu'on peut appeler post-coloniale, ne vaut pas mieux, elle qui pose : « *c'est aux Palestiniens de parler, c'est à eux de prendre l'initiative ; nous, nous ne pouvons que "soutenir" ou "suivre"* ».

À l'occasion du 7 octobre 2023, on a vu d'ailleurs en France cette position à l'œuvre : quand les organisations françaises de gauche se sont tordues les mains pour soutenir (ou pas), au nom du soutien à la fameuse résistance, les massacres du Hamas tout en n'étant pas d'accord avec leur politique.

Ce ne sont en fait que les deux faces d'une même pièce. Et là aussi, tout ceci conduit à l'impuissance. S'il n'est pas impossible d'entreprendre un travail politique sur le mot d'ordre « *Un seul pays, un seul État* » parmi les Israéliens, il est cependant sûr que ce travail ne peut être entrepris qu'à partir d'une parole claire commune proposée à la fois par des Palestiniens et par des Israéliens.

Du mythe au réel

Pour les Sionistes et pour les Israéliens, quelque chose s'est cassé, ce 7 octobre, qui se formule, encore à voix basse, entre la douleur et l'inquiétude. La sidération, l'incompréhension, la colère des Israéliens se sourcent là. Comment cela est-il possible, « *nous qui avons été élevés* » - dit une femme israélienne dans un témoignage - « *avec la certitude que l'État d'Israël nous protégerait de toute menace, qu'est ce qui nous est arrivé ?* »

Est-ce circonstanciel ou structurel ? C'est une question hante les Israéliens. Reporter la cause du désastre sur le gouvernement d'extrême-droite peut, très partiellement, se justifier, mais la défaite est trop violente pour ne pas s'obliger à poser des questions plus graves qui commencent à circuler dans les témoignages : *sommes-nous encore en sécurité dans les frontières du pays ? Qu'avons-nous fait pour en arriver là... ?*

En effet, qu'ont-ils fait pour en arriver là ?

Ils - les Israéliens - n'imaginaient pas cela possible, peut-on lire dans les divers témoignages. Parce qu'il y a le Mur, la technologie, l'armée, le Dôme de fer, les accords d'Abraham qui normalisent les rapports avec les États arabes sous égide occidentale, incluant la liquidation silencieuse de « la question Palestinienne » ; bref, tout un arsenal qui autorise une « normalité » de la vie quotidienne, en kibboutz, en ville ou en colonie ; un arsenal sécuritaire à côté duquel les Israéliens se sentaient vivre « presque » en paix... intouchables.

Comment comprendre autrement l'emplacement des kibboutz, situés à moins... de deux kilomètres de Gaza, où certains kibboutzniks ont dit regretter « l'Éden », le petit paradis de verdure du kibboutz... incendié par le Hamas.

Rappelons ce qu'est Gaza pour ceux qui veulent rendre responsables les Gazaouis de leur situation.

Gaza est un territoire, mieux une réserve, où vivent environ 2,4 millions de personnes, privées de circulation et de travail, entassées sur ce territoire de 362 kilomètres carrés (40 km de long, 12 km de large) soumis depuis seize ans à un blocus israélien, terrestre, aérien et maritime,

depuis que le Hamas a pris le pouvoir en juin 2007. Et les guerres à Gaza – 2008-2009, 2012, 2014 - ont transformé Gaza en un enfer à ciel ouvert.

Comment est-il pensable de créer un « paradis vert » à quelques encablures de cette « réserve » ?, comment vivre à côté de l'enfer des autres ? - une question existentielle, une raison parmi d'autres pour que certains des kibboutzniks soutiennent les « droits » octroyés aux Palestiniens ...à sortir de Gaza et se faire soigner dans les hôpitaux israéliens... Comment entendre l'inaudible, c'est à dire l'organisation d'une fête musicale de la jeunesse, à moins de six kilomètres de cet... enfer ? Mêmes questions, même impensable.

Dans le journal *Le Monde* daté du samedi 28/10, une chronique de Marc Bonomelli nous apprend que le festival de musique était plus qu'une rave party mais « un avatar de la nouvelle spiritualité occidentale ». Ce festival appelé *Tribe of Nova* développe une série « de disciplines alternatives ou holistiques, telles que le yoga moderne et les techniques énergétiques comme le reiki ou autres, mais participe activement à des pratiques de mouvement, de danse et de musique en conscience ». « L'accent est mis sur l'idée de tribu, d'appartenance à une grande famille mondiale basée sur des valeurs communes ».

On hésite entre la stupeur et la consternation à la lecture de cette tribune : « la nouvelle spiritualité occidentale », tout à son bien-être, est allée expérimenter ses « transes » techno dans le désert du Néguev, sous les oreilles des Gazaouis, sans regarder au-delà de sa jouissance. « Valeurs communes », disent-ils ; égoïsme indécent qui conduit à la pire des tragédies, peut-on leur répondre.

De l'inconscience, peut-être, mais surtout l'idée infusée depuis la création de l'État d'Israël en 1948 - « les Palestiniens n'existent pas » - devenue un mythe, la forme du déni israélien et le dispositif qui va avec : le tout sécuritaire et la force militaire protègent et garantissent la vie israélienne.

Soyons clairs. Ce déni ne justifie en rien les attaques mortifères du Hamas. Il traduit la commotion cérébrale qui s'est emparée d'Israël suite à l'effondrement du mythe : en effet, les Palestiniens existent !

Ce déni repris par le monde Occidental comme une certitude existentielle et géopolitique explique la stupide stupeur des médias devant la terreur hamassienne : comme si celle-ci était arrivée, à l'improviste, dans un ciel moyen-oriental presque serein où rien d'important n'était à prévoir sinon les habituelles « tracasseries » aux frontières de l'État d'Israël...

La mythologie a ceci de dangereux qu'utilisée comme déni du réel, elle ne peut remplacer l'analyse de la situation. Le « réveil » du mythe procède alors d'un vertige brutal.

Remarque sur le Hamas

Le déchaînement sanglant et meurtrier du Hamas, pris en lui-même, est un carnage. Le Hamas est familier de ces méthodes expéditives et sanglantes.

Dans la guerre fratricide qui l'opposa au Fatah de Yasser Arafat, en 2007, pour la prise du pouvoir à Gaza - entre 600 et 700 morts -, le Hamas se distingua par la brutalité de ses opérations : enlèvements, torture, achèvement des prisonniers désarmés, blessés jetés du haut des toits des maisons... C'est pour cette raison, entre autres, que le gouvernement israélien - qui voulait éliminer politiquement le Fatah - a alors soutenu financièrement le Hamas.

Le Hamas est un mouvement islamiste dont l'objectif est d'établir un État identitaire islamiste sur toute la Palestine. Cependant, pour garder le pouvoir, il a accepté dans un premier temps un territoire actuellement constitué de Jérusalem-Est, la bande de Gaza et la Cisjordanie (donc d'après les frontières d'avant 67). La poursuite sans fin de la colonisation sioniste rendant tout projet d'un État palestinien caduc, le Hamas a dû changer de stratégie. Il a choisi celle du pire : se présentant comme le héraut de la question palestinienne, il a préparé méthodiquement ses massacres afin d'amener le gouvernement israélien à la guerre totale contre le peuple palestinien.

Il est intéressant de noter que le continuum de la colonisation sioniste crée ici les conditions de la nouvelle donne politique. Soient deux voies :

- celle du Hamas, qui, par le carnage provoqué et la guerre qui s'ensuit, veut revenir à la période d'avant 1948 pour recouvrer l'hégémonie islamiste nécessaire à la réalisation de son projet identitaire ;

- celle d'une organisation commune, *One Democratic State Campaign*, où Palestiniens et Israéliens parlent ensemble pour créer les fondations d'un État démocratique pour tous, d'un pays nouveau à venir.

Ainsi, la logique identitaire du Hamas n'a rien à voir avec le futur commun à venir des Palestiniens et des Israéliens sur la terre démocratique de Palestine.



Nous publions ici une chronologie détaillée de ce qui a conduit à la situation actuelle de guerre en Ukraine.

Cette chronologie, en sa rude et sèche succession qui remonte au début du XXI^e siècle, vise à désenchevêtrer les différents enjeux politiques qui s'y trouvent désormais entremêlés en sorte de clarifier la perspective d'une position politique communiste.

Pour autant, la revue, qui partage avec Tato Tatiano la conviction que cette guerre ne saurait d'aucunes manières être nôtre, n'entérine pas nécessairement toutes les positions et qualifications politiques personnellement avancées par l'auteur de cette chronologie.

Plus que toutes autres, les questions politiques posées aux communistes par la situation internationale présente et à venir appellent dans cette revue des échanges diversifiés et soutenus. La discussion sur cette chronologie et ce qu'elle fait ou non apparaître comme types nouveaux de conflit devra donc se poursuivre.

TATO TATIANO : *CHRONOLOGIE COMMENTÉE DE LA GUERRE EN UKRAINE*

Points introductifs

- Il convient de distinguer trois guerres : une guerre civile interne à l'Ukraine, une guerre Ukraine-Russie et une guerre EU-Russie (que mène l'Ukraine par procuration et qui engage une partie de l'OTAN).
 - Entre 2014 et 2022, ces trois guerres ont lieu en parallèle, la première et la deuxième occupant la place dominante.
 - Entre février 2022 et fin mars 2022, c'est la guerre Ukraine-Russie qui domine.
 - Depuis avril 2022, c'est la guerre EU-Russie (déléguée à l'Ukraine) qui domine largement.

On reviendra sur les raisons de ne pas les confondre.

Points militants

- 1 Dans l'absence d'une alternative réellement émancipatrice, le point n'est pas de déterminer si l'Euromaïdan avait raison ou pas de se tourner vers l'Union européenne, l'alternative de se tourner vers la Russie ayant été tout autant problématique. Cette question est plus géopolitique que militante.
- 2 À l'issue de l'Euromaïdan, Ianoukovitch aurait dû partir selon la manière qui avait été négociée avec la direction de l'Euromaïdan.
- 3 Les choses ne s'étant pas passées ainsi, son départ s'avère constituer un coup d'État.
- 4 Les États-Unis sont responsables d'avoir poussé à ce coup d'État quand, de son côté, la Russie est responsable d'avoir provoqué les séparatistes fascistes qui ont ainsi réagi.
- 5 Les fascistes internes des deux côtés ainsi que les États-Unis et la Russie sont co-responsables de la guerre civile qui a suivi le coup d'État. Les opportunistes qui ont ensuite changé de position, passant d'un accord avec Ianoukovitch au ralliement à un des camps de la guerre civile, sont devenus des complices des responsables précédents.
- 6 La guerre civile en Ukraine est guidée par deux idées séparatistes d'une Ukraine séparée en deux : d'un côté, une Ukraine « de l'Ouest » (de l'Occident) et de l'autre une Ukraine « de l'Est » (de la Russie). Contre cela, il faut soutenir une idée de l'Ukraine comme pont émancipé entre les parties ouest et est de l'Europe (et non pas de l'Union européenne !). La diversité historique et ethnique du pays comme sa position géographique sont au principe de cette idée. Et cette idée d'une Ukraine comme pont émancipé doit être constituée avec les Ukrainiens qui refusent de s'orienter selon l'idée d'une séparation ouest-est.

- 7 La guerre Ukraine-Russie sert avant tout les appétits privés, internes et étrangers, et nullement l'idée d'un pays réellement indépendant. Il nous faut donc lutter sur deux fronts : les deux fronts où agissent chacun des responsables de la guerre actuelle.

La guerre OTAN-Russie par procuration de l'Ukraine sert avant tout la préparation d'une troisième guerre mondiale, de caractère fondamentalement interimpérialiste, guerre à laquelle il faut s'opposer sans restriction. Cette opposition implique de rappeler que les États-Unis sont coresponsables de la guerre Ukraine-Russie au même titre que la Russie, que les groupes fascistes sont responsables du coup d'État de 2014 et sont les catalyseurs de la guerre civile qui s'en est suivie. À la vision séparée de « deux Ukraines », il faut opposer comme on l'a dit le principe d'une seule Ukraine comme pont entre deux parties du continent Europe. Les enjeux stratégiques d'une telle idée dépassent l'Ukraine, tout de même que les enjeux de l'idée d'un seul pays Palestine-Israël avec un seul État ; ces enjeux stratégiques affirment la possibilité d'un monde sans troisième guerre mondiale.

Une des premières et principales tâches des militants communistes en Ukraine est tout d'abord de ne pas céder à l'obscurcissement de l'histoire du pays, obscurcissement engagé par la révolution Orange de 2004, et de lui opposer l'histoire véritable des faits tels qu'ils se sont réellement déroulés. Ce n'est qu'à condition d'un tel éclaircissement que d'autres tâches effectives pourront être pensées de l'intérieur du pays. D'où cette chronologie commentée, dont le but est de contribuer modestement à une telle éclaircie.

Préhistoire de Maïdan (2000-2014)

Intervention ukrainienne en Irak

- 28 novembre 2000 : scandale sur le président Ukrainien Koutchma qui aurait fait assassiner le journaliste d'opposition G. Gongadzé. Des enregistrements de son garde du corps Mykola Melnychenko apparaissent.
- Courant 2002, Koutchma a vendu des radars militaires à Saddam Hussein.

De l'intérieur de l'Ukraine, cette intervention est très bien vue. Par contre, cette intervention est très mal vue aux États-Unis : elle indique la possibilité réelle que l'Ukraine non seulement ne fasse pas partie de l'Otan (comme les États-Unis le souhaitent) mais même qu'elle s'allie militairement à la Russie.

- 21-22 novembre 2002 : l'Ukraine de Koutchma est critiquée lors d'un sommet de l'OTAN à Prague.
- 5 juin 2003 : suite aux pressions exercées par l'Otan sur Koutchma, l'Ukraine intervient en Irak aux côtés des États-Unis.

Koutchma décide corrélativement de ne pas se représenter en 2004 et il désigne son successeur : Ianoukovitch, celui-là même qui sera destitué par le coup d'État de février 2014.

Tout ceci conduit à ladite « révolution orange » de 2004.

Élections de 2004 et « Révolution Orange »

- 31 octobre 2004 : Premier tour de l'élection présidentielle. Iouchtchenko, candidat pro-ouest, et Ianoukovitch (candidat soutenu par Koutchma) passent au second tour, après un premier tour marqué par une énorme diversité de candidats et partis politiques. Au passage, cette diversité de candidatures renvoie à la grande diversité culturelle, ethnique historique de l'Ukraine, diversité qui constitue à la fois un atout du pays et une difficulté à le diriger politiquement. On voit sur les cartes suivantes que Ianoukovitch est dominant dans l'Est du pays, particulièrement dans le Donbass en Crimée, et que Iouchtchenko l'emporte à l'Ouest.

2005-2010 - Iouchtchenko

- 23 janvier 2005 : Iouchtchenko commence sa présidence et nomme dès le lendemain Tymochenko premier ministre. Tymochenko est l'épouse conservatrice d'un oligarque du gaz ; elle a été emprisonnée sous Koutchma pour corruption ; elle campe sur des positions pro-Union Européenne (voir ses intérêts économiques liés aux affaires de ventes de gaz) et pro-OTAN (elle est contre le renouvellement de l'accès de la Russie à la mer Noire et a écrit en 2007 un article « *Containing Russia* » allant dans ce sens). Elle sera limogée le 8 septembre 2005 suite à de fortes tensions internes au gouvernement concernant des privatisations très agressives.
- 26 mars 2006 : élections législatives. Le parti des régions tenu par Ianoukovitch (le premier vainqueur des élections de 2004) arrive en première place avec 32.1% des voix et 186 sièges. Conflit.
- 4 août 2006 : Iouchtchenko choisit de cohabiter avec Ianoukovitch en le nommant premier ministre.
- 19 août 2006 : Youri Choukhevytch, membre du groupe de Helsinki, fils du combattant nazi Roman du même nom, et leader du groupuscule paramilitaire néo-nazi UNA-UNSO ¹, est fait « héros d'Ukraine ».
- avril 2007 : Iouchtchenko tente de mettre Ianoukovitch à la porte en dissolvant le parlement et appelant à de nouvelles élections législatives. Sa manœuvre échoue car Ianoukovitch reste à nouveau en tête des élections.
- 12 octobre 2007 : Roman Choukhevytch est fait à son tour « Héros de l'Ukraine » par Iouchtchenko. La Cour administrative du district de Donetsk demandera en octobre 2009 que cette décision soit annulée mais Iouchtchenko refusera.
- 18 décembre 2007 : Iouchtchenko finit par renommer Tymochenko premier ministre ; mais celle-ci rompt avec Iouchtchenko en septembre 2008 dans un contexte général de crise économique qui va rendre le pays ingouvernable.
- 22 juillet 2008 : annonce du futur accord économique entre l'Ukraine et l'Union européenne.

Iouchtchenko, qui avait été élu pour éloigner l'Ukraine d'un régime semi-autoritaire, va finir, dans son impuissance à écarter Ianoukovitch, par engager son pays dans un tel type de régime. Ainsi, la « révolution orange » n'en a pas été une : au lieu d'une révolution, on voit que sous Iouchtchenko une partie de l'oligarchie ukrainienne (et exemplairement Tymochenko et Porochenko) s'est convertie en businessman de l'Occident.

En 2008, la demande de l'Ukraine de rejoindre l'OTAN va aggraver les tensions internes et externes.

2010-2014 - Ianoukovitch

La « révolution orange » n'aura pas pris : en 2010 Ianoukovitch, qui aurait dû être président depuis 2005 si la « Révolution orange » n'avait pas eu lieu, finit par l'emporter largement aux élections, face à Tymochenko. Ceci traduit l'échec de Tymochenko à unifier un camp pro-occidental qui s'avère très divisé en trois candidats : Tymochenko, Iatseniouk et Iouchtchenko.

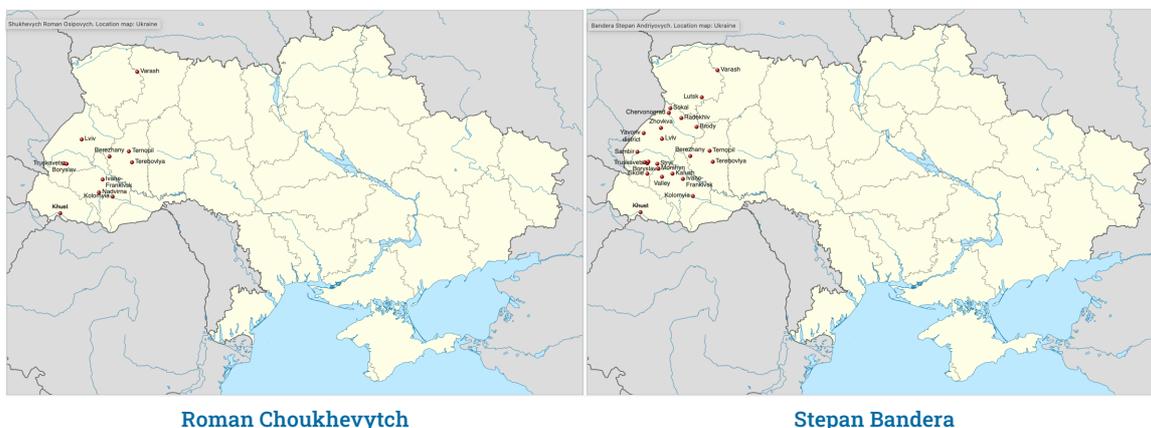
- 17 janvier 2010 : premier tour de l'élection présidentielle. Ianoukovitch (35%) devance Tymochenko (25%).
- 20-22 janvier 2010 : en plein entre-deux tours, Stepan Bandera, le fasciste de la seconde guerre mondiale ², est fait « Héros de l'Ukraine » par Iouchtchenko et Tymochenko.
- 7 février 2010 : second tour, remporté par Ianoukovitch (48.9%) contre Tymochenko (45.4%).
- 2 avril 2010 : Ianoukovitch rouvre la procédure engagée par la Cour de Donetsk en vue d'annuler la nomination de Bandera comme « héros ».

¹ C'est l'UNA-UNSO qui avait assuré la sécurité de Iouchtchenko et de Tymochenko lors de la révolution orange (*Far-right Group Flexes During Ukraine "Revolution"*, Associated Press, 1^o janvier 2005)

² https://fr.wikipedia.org/wiki/Stepan_Bandera

En réaction à cette perspective d'annulation, plusieurs villes de l'ouest de Ukraine vont faire des deux fascistes Roman Choukhevytch ³ et Stepan Bandera leur « citoyen honoraire ».

Villes ayant décidé en 2020 et 2011 de faire « citoyens honoraires » :



Roman Choukhevytch

Stepan Bandera

- 12 janvier 2011 : Ianoukovitch officialise l'annulation de la décision de faire de Bandera un « Héros » de l'Ukraine.
- 24 juin 2011 : Début du procès de corruption engagé contre Tymochenko pour signature avec la Russie de contrats sur le gaz.
- 2 août 2011 : Ianoukovitch officialise l'annulation de la décision de faire de Choukhevytch un « Héros » de l'Ukraine.
- 3-5 septembre 2011 : l'Union Européenne menace ⁴ l'Ukraine de rompre son projet d'accord économique en raison du procès de corruption engagé contre Tymochenko, lors même que les preuves qui l'impliquent sont manifestes.
- 11 octobre 2011 : Tymochenko est condamnée à sept ans d'emprisonnement. L'Occident condamne cet emprisonnement comme étant de nature politique. Tymochenko sera libérée le 22 février 2014 lors du coup d'État de Maïdan, et ira le jour même de Kharkiv à Kiev pour intervenir sur la place de l'Indépendance.

La situation est à l'époque celle-ci :

- À l'intérieur du pays, le bloc pro-occidental est très divisé : Tymochenko, le représentant du courant ouvertement pro-États-Unis, ne fait pas l'unanimité ; Tihipko et Iatseniouk jouent leur propre rôle dans le bloc. Un climat de pré-guerre civile se met en place.
- À l'extérieur du pays, l'Ukraine chavire géopolitiquement vers la Russie même si celle-ci, qui avait publiquement soutenu Ianoukovitch en 2004-2005, ne le fait plus en 2010.

³ https://fr.wikipedia.org/wiki/Roman_Choukhevytch

⁴ <https://archive.kyivpost.com/article/content/ukraine-politics/eu-ukraine-association-deal-might-hit-ratification-112197.html>

Euromaïdan et « Révolution de la dignité » (novembre 2013 - février 2014)

Débuts d'Euromaïdan (2013)

- 21 novembre 2013 : Ianoukovitch, par l'intermédiaire du Parlement, refuse⁵ l'accord économique de l'Ukraine avec l'Union européenne [UE] au profit d'une proposition d'accord tripartite incluant la Russie (mais il ne précise guère les points envisageables d'un tel accord).

L'Euromaïdan débute sur la base d'une mobilisation d'étudiants. Les partis de Tymochenko, de Klitschko (*Alliance démocratique ukrainienne pour la Réforme*) et Tyahnybok (*Svoboda - Liberté*) vont rapidement en prendre la direction.

- 22 novembre 2013 : Poutine accuse l'UE d'être derrière l'Euromaïdan.
- 3 décembre 2013 : Première réunion entre Tyahnybok, Iatseniouk, Klitschko et les ambassadeurs occidentaux.
- 8 décembre 2013 : des partisans de Svoboda détruisent à Kiev la statue de Lénine. À Kharkiv, le maire annonce une collecte pour restaurer le monument.
- 10 décembre 2013 : l'UE refuse la proposition d'accord tripartite.
- 13 décembre 2013 : le premier ministre Arbutov demande une révision de l'accord économique avec l'UE laquelle refuse aussitôt. Ianoukovitch libère deux manifestants emprisonnés.
- 15 décembre 2013 : le sénateur américain John McCain vient faire un discours au stade d'Euromaïdan.
- 17 décembre 2013 : Poutine propose de réduire fortement le prix d'exportation du gaz.
- 31 décembre 2013 : 200 000 manifestants fêtent le nouvel an sur la place de Maïdan.
- 1 janvier 2014 : 15 000 hommes marchent en mémoire du fasciste Bandera.

Au total, il convient de distinguer l'Euromaïdan (21 novembre 2013 - 22 février 2014) de la « révolution de la dignité » (18-23 février 2014) qui va la suivre et non pas de considérer la « révolution de la dignité » comme la dernière séquence de l'Euromaïdan - les raisons de dissocier ces deux événements vont être éclaircies dans ce qui suit.

Février 2014 et « Révolution de la dignité »

- 4 février 2014 : diffusion sur Youtube⁶ de la conversation téléphonique non datée de Victoria Nuland, secrétaire d'État adjointe américaine pour l'Europe, qui invite l'Union européenne à aller « se faire foutre » sur le dossier ukrainien. Ceci manifeste l'existence de profondes divergences politiques sur l'Ukraine entre les États-Unis et l'Union européenne

Iatseniouk se positionne en tête du triumvirat constitué avec Klitschko (UDAR) et Tyahnybok (Svoboda) pour l'avenir.

- 17 février 2014 : Le ministre des Finances russe Siluanov indique que la première tranche (deux milliards sur quinze) des prêts accordés à l'Ukraine le 17 décembre 2013 vont être versés dans la semaine.
- 18 février 2014 : 20 000 manifestants avancent vers le Parlement, exigeant un retour à la Constitution d'avant 2004. A Lviv, environ 1 200 armes (pistolets et Kalashnikov) sont saisies par un groupe de manifestants.

⁵ <https://www.cairn.info/revue-politique-etrangere-2014-3-page-109.htm>

⁶ <https://www.youtube.com/watch?v=JoW75J5bnnE>

- 20 février 2014

- matin : massacre à Kiev de près de 50 manifestants et de 13 policiers par une sombre opération menée sous fausse bannière ⁷.
- 16h57 : le ministre de l'Intérieur Zakhartchenko annonce avoir signé un décret autorisant le tir à balles réelles sur les manifestants. Mais à cette heure le massacre précédent est déjà achevé. Le lendemain, le Parlement mettra le ministre à la porte ce qui fait que ce décret n'aura eu aucune effectivité.
- soir : Ianoukovitch se réunit avec des représentants d'Allemagne, de Pologne et de France à l'ambassade des États-Unis pour négocier un cessez-le-feu ; un représentant Russe est présent mais il ne signera pas l'accord tout en annonçant qu'il ne s'y oppose pas. En parallèle, le représentant de la Crimée Vladimir Kostantinov se rend à Moscou pour y parler de sécession ; la direction Tatar en Crimée déclare s'opposer à cette prise de position.

- 21 février 2014

- 14h50 : le conseil de la place Maïdan autorise l'opposition parlementaire (Iatseniouk, Klitschko, Tyahnybok) à signer au nom d'Euromaïdan des accords avec Ianoukovitch.
- 15h57 : avec l'approbation de l'UE et de la Russie, Ianoukovitch signe un accord de sortie de crise avec les dirigeants de l'opposition parlementaire, accord unanimement voté mais qui ne sera jamais appliqué. Cet accord porte sur un retour à la constitution d'avant 2004, sur des élections anticipées avant la fin de l'année, sur un repliement des forces de l'ordre du centre de Kiev et sur la libération immédiate de Tymochenko.
- 16h06 : le parti politique d'ultra-droite *Secteur Droit* ⁸ s'oppose publiquement à l'accord.
- 16h40 : le Parlement vote le retour à la constitution d'avant 2004.

Peu après, le groupe paramilitaire Parasyuk, qui se présente comme non-aligné, annonce sur l'estrade principale que son groupe armé (dont le bastion est à Lviv, là même où se trouvent les armes prises le 18 février) s'oppose à l'accord et donne un ultimatum : Ianoukovitch doit démissionner pour le lendemain matin, faute de quoi il agira « par la force » (sans préciser ce qu'il fera).

Ianoukovitch se dirige vers Kharkiv où un « Congrès des régions du sud-ouest et de la Crimée » est prévu : Ianoukovitch serait-il déjà en train de fuir ?

- 22 février 2014

- 10h : les manifestants arrivent à la résidence principale de Ianoukovitch ; la police a disparu de la capitale.
- 16h19 : dernière allocution télévisée de Ianoukovitch déclarant ⁹ qu'il reste Président, que toute décision du Parlement est illégale qu'il compte visiter quelques régions d'Ukraine avant de revenir à Kiev.
- 17h05 : Akhmetov, oligarque le plus riche d'Ukraine, souligne qu'une Ukraine unifiée est plus importante que jamais.
- 17h19 : le Parlement lance une procédure de destitution contre Ianoukovitch en arguant qu'il aurait déjà démissionné.
- 17h30 : Turchynov affirme par écrit que Ianoukovitch aurait démissionné mais il va bientôt se rétracter. Peu après, Ianoukovitch est destitué par le Parlement, justifiant la légalité de sa décision par le fait que Ianoukovitch serait « incapable d'exercer ses pouvoirs ». En

⁷ Voir le travail monumental d'Ivan Katchanovski : *The Snipers' Massacre on the Maidan in Ukraine*, et *Snipers' Massacre on the Maidan in Ukraine and Revelations from Trials and Investigations*.

⁸ https://fr.wikipedia.org/wiki/Secteur_droit

⁹ <https://archive.kyivpost.com/article/content/ukraine-politics/euromaidan-rallies-in-ukraine-feb-21-live-updates-337287.html>

parallèle, deux représentants de ce congrès Margelov et Pushkov déclarent ¹⁰ s'opposer au retour de la constitution d'avant 2004 car une telle décision devrait se faire par referendum et non pas par la voie parlementaire « en sorte de préserver le pays et non pas de le diviser ».

- 23 février 2014 : Ianoukovitch fuit en Russie à partir de Kharkiv.
Le parlement abroge la loi de reconnaissance des langues régionales (dont le Russe). Parallèlement des manifestations antimaïdan éclatent à Kharkiv, au sud-est et en Crimée.
- 24 février 2014 : Ianoukovitch est tenu responsable des massacres du 20 février. La Cour internationale de justice [CIJ] débute une enquête contre Ianoukovitch pour crimes contre l'humanité.
C'est le début de la guerre civile : à Sébastopol, le maire Osadchy (qui est contre la séparation de la Crimée) est remplacé par le pro-russe Alekseï Chalyi. La police refuse l'ordre central venu de Kiev d'arrêter le nouveau maire.
- 27 février 2014 : arrivée de l'armée russe en Crimée.
- 7 avril 2014 : prise de bâtiments administratifs à Donetsk et Louhansk (région du Donbass) et auto-proclamation des deux républiques séparatistes.

Points de bilan

- Bien que l'Euromaïdan se soit déroulé à l'instigation de l'Union européenne (qui cherchait des leviers pour ses propres négociations), la « révolution de la dignité » s'est par contre déroulée à l'instigation des États-Unis (qui visaient à empêcher tout accord tripartite UE-Ukraine-Russie).
- La base de l'Euromaïdan était constituée d'étudiants visant à s'émanciper des personnalités politiques liées « au passé » et de la vacuité de leurs positions politiques. C'est pour cette raison que le triumvirat a pu si vite et si facilement s'approprier l'Euromaïdan lors même que ce triumvirat représentait les intérêts des oligarques de toujours.
- La séquence 18-23 février 2014 constitue un coup d'État.
- Il est fort probable que plusieurs signataires de l'accord avec Ianoukovitch étaient cyniquement derrière le coup d'État.
- Ce coup d'État se cristallise autour du massacre de Maïdan le 20 Février 2014.
Ce massacre fut instigué, de l'intérieur du pays, par une partie de l'organisation de l'Euromaïdan, constituée d'oligarques pro-Européens et de factions d'extrême droite ¹¹ et, de l'extérieur, par des forces Occidentales dont manifestement les États-Unis.
- Le départ de Ianoukovitch provient d'un coup de force (et aucunement d'un départ volontaire comme on veut nous le faire croire) : alors que des accords de paix venaient d'être signés, c'est le paramilitaire d'extrême droite V. Parasyuk qui a fixé un ultimatum, le tout conduisant à la destitution de Ianoukovitch par le Parlement.
- Les oligarques, aussi bien pro-Russes que pro-Occident, semblent unanimement défavorables à une guerre civile.

Ce coup d'État a engagé un effet domino qui a fini par déboucher sur

1. une guerre civile au Donbass ;
2. un conflit armé entre la Russie et l'Ukraine ;
3. un conflit par procuration entre la Russie et l'Occident.

¹⁰ <https://jamestown.org/program/moscow-encourages-centrifugal-forces-in-south-eastern-ukraine/#.Vpdqa-%20JOLToA>

¹¹ Ceci a été attesté en Cours de justice par l'aveu ultérieur des snipers et par le témoignage d'une majorité des blessés survivants, témoignage corroboré par d'autres, par divers rapports balistiques et autres analyses...

- La guerre civile confronte deux parties de la population ukrainienne, dont le conflit politique est historique (son ordre de grandeur se compte en siècles) et géographique (voir la polarisation depuis la Révolution Orange).
- Le conflit armé Russie-Ukraine naît sur les braises de la guerre civile mais doit en être distingué : les enjeux n'en sont pas les mêmes.
- La logique russe dans ce conflit armé relève d'une posture impérialiste défensive : en tant qu'empire assumé, il voit rétrécir une partie de sa sphère d'influence, et face à cela il répond de façon stratégiquement défensive.
- Le conflit par procuration entre la Russie et l'Occident suit une logique impérialiste offensive, l'Occident tentant de faire entrer l'Ukraine dans sa sphère d'influence, rivalisant ainsi avec la Russie.
- Ce coup d'État se réalise en fait contre l'Union européenne car celle-ci avait tout intérêt à garder un accord avec l'Ukraine qui n'était pas antagonique avec la Russie (voir la perspective tripartite) et pouvait ainsi assurer l'approvisionnement en gaz russe. Si un tel accord était passé, le pouvoir des États-Unis sur l'Union européenne et sur l'Ukraine aurait significativement diminué et on sait, par la lecture du « Grand échiquier » de Brezinski qu'un tel tournant aurait été catastrophique pour la domination mondiale des États-Unis.

Il faut ainsi clairement distinguer la guerre civile, la guerre Ukraine-Russie et la guerre OTAN-Russie par procuration de l'Ukraine¹². Il faut également soigneusement distinguer les positions respectives. Pour résumer :

- Avant le coup d'État de 2014,
 - l'Union européenne n'avait aucun intérêt à un coup d'État mettant en danger leur accord avec la Russie sur l'approvisionnement en gaz ;
 - les États-Unis par contre avaient tout intérêt à un tel coup d'État, y compris sur la question du gaz ;
 - de leur côté, les oligarques Ukrainiens avaient intérêt à faire gagner leur camp (du côté russe ou du côté occidental) mais n'avaient pas intérêt au séparatisme.
- Après le coup d'État,
 - la Russie a eu tout intérêt au séparatisme ;
 - l'Union européenne comme l'OTAN se sont trouvés divisés sur ces trois guerres, et ce aussi bien sur un plan politique qu'économique ;
 - les oligarques pro-russes se sont trouvés forcés de se séparer de leurs entreprises dans les zones séparatistes.

L'après-Maidan (février 2014 - février 2022)

Gouvernement de transition (22 février 2014 - 25 mai 2014)

- 21 mars 2014 : l'accord économique avec l'Union européenne est signé sans négociation des points que Ianoukovitch défendait (libre circulation UE-Ukraine et maintien de certaines douanes pour protéger l'agro-alimentaire Ukrainien). La concurrence pour le marché Ukrainien ayant été tranchée par la guerre Ukraine-Russie, l'Union européenne ne s'intéresse plus à l'unification de l'Ukraine et profite de sa faiblesse et de sa demande d'aide.
- 2 mai 2014 : Massacre d'Odessa. Au moins 42 manifestants anti-Maidan sont assassinés par des ultras. Tout est filmé mais personne ne sera jamais condamné. Pendant un jour entier, la police n'intervient pas sur le lieu du crime. Ce massacre sera applaudi par Secteur Droit et vu positivement par le candidat Porochenko. Tout ceci signe le déni collectif que l'État va enseigner aux Ukrainiens.

12 Voir à ce titre l'étude d'Ivan Katchanovski *The separatist war in Donbas: a violent break-up of Ukraine?*

Porochenko (2014-2019)

- 25 mai 2014 : Porochenko gagne les élections présidentielles dès le premier tour.
Porochenko est un oligarque qui avait soutenu Koutchma en 1998, qui avait poursuivi sa carrière au cours des années 2000 dans le Parti des régions, fidèle à Koutchma, dont il était devenu vice-président. Il était devenu l'oligarque opérant en 2004 derrière la campagne de louchtchenko et contre-carrant l'influence de ses conseillers nationalistes.
- 2 juin 2014 : Porochenko envoie l'armée combattre contre l'Est séparatiste, en particulier par une campagne de bombardement. L'Union européenne, qui ne dispose d'aucun levier, se contente d'assurer un accord minimal sur le gaz avec la Russie.
- 27 novembre 2014 : Porochenko annonce vouloir relancer la procédure d'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN.
- 5 septembre 2014 : accords de Minsk I en douze points. Mais échec dès le 28 Septembre : les combats pour l'aéroport de Donetsk reprennent.
- 12 février 2015 : accords Minsk II en treize points, très proche de la proposition de Porochenko en quinze points faite le 20 juin 2014. Ces accords ne seront appliqués par aucun camp !
- 9 avril 2015 : la Rada approuve la loi de dé-communisation, rédigée par V. Viatrovitch et le paramilitaire néo nazi Youri Choukhevytch.

Viatrovitch est un historien révisionniste niant la participation de l'UPA et l'OUN aux massacres de Polonais et de Juifs dans la seconde guerre mondiale. Il défend Roman Choukhevytch comme constituant une « personnalité éminente » et il revendique la légalité d'afficher publiquement le symbole de la division SS galicienne.

Choukhevytch est élu à l'Assemblée nationale le 27 novembre 2014 jusqu'au 29 juillet 2019 sous l'enseigne du Parti Radical (extrême droite).

- 15 mai 2015 : Porochenko signe une loi de destruction et d'interdiction de tout monument communiste en Ukraine.
- 21 mai 2015 : cette loi passe au Parlement. En six mois, ces monuments sont détruits.
- 24 juillet 2015 : tout parti communiste Ukrainien est dissout.

Corrélativement, cette même loi dit que les anciens soldats ayant combattu pendant la seconde guerre mondiale sous l'insigne fasciste de l'UPA, de l'OUN, de la *Polissia Sich* et de la *Ukrainian People's Revolutionary Army* (UPRA) ont désormais le statut de vétérans de guerre et bénéficient donc des avantages liés à ce statut. Au 23 mai 2018, on décompte 1201 vivants parmi ces anciens soldats. Fin mars 2019, les premiers soldats sont faits effectivement vétérans.

- 1er septembre 2017 : entrée en vigueur effective des accords économiques Ukraine-Union européenne (les Pays-Bas ayant d'abord manifesté leur opposition par referendum à ces accords ont ensuite décidé de passer outre le résultat de ce referendum !).
- 25 novembre 2018 : incident du détroit de Kertch : trois navires Ukrainiens tentent de passer sous le pont de Kertch ; la Russie fait 25 prisonniers. Les tensions remontent. L'Occident réclame la restitution des bateaux et des prisonniers et l'accès aux ports de la Mer d'Azov (dont Marioupol).



- 28 novembre - 27 décembre 2018 : Porochenko applique une loi martiale sur tous les Oblast russo-phones.
- 21 février 2019 : modification de la constitution Ukrainienne pour permettre au pays l'adhésion à l'Otan et à l'Union européenne.

Durant toute cette période, les actions du gouvernement Porochenko puis celles de Zelensky banalisent les actions commises par des factions d'extrême droite (tels les pogroms entrepris contre des camps gitans en région de Kiev par des hooligans transformés en gardiens de l'ordre public). L'héroïsation de personnalités historiquement associées au passé fasciste de l'Ukraine a eu comme effet de légitimer de telles actions et, même si ces personnalités sont relativement distantes du pouvoir étatique effectif, tout ceci a des effets réels sur la population du pays et exacerbe la guerre civile engagée depuis le coup d'État de 2014, ne serait-ce que parce que tout cela est utilisé par la propagande russe pour caractériser le régime à Kiev comme néonazi.

Zelensky (2019 - février 2022)

- 31 mars et 21 avril 2019 : élection présidentielle en deux tours. Au premier tour, Tymochenko est éliminée de peu. Au second tour Porochenko n'est soutenu qu'à l'Oblast de Lviv et perd finalement largement contre Zelensky, qui profite apparemment d'un désir d'en finir avec l'establishment.
- 20 mai 2019 : prise de fonction de Zelensky.
- 7 septembre 2019 : retour des 25 prisonniers du conflit de Kertch (25 novembre 2018) à l'occasion d'un échange de prisonniers de guerre.
- 18 novembre 2019 : restitution des trois navires par la Russie.
- 9 décembre 2019 : déclaration conjointe de désescalade de la France, l'Allemagne, la Russie et l'Ukraine. Les accords de Minsk II restent la base officielle pour une désescalade.
- 12 décembre 2019 : le parlement Ukrainien vote une loi sur le statut des républiques autoproclamées. De tous côtés, ce vote est pris comme excuse pour entériner le non-respect des accords de Minsk.
- 12 juin 2020 : l'Ukraine rejoint le programme d'interopérabilité renforcée des partenaires de l'Otan.
- À partir du 8 octobre 2020 et jusqu'au début de l'invasion russe, Zelensky réaffirme l'importance d'une adhésion à l'Otan.
- 28 juin 2021 : des exercices militaires conjoints entre l'Ukraine et l'Otan sont menés en mer Noire.

Au total, Zelensky n'aura tenu sa promesse de désescalade que pendant quelques mois. Le prix à payer pour une alliance économique avec l'Ouest était bien sûr celui d'une alliance militaire qui constituait, selon les mots de Poutine, la dernière ligne rouge avant la guerre.

Invasion Russe (février 2022...)

Chronologie

Soulignons les principaux faits de l'année 2022.

- 24 février 2022 : début de l'invasion Russe.
- 27 février 2022 : la Biélorussie modifie sa Constitution pour pouvoir stocker l'arsenal nucléaire russe. Zelensky accepte une première rencontre de pourparlers à condition qu'elles se déroulent en territoire neutre. Dès le lendemain (28 février), une telle première négociation a lieu à la frontière entre la Biélorussie et l'Ukraine mais elle est sans issue.

Le reste des rencontres de négociation de paix se déroulent les 3, 7, 10, 14-17, 21, et 29-30 mars. Les points qui vont suivre en découlent.

- 3 mars 2022 : accord de mise en place de corridors humanitaires, mais pas de changement des objectifs stratégiques.

- 5 mars 2022 : l'ancien premier ministre israélien Naftali Bennet fait le médiateur en vue d'un cessez-le-feu. Selon Bennet, la partie occidentale le refuse. Assassinat du banquier ukrainien Denys Kireyev, l'un des négociateurs ukrainiens soupçonnés d'être un agent double des Russes.
- 7 mars 2022 : la perspective de cessez-le-feu semble se renforcer. Mais opération russe pour le contrôle de l'Est Ukrainien
- 10 mars 2022 : première rencontre des ministres des affaires étrangères d'Ukraine et de Russie, cette fois en Turquie, avec pour enjeu ponctuel l'avenir de la ville de Marioupol. Mais impasse à nouveau.
- 14-17 mars 2022 : première grande avancée par construction d'un plan en quinze points vers un processus de paix - la Russie serait prête à se replier si l'Ukraine abandonnait ses perspectives d'adhésion à l'Otan. Zelensky apporte son soutien à cette initiative. Le ministre français des affaires étrangères Le Drian accuse la Russie de faire semblant de négocier.
- 18-19 mars 2022 : vaste opération russe de contrôle du sud ukrainien.
- 21 mars 2022 : malgré l'impasse, Zelensky déclare vouloir parler directement avec Poutine, ce qui symboliquement signifierait un pas en avant dans le processus de paix.

Peu de mouvement du front dans les jours qui suivent.

- 29-30 mars 2022 : Le Drian et le premier ministre d'Estonie déclarent leur scepticisme sur toute perspective d'accord. Néanmoins, avancée significative : l'Ukraine serait prête à accorder à la Russie quatre points (dont l'abandon de l'entrée dans l'Otan et l'officialisation du Russe comme deuxième langue officielle) et en contrepartie la Russie réduirait ses activités militaires autour de Kiev et de Tchernihiv.
- 1^{er} et 5-7 avril 2022 : les forces russes se replient du front de Kiev puis du reste du front nord ukrainien qui retrouve ainsi ses frontières.
- 1er avril 2022 : entrée des forces Ukrainiennes à Boutcha et découverte des victimes.
- 6 avril : l'Ukraine soumet à la Russie une proposition de paix qui commence à s'écarter des perspectives avancées le 30 mars.
- 7 avril 2022 : Zelensky déclare publiquement sa volonté de poursuivre les pourparlers de paix et ce même en dépit de ce qui s'est passé à Boutcha ¹³. Fin du repli des forces Russes du front Nord, Le diplomate russe Sergueï Lavrov décrit la proposition ukrainienne du 6 avril comme inacceptable.

Avancées militaires russes sur le front Est.

- 9 avril 2022 : Zelensky réaffirme sa volonté de poursuivre les pourparlers ¹⁴. Rencontre le jour même entre l'ancien premier ministre britannique Boris Johnson et Zelensky. Johnson déclare que « Poutine est un criminel de guerre, qui devrait être mis sous pression plutôt que de négocier avec lui » et qui promet à l'Ukraine un "soutien à long-terme" lors même que la possibilité d'une négociation de paix reste toujours d'actualité.
- 12 avril 2022 : Poutine déclare que l'Ukraine a changé ses positions sur la Crimée et le Donbass, rendant ainsi les pourparlers en cours sans issue et assumant alors la perspective d'un conflit de long terme.
- novembre 2022 : Zelensky propose un plan de paix en dix points qui ressemble en tout point à une capitulation pour la Russie : retour aux frontières avant l'annexion de la Crimée, persécution pénale et rétributions économiques... Ces points de paix correspondent en fait aux objectifs militaires de l'Otan dans la guerre par procuration qu'elle mène contre la Russie et non pas aux objectifs propres de la guerre Ukraine-Russie. En outre ces points, par leur caractère militairement irréalisable, sont tournés contre le peuple Ukrainien.

13 <https://youtu.be/kKXoLqbP3NY?t=333>

14 <https://apnews.com/article/russia-ukraine-zelenskyy-kyiv-boris-johnson-business-24cd8742435251d9dd46bcc29302bd13>

Récapitulatif

On peut tirer de tout cela que la guerre Russo-Ukrainienne n'aura été la guerre principale que jusqu'en avril, que le conflit armé qui démarre après le 7 avril 2022 ne constitue pas une seconde phase de la guerre Russo-Ukrainienne mais bien une transition d'une guerre Russo-Ukrainienne vers une guerre Otan-Russie par procuration de l'Ukraine. Dans toute cette période, l'Ouest a, de manière opportuniste, utilisé le repli russe début avril 2022 pour en faire symboliquement la première offensive occidentale ayant pour objectif de fragiliser la Russie. En contrepartie, la Russie utilise tout ceci pour consolider son argumentaire visant à justifier l'invasion : il s'agit toujours pour elle de lutter contre l'Otan. Après l'invasion russe début 2022, la guerre civile prend une place secondaire ; la guerre Ukraine-Russie a eu la place principale début 2022, mais, à partir d'avril 2022, c'est la guerre OTAN-Russie par procuration de l'Ukraine qui domine.



[QUESTION ÉCOLOGIQUE]

Camille DUQUESNE ET Marion BOTTOLIER :***ESQUISSE D'UNE CARTOGRAPHIE***

L'enfoncement dans les guerres, comme le problème écologique aujourd'hui, peut amener une forme de panique de la pensée, un désespoir face à ce qui paraît être irréparable, une tragique angoisse des conséquences.

Comment ne pas y céder pour continuer à donner du sens à une construction de la pensée collective, et à ce que nous pouvons faire, malgré tout ?

Il nous faut pour cela étudier ces questions à partir de notre orientation communiste, afin de dégager ce que ces problématiques peuvent nous apporter et ce que nous avons à en dire.

S'agissant de la question écologique, nous proposons ici, à partir de premières lectures, une cartographie à gros traits des courants écologistes actuels.

Il semble que le paradigme général des différents courants écologiques soit tourné vers les générations à venir, vers ce qui vient, avec en principal souci la Terre qu'on va laisser aux générations futures (Walter Benjamin parlait de « *rôle de rédemption des générations futures* » attribué à la classe ouvrière par la social-démocratie et signant ainsi sa mort). Dans ce cas, on ne se tourne plus vers cet avenir que d'après un passé qui sera toujours mieux que ce qui arrive et va arriver, donc selon la seule idée de limiter les dégâts, « d'enrayer le désastre ». Toute possibilité de transformation des rapports existants (possibilité au demeurant rarement mentionnée) ne peut alors que s'arrimer à cette idée d'un *moins-pire* et semble dès lors devoir très facilement se retourner, comme un gant, au choix en un nihilisme du « *à quoi bon ?* » et d'un « *c'est déjà trop tard !* », en un conservatisme qui ne se déguise presque pas, ou en appel à une révolution de la pure pensée, de simple « ontologie », du lien entre les vivants, dans tous les cas, en une disposition qui éloigne toute perspective de transformations réelles.

Le mobile général de ces combats n'est plus que de pouvoir continuer à vivre sur cette Terre, en cherchant les conditions de possibilité de cette vie comme orientation principale, comme socle sur quoi toutes les décisions devraient être prises. Ils se focalisent ainsi sur l'importance de la « vie » simple où l'humanité n'est plus convoquée que comme la simple somme des vies humaines, voire comme « nature humaine », et aucunement pensée en communiste comme collectif générique, divisé sur lui-même.

Les courants qualifiant notre ère d'*Anthropocène***1**

Il s'agit d'abord des courants relevant de l'écologie anthropologique, telle que formulée par Bruno Latour et les chercheurs qui suivent son sillon.

Il semblerait que pour ces « penseurs du vivant », il suffirait de donner libre cours à un rapport sensible et poétique aux choses pour contribuer à sauver la vie terrestre. Il faudrait ainsi parler avec les plantes, s'enforester, inventer une « cosmopolitisse », ou encore inclure tous les vivants dans le parlement des humains, en comptant alors avec leur « agentivité » propre. Prenant exemple sur des peuples qui, n'ayant notamment pas vécu l'ère industrielle, ont une ontologie différente, ces penseurs prônent un changement dans notre manière de nous rapporter aux vivants pour changer le monde.

Nous qualifions leur stratégie d'évitement - évitement de la politique - au profit d'une simple « poétique » de l'existence considérée comme étant à même de produire des transformations réelles.

2

A l'extrême de cette vision, nous trouvons une version totalement nihiliste dans un groupe tel que *Deep Green Resistance*, qui en appelle à la destruction de tout ce qu'a construit la civilisation depuis la fin des chasseurs-cueilleurs en vue de retourner à une sorte d'humanité primitive fantasmée :

« Lorsque la civilisation s'effondrera, la nature se réjouira. Si nous voulons survivre, nous devons adopter une perspective biocentriste. Nous devons réapprendre à vivre en harmonie avec la terre, l'air, l'eau et les créatures qui nous entourent, au sein de communautés fondées sur le respect et la gratitude. Nous appelons ce futur de tous nos vœux. »¹

3

Restent les courants militants qui luttent au sein de l'appareil du capito-parlementarisme et qui prônent le pacifisme comme vertu cardinale, avec pour principal objectif d'être entendus à la table des négociations et d'obtenir de l'État des régulations contrôlant mieux les « excès du capitalisme ».

Voir à ce titre :

- Marches pour le climat, Ghreta Thunberg, Extinction rébellion, etc
- Les courants « solutionnistes » qui s'attachent à recenser et inventer des solutions techniques et organisationnelles possibles, sans se soucier de quelque réel ancrage politique.

Ainsi, Bellamy et Foster par exemple, respectivement sociologue et biologiste américains, reprennent l'idée de planifications de l'économie et de régulations de la production, idée nourrie d'une profonde nostalgie de l'État socialiste et/ou de l'État-providence, en évitant de faire le bilan de ce que les États socialistes ont réellement été et sont effectivement devenus au cours du XX^e siècle.

Mais le point est que la question écologique n'est pas seulement technique : elle est politique. Or leurs solutions, techniques en apparence, charrient par elles-mêmes des problèmes politiques d'ampleur allant bien au-delà de la seule question de leur mise en place étatique.

Les courants qualifiant notre ère de *Capitalocène*

Ces courants se situent dans la lignée d'Andreas Malm² qui refuse le terme d'anthropocène en soutenant que ce n'est pas en vertu de lois naturelles et inhérentes à l'espèce humaine que les changements climatiques ont lieu.

Par exemple, l'histoire du capital fossile montre que le passage de l'eau à la vapeur ne s'est pas produit parce que l'eau était rare, moins puissante ou plus chère que la vapeur, mais parce que le charbon permettait que les usines soient placées au cœur d'une population formée aux habitudes industrielles. Le charbon a libéré le capital de ses chaînes spatiales et la vapeur est ainsi devenue la solution capitaliste à la loi de 1847 qui légiférait sur la réduction du temps de travail. Le passage aux combustions fossiles a donc été mis en œuvre par les propriétaires des moyens de production dans un but bien précis : celui de l'exploitation plus grande de la classe ouvrière pour une plus-value plus importante.

Les Soulèvements de la Terre

Ils interviennent pour leur part selon trois lignes d'action : occupation de terres menacées, blocages de chantiers et d'industries, démantèlement directs et collectifs d'infrastructures qu'ils nomment *écoci-daires*.

¹ <https://deepgreenresistance.fr/principes-fondateurs/>

² *L'anthropocène contre l'histoire. Le réchauffement climatique à l'ère du capital*, La fabrique éditions, 2017

Les ZAD

Ici, quelque chose d'intéressant se construit : des rapports sociaux, des rapports à la terre, des façons de produire, de penser et d'échanger auxquels les gens tiennent et qu'ils sont prêts à défendre face à l'ennemi. En retour, cette lutte de défense vient nourrir la construction. Ce faisant, il y a là quelque chose d'affirmatif, une fondation qui est précieuse, un bouleversement qui a déjà eu lieu, une réinvention en pratique de nouveaux rapports. À leur propos, Kristin Ross parle ainsi³ de « défense », en la différenciant de la « résistance » :

« La résistance consiste à laisser l'État fixer l'ordre du jour. La défense, en revanche, est ancrée dans une temporalité et un ensemble de priorités fixées par la communauté locale en construction. »⁴

Au fil du temps, la nature de ce qui est ici défendu va ainsi changer et passer de la simple défense d'un environnement non pollué ou de terres agricoles à la défense également de nouveaux liens sociaux ; la lutte va ainsi produire de nouvelles solidarités et des rapports affectifs qui vont devenir les nouvelles affirmations pratiques à défendre.

Au demeurant, les occupants de la ZAD pratiquent l'appropriation d'un lieu comme partie intégrante de l'abolition réelle de la propriété privée.

Les questions que nous partageons

La question écologique a cette vertu paradoxale qu'elle remet au cœur des conflits des questions politiques qui, pour les communistes, sont en effet essentielles.

1

La préoccupation pour l'ensemble des êtres humains est ainsi motrice d'un nouvel transnationalisme adossé à une conception différente de l'humanité : pour la plupart des écologistes, l'humanité désigne soit une nature humaine, soit simplement la somme des vies humaines, devenant alors difficilement distinguable de la somme des vies tout court (animales et végétales). Pour les communistes par contre, l'humanité est collectif générique, divisé sur lui-même.

En ce sens, il est tout à fait illusoire de penser que les désastres écologiques toucheraient toute l'humanité (quand on sait parfaitement qu'ils touchent le plus durement les plus pauvres des pays pauvres et que les riches des pays riches savent parfaitement s'en mettre à l'abri) et qu'en conséquence ces désastres ne pourraient qu'inéluctablement conduire à la constitution d'un vaste front commun pour les affronter. L'humanité ayant pour particularité d'être divisée sur elle-même, il est vain de penser qu'il n'y a que les oligarques et les patrons capitalistes pour désirer le capitalisme et qu'il n'y a que les gros pollueurs pour être indifférents à l'avenir de l'humanité sur cette Terre !

2

Les initiatives pour nous les plus intéressantes sont celles qui inventent une nouvelle manière d'habiter en se demandant : qu'est-ce qu'habiter un espace en commun, des terres et au final une seule Terre ? Notons d'ailleurs que de telles affirmations de nouvelles façons collectives d'habiter ne sont pas consensuelles (ce qui est bon signe pour leur résistance politique) et qu'elles suscitent de nouveaux ennemis venant les combattre. Mais, dans ces situations de défense plutôt que de résistance, les ennemis ne viennent qu'en second en se déclarant contre une affirmation et une invention politiques premières. Ce type de situation est politiquement beaucoup plus intéressant que celui où l'ennemi s'étant constitué en premier, on vient s'y opposer par des sabotages ou des démantèlements : à la suite de la différence introduite par Kristin Ross entre *résister* et *se défendre*, il est politiquement plus intéressant d'avoir à défendre son propre mouvement d'émancipation, politiquement organisé que d'avoir à résister à l'initiative, politiquement organisée, de l'ennemi !

³ Kristin Ross : *La forme-Commune. La lutte comme manière d'habiter* (La fabrique, 2023)

⁴ p. 73

À ce titre, la différence entre *vivre* et *habiter* apparaît ici capitale : les problématiques sur le vivre sont politiquement stériles quand celles sur l'habiter sont politiquement stimulantes. Nous avons donc tout intérêt à nous intéresser aux questions de l'habiter (qui déborde de toutes parts la questions étatique restreinte de « se loger ») plutôt qu'à celles de « vivre sur terre ».

3

La difficulté commune est de relier la question écologique à la question sociale des travailleurs, en particulier des travailleurs paysans. L'hostilité aux questions écologiques qu'on peut trouver chez des ouvriers est la conséquence assez naturelle du chantage à l'emploi que font peser les patrons dès qu'il s'agit de contraintes écologiques. En cela une des séquences du film *Comment Yukong déplaça des montagnes* de Joris Ivens et Madeleine Loridan qui se déroule dans l'usine de locomotives 7 février de Pékin est tout à fait exemplaire : la question de la récupération des déchets de toutes sortes y est en effet traitée de l'intérieur même de l'usine par les ouvriers qui les produisent, non en extériorité et a posteriori par des usagers ou consommateurs !

La question de la production semble pourtant constituer, comme le souligne P. Guillibert⁵, un point aveugle de la pensée écologique, lors même que, comme le montre cette fois A. Malm, c'est bien au cœur de la production que les dérèglements climatiques se sont historiquement ancrés.

Face à cela, l'argument de la décroissance, comme celui d'une production alignée sur les besoins, restent peu convaincants et se présente comme réponse « technique » plaquée pour boucher un gouffre.



⁵ Paul Guillibert : *Exploiter les vivants. Une écologie politique du travail* (Éditions Amsterdam, 2023)

FRANCIS ANCLOIS : *PERSPECTIVES COMMUNISTES EN MATIÈRE D'ÉCOLOGIE ?*

En contrepoint de la cartographie proposée par Camille Duquesne et Marion Bottollier, comment ressaisir politiquement la question écologique en communiste ?

On avancera pour cela huit thèses en vue d'orienter un travail militant sur cette question.

Huit thèses

1. Une Humanité

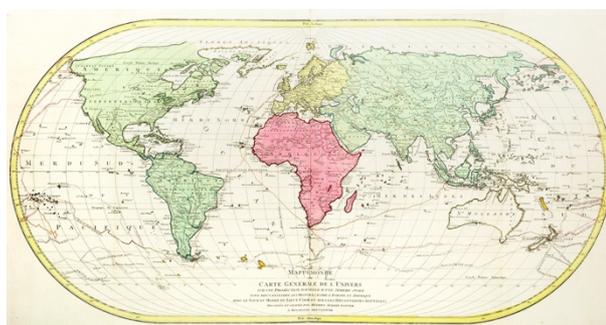
« Le communisme représente la cause de l'humanité tout entière » (Engels ⁶).

Appelons *Humanité* le collectif des êtres humains (collectif passé, présent et à venir) considéré comme génériquement capable de s'émanciper du règne animal en produisant également des vérités, des beautés et des justices venant s'adjoindre au monde des êtres humains et par là l'étendre.

Inéluctablement, ce collectif se divise antagoniquement sur cette caractérisation de l'Humanité et sur le désir qu'elle se tienne à hauteur de cette capacité propre : l'Humanité est l'unité dialectique de deux positions frontalement opposées sur ce dont elle est capable.

- Mathématiquement dit, ce « collectif des êtres humains » est une *classe* plutôt qu'un *ensemble* car à proprement parler il ne s'agit pas ici de « totaliser » les éléments individuels de cet ensemble (ceci impliquerait de spécifier préalablement ce qu'est « un être humain », entreprise politiquement périlleuse et parfaitement stérile, puis d'être en état de les recenser intégralement, entreprise cette fois totalement absurde). L'Humanité est ici *décrite* comme collectif, *spécifiée* comme générique et *caractérisée* par une capacité dont l'effectuation problématique est précisément ce qui la détermine.
- *L'Humanité* n'est donc pas "*l'humanité*", cette espèce animale particulière (par exemple parlante) ou cette qualité singulière (dont il est par exemple question lorsqu'on parle d'« agir avec humanité »).

2. Une Terre



Il y a une Terre qui compose une globalité physique, laquelle ne se réduit pas à une collection de territoires, une juxtaposition de sols et sous-sols, une somme de climats et d'atmosphères, une addition de paysages et de continents. Autrement dit, il y a une Terre car la Terre est une : elle constitue un seul système global, physiquement-chimiquement-biologiquement coordonné, autant dire un Globe.

⁶ La situation de la classe ouvrière en Angleterre en 1844

Appelons *Terre* l'unité matérielle globale de cette planète que l'Humanité peuple.

- *La Terre n'est donc pas « la terre », celle des agronomes, moins encore celle de Pétain (« la terre ne ment pas ! »).*
- *La Terre n'est pas davantage la déesse grecque Gaïa, emblème matriarcal d'un mythologique organisme vivant.*

3. Des rapports de l'une à l'autre

Si l'Humanité peuple cette Terre depuis bientôt 200.000 ans, ce n'est que depuis récemment qu'elle prend véritablement mesure de ses interactions avec cette Terre, avec ce système global doté de ses propres lois physiques et matérielles autonomes.

Appelons *écologie* la pensée de ces interactions entre l'Humanité-une et la Terre globale.

4. Des rapports d'intrication

L'*interaction* Humanité-Terre s'avère une *intrication*, soit un mode particulier d'interaction qui vient resserrer la vieille dialectique d'un extérieur (environnement) interagissant avec un intérieur (« *les causes externes opèrent par l'intermédiaire des causes internes* »⁷) : en effet l'intrication ne maintient pas la disjonction extérieur/intérieur sans pour autant l'indifférencier ; elle conjoint intérieur/extérieur sans pour autant les fusionner.

Appelons *intrication* de deux choses ou de deux opérations leur interaction croisée qui vient entrelacer les deux intériorités initialement séparées sans pour autant les confondre et fusionner les choses ou opérations concernées.

On posera par exemple :

- *qu'habiter un lieu, c'est se l'approprier en prenant le temps - son temps - de le sillonner et de l'occuper, de le parcourir et de s'y installer (d'en faire ainsi son espace), en intriquant donc un temps vécu à un espace subjectivé ;*
- *qu'intriquer des manières sociales de travailler et d'habiter un pays constitue une manière sociale de peupler la Terre.*

De manière plus restrictive, on appellera *intrication* d'un environnement extérieur aux choses qu'il contient (on la notera *environnement* \otimes *choses*) l'interaction croisée par laquelle l'environnement vient agir sur l'intérieur même des choses concernées et celles-ci rétroagir sur celui-là, le tout raturant ainsi leur séparation initiale sans pour autant tout confondre.

- La mathématique formalise l'intrication par la notion de *tenseur*. D'où le parti pris de noter l'intrication par le signe \otimes du produit tensoriel. Comme on va y revenir dans le sixième point, ce produit n'est pas commutatif : $A \otimes B \neq B \otimes A$. Autrement dit, intriquer A à B n'est pas exactement la même chose qu'intriquer B à A.
- L'architecture déploie ainsi ses propres modalités d'intrication entre les bâtiments qu'elle construit et les lieux où ils se situent : elle a surtout pour exigence propre d'intriquer le lieu au bâtiment (le bâtiment constituant sa cible essentielle) quand le paysagiste, à l'inverse, s'oriente en intriquant prioritairement diverses activités humaines à un lieu « naturellement » (géographiquement, géologiquement, agronomiquement, climatiquement, atmosphériquement...) constitué (sa cible essentielle est ce lieu).

⁷ Mao : *De la contradiction* (1937)

5. Un Monde

Cette intrication de l'Humanité et de la Terre constitue un unique Monde, par-delà la diversité irréductible des situations, des pays et des « mondes » particuliers qui le composent.

Appelons *Monde* l'intrication composée entre l'Humanité-une et la Terre globale.

L'écologie communiste sera la pensée de cette intrication-*Monde*, moins comme état que comme processus dirigé par l'Humanité.

- Ce Monde n'est pas un monde au sens courant (le monde de telle métropole ou de telle activité humaine) ou même un monde au sens philosophique de *Logiques des mondes*⁸ (un monde y est un « il y a » donné, et intérieurement doté de sa propre logique d'existence objective⁹). Ultimement, notre Monde relève ici d'une création politique : celle-là même qui, soutenant la cause de l'unité politique de l'Humanité (unité, faut-il le rappeler, qui est violemment niée par ses ennemis internes et qui ne va donc nullement de soi), entreprend d'orienter politiquement cette intrication.
- Ce Monde n'est pas l'intégration de l'Humanité à « une communauté des vivants », voire à « un communisme du vivant » ou à un « biocommunisme » - évidemment moins encore à cette problématique abjecte qui considère que « *les porcs font partie de la classe ouvrière* »¹⁰, conformément à une orientation capitaliste qui nous propose de « *vivre et penser comme des porcs* » (Gilles Châtelet¹¹).

6. Deux rapports dissymétrique

Éclairés par la mathématique tensorielle, nous distinguerons l'Humanité s'intriquant à la Terre de la Terre s'intriquant à l'Humanité.

On avancera l'hypothèse de travail suivante : dans la contradiction entre *Humanité* ⊗ *Terre* et *Terre* ⊗ *Humanité* (i.e. dans l'unité dialectique de ces deux modes d'intrication),

- les espaces *ruraux* ont pour aspect principal l'intrication de l'Humanité à la Terre ;
- les espaces *urbains* ont pour aspect principal l'intrication inverse de la Terre à l'Humanité.

Conséquence de cette hypothèse : si, pour les communistes, la contradiction villes/campagnes (vieille de 10.000 ans - l'âge du Néolithique !) doit être réduite, il ne va pas de soi qu'elle soit destinée à s'effacer, sur Terre du moins, c'est-à-dire tant que l'Humanité ne sera pas allée peupler d'autres planètes (1.000 ans ?), d'autres systèmes solaires (10.000 ans ?), d'autres galaxies (100.000 ans ?), d'autres amas de galaxies (1.000.000 ans ?)...

7. Une contradiction ineffaçable

Si, pour les communistes que nous sommes, la dialectique Humanité/Terre est bien irréductible, alors celle des villes et des campagnes l'est sans doute tout autant : si elle doit être politiquement révolutionnée - « réduite » selon la formulation marxiste canonique -, cela n'implique pas qu'il faille nécessairement viser politiquement sa pure et simple suppression : l'orientation communiste n'est nullement le projet d'une uniformisation ou d'une homogénéisation généralisées (à commencer par la diversité des peuples, des langues et des pays qu'il ne s'agit aucunement d'effacer !).

⁸ Alain Badiou, *Le Seuil*, 2006

⁹ Cette logique, techniquement dite, s'objective en un « transcendantal » qui est un objet spécifique du monde considéré.

¹⁰ Proposition citée par P. Guilibert page 173 de son *Exploiter les vivants* (Éditions Amsterdam, 2023)

¹¹ Soit la proposition d'« *une humanité qui ne serait plus que la somme statistique de citoyens panélisés et de neurones sur pied dévorés par l'ennui et l'envie* » : G. Châtelet : *Vivre et penser comme des porcs*. Éditions Exils (1998) ; réédition Gallimard (Folio Actuel, 2000)

Autrement dit, révolutionner la grande différence villes/campagnes passerait par le fait de transformer le caractère antagonique de la contradiction politique villes-campagnes dans l'orientation capitaliste en contradiction non-antagonique dans l'orientation communiste.

Posons que l'unique Humanité, politiquement divisée sur ses capacités et son destin stratégique, doit politiquement traiter ses grandes différenciations internes non pour les effacer mais pour les émanciper des dominations, concurrences, rivalités et guerres intercapitalistes et les réorienter selon des principes d'égalité, de coopération et de justice.

- Ainsi la contradiction travail manuel / travail intellectuel doit être réorientée (non pas effacée, épongée ou dissoute) en sorte de ne plus constituer un opérateur de hiérarchie, de domination, de subordination et d'oppression sociales entre métiers séparés mais une dualité de manières de travailler, pratiquée par chacun et par tous selon la perspective marxiste du « travailleur polymorphe » : celui qui « *chasse le matin, pêche l'après-midi, pratique l'élevage le soir, fait de la critique après le repas, selon son bon plaisir, sans jamais devenir chasseur, pêcheur, berger ou critique* » (Marx, *l'Idéologie allemande*).
- Tout de même la contradiction hommes/femmes doit s'émanciper politiquement du patriarcat et du matriarcat (dominations d'un sexe par l'autre, selon une logique générale posant qu'entre les deux sexes, la guerre serait inévitable), sans pour autant s'effacer ou se dissoudre dans quelque stérile « unisexe ».
- Il en va sans doute de même pour la contradiction villes/campagnes dont le traitement communiste ne viserait pas quelque effacement sous forme de ces sinistres espaces « rurbains » que le capitalisme actuel multiplie. Mais difficile pour les communistes d'en dire pour le moment beaucoup plus !

8. Au cœur de la Révolution communiste chinoise

S'il est vrai que les dialectiques Humanité/Terre et villes/campagnes entretiennent quelque rapport avec la dialectique ouvriers/paysans, alors force est de constater que cette dernière dialectique a centralement opéré dans la Révolution communiste chinoise (1958-1976) et que l'échec de cette Révolution pourrait tenir en partie au fait que les obstacles politiques rencontrés dans son traitement révolutionnaire n'ont pas été surmontés.

D'où l'importance politique aujourd'hui de remettre sur le métier militant le traitement communiste de ces trois dialectiques.

En Chine, la capacité politique propre des paysans :

- a constitué une spécificité politique essentielle lors de sa Révolution *démocratique* (1928-1949)
- a été ensuite progressivement minorée durant sa Révolution *socialiste* (à partir de 1953), l'orientation « stalinienne » de la planification socialiste consistant, peu ou prou, à transformer ces paysans en ouvriers agricoles de fermes d'État et par là à socialement les « prolétariser » ;
- a rejailli événementiellement à partir de 1958 par l'invention des Communes populaires qui est venue engager la Révolution *communiste* proprement dite (1958-1976) ;
- a connu, tout au long des 18 années de cette Révolution communiste, différents statuts politiques : cette capacité politique propre des paysans a été successivement motrice (jusqu'à la conférence de Lushan l'été 1959) pour être ensuite restreinte par la Droite du Parti-État jusqu'au moment (fin 1965) où la question de sa prise en compte politique à grande échelle va être reposée, conduisant à d'innombrables débats politiques (novembre 1965 – avril 1966) qui vont déboucher sur une Révolution culturelle (1966-1976) où cette capacité politique des paysans et des campagnes va de facto se trouver subordonnée à celle des ouvriers et des villes, le facteur politique dirigeant se trouvant désormais réorienté vers la capacité politique de la jeunesse étudiante (Gardes rouges : été 1966 – été 1968) et des ouvriers (Commune de Shanghai : début 1967) ;

- au final, cette capacité politique propre des paysans constituera la première cible politique répressive du retour du capitalisme en Chine puisque, dès 1977, les Communes populaires vont se voir purement et simplement éliminées sans autre forme de procès.

Perspectives ?

Concluons provisoirement cette courte étape de notre longue marche orientée : ces thèses ou hypothèses de travail et les contradictions/dialectiques qu'elles tentent de clarifier pourraient nous aider à penser où précisément nous nous **situons** aujourd'hui dans la longue histoire politique de l'orientation communiste.

Il est patent que nous engageons ici un vaste chantier, pour le moment cadré selon un grand écart : d'un côté le recensement factuel des positions écologiques existantes, de l'autre une série abstraite de propositions très conceptuelles, sans perspectives militantes concrètes aptes à réduire cet écartèlement maximal.

En cet état des choses, l'hypothèse générale serait à tout le moins qu'au point où l'Humanité est aujourd'hui politiquement rendue, on pourrait poser cette double prescription pour notre XXI^e siècle (selon l'acception précédemment définie du terme *écologie*) : non seulement il n'y aura de vraie politique écologique que communiste mais il n'y aura tout autant de vraie politique communiste qu'écologique.



[FACE AU NIHILISME]

PARIS, 3 FÉVRIER 2024 : JOURNÉE FRANCO-TUNISIENNE

(org. Hayet Ben Charrada, François Nicolas, Alain Rallet et Rudolf di Stefano)

Séminaire **mamuphi** (mathématiques-musique-philosophie)

Ircam, Paris (France) – salle Shannon

<http://www.entrettemps.asso.fr/2023-2024/>

**Programme**

MATINÉE (10h-13h)

- François **Nicolas** : *Qu'est-ce qu'un point à tenir ?*
- Alain **Rallet** et Rudolf di **Stefano** : *Défier le nihilisme ?*
- Hayet **Ben Charrada** : *Le point de la Tunisie à la croisée des langues : le tunisien, le français et l'arabe*

APRÈS-MIDI (14h30-17h30)

- Reine **Cohen** : *Le point de l'énonciation dans la psychiatrie*
- Valérie **Lozac'h-Legendre** : *Le point de l'école comme possible lieu d'émancipation*
- Guillaume **Nicolas** : *Le point de l'architecture vernaculaire*
- Gabriel **Gauthé** : *Le point de l'étude pour la jeunesse intellectuelle d'aujourd'hui*
- **Discussion générale**

Argumentaires**F. Nicolas : Qu'est-ce qu'un point à tenir ?**

L'enjeu sera de clarifier ce que *point à tenir* veut dire.

On y procédera en avançant dix caractéristiques formelles du type subjectif de point qui va nous occuper aujourd'hui. On examinera ces caractéristiques à la lumière des mathématiques – celles de l'analyse complexe (Cauchy-Weierstrass), de la théorie des topos (Grothendieck) et de la géométrie différentielle synthétique (Lawvere) - et à l'ombre de la philosophie (celle de Badiou dans *Logiques des mondes*).

Précisons : à proprement parler, une telle formulation ne se déduit aucunement des mathématiques et de la philosophie mais son déploiement peut se clarifier et s'assurer en s'y adossant.

1. Un point, au sens *moderne*, a **une intériorité et une épaisseur** ; il n'est donc plus, comme le point *classique* (euclidien), sans dimension. [Grothendieck...]

Un point *moderne* est doté d'une composition interne.

2. Un tel point est **constitué par l'espace** particulier (la situation, le monde) dont il va devenir le point ; il n'est donc plus *constituant* d'un espace abstrait général comme l'était le point classique (euclidien).

Tout point *moderne* est point d'un espace préalablement donné dont il procède.

3. Un tel point **émerge d'un « intérieur »**, de « son » intérieur (ou micro-situation incluse dans l'espace de départ) comme une sorte de limite « consciente » d'un mouvement brownien infinitésimal et « inconscient » (d'un microscopique « *voisinage* »), comme l'extrémité affleurante d'un iceberg. [Lawvere...]

Le point *moderne* est une pointe, faisant percée exceptionnelle dans la régularité de l'espace dont il procède.

4. Le type de point qui nous occupe s'affirme comme **un point de vue**, c'est-à-dire comme point couplé à un vecteur : comme micro-flèche précisément localisée dans l'espace concerné.

Dans notre acception, un tel type de point est subjectivement investi. Ce faisant, il mute d'une existence objective dans l'espace (la situation, le monde) concerné à une *ek-sistence* subjective qui se tient (*sistere*) au-delà (*ek*) de cette existence objective en l'excédant de manière immanente.

5. Ce faisant, un tel type de point engage de **strictes alternatives** : celle de ses existence et *ek-sistence* effectives et celle du sens de son vecteur. [Badiou...]

Un tel type de point est un point de bifurcation subjective, de décision binaire.

6. **On fait sien** un tel type de point – ce point devient « son » point - en s'embarquant avec lui (pour intervenir dans la situation donnée selon la prescription formulée par ce point) et non pas en prétendant le maîtriser selon quelque examen objectif en surplomb de la situation concernée.

Un tel type de point, qui sollicite l'engagement d'un sujet, constitue une cause subjective.

7. Tenir ce point comme « son » point initie **une dynamique** : celle de le faire travailler dans la situation qui l'a constitué. Le tenir ne consiste donc pas à y camper, s'y retrancher ou s'y fortifier mais à se déplacer dans la situation concernée selon la direction localement prescrite par son vecteur initial en sorte de tracer un parcours que le point n'aura pas prédéfini mais qu'il saura « inventer » au fur et à mesure de son travail en situation. [Cauchy-Weierstrass...]

Un tel type de point est un point d'intervention orientée, non pas selon un but a priori auquel parvenir (à proprement parler, on ne sait où l'on va même si l'on sait parfaitement dans quel sens on avance) mais selon une direction engageant le mouvement.

8. Rétroactivement, **le parcours tracé selon ce point** sera l'enveloppe des points de vue (des « vecteurs ») successivement soutenus, pas après pas, dans la situation.

Tenir son point – autrement dit « *tenir bon* » dans la situation concernée - se mesurera au parcours qui aura été ainsi tracé.

9. Tenir son point de proche en proche autorisera de **relier deux localisations** spatio-temporelles distinctes et initialement disjointes (dans la situation concernée) selon un même fil rouge, un même fil conducteur.

Tenir son point pourra ainsi ambitionner de constituer une *région*, orientée selon une même idée directrice : celle que le point aura indiquée à l'entame et que son trajet aura inventivement et souplement matérialisée.

10. Arriver à produire un tel type de région constituera alors **une victoire subjective** contre le confinement (i.e. l'enfermement dans un « agir localement » ayant renoncé à toute véritable ambition globale) et matérialisera une espérance : le point, ainsi tenu d'un bout à l'autre de la région qu'il aura inventée, matérialisera en effet la promesse matérialiste que ce parcours (régional) pourra être inventivement prolongé à échelle globale du monde concerné.

Un tel type de point, d'origine infinitésimalement locale, s'avère ainsi la chance, subjectivement offerte, d'*ek-sister* dans une situation donnée en ambitionnant légitimement une transformation

globale de cette situation : en l'étendant, par adjonction d'une nouvelle région matérialisant le travail persévérant et créateur d'une idée, à portée d'ensemble, courageusement soutenue d'un bout à l'autre de cette région.

Au total, l'ek-sistence subjective ainsi engagée par ce type de point en situation reposera sur le courage de *tenir bon sur son point* !

A. Rallet et R. di Stefano : *Défier le nihilisme ?*

Cette journée constitue le prolongement de *Rencontres franco-tunisiennes* ayant eu le même objectif et tenues en Tunisie, à Nabeul début mars 2023 ¹.

L'enjeu commun de ces rencontres : que dire, comment se positionner et que faire face à l'emprise du nihilisme contemporain ?

Chacun fait chaque jour l'expérience douloureusement ressentie de cette emprise. Chaque jour apporte en effet son lot de dévastations subjectives. Le nihilisme n'est plus seulement un horizon philosophique ; c'est aussi une expérience vécue face à un déferlement d'événements négatifs mettant en question jusqu'au destin de l'humanité : pandémie, destruction de la planète par une course sans fin au profit, guerres locales annonciatrices d'une guerre mondiale entre puissances, bouleversements géopolitiques, politiciens courant sans tête, inégalités croissantes... Dans ce contexte menaçant, le nihilisme prospère, faute d'une capacité politique collective à formuler et mettre en œuvre une voie émancipatrice.

Le nihilisme prospère sous deux formes repérées par Nietzsche. La forme *passive* du nihilisme (*ne rien vouloir*) a pour ressort la simple survie animale, se contenter de l'existant, de ce qu'il y a, en faisant le gros dos dans les tempêtes sans même forcément y croire. La forme *active* (*vouloir le rien*) a pour ressort la fascination pour la destruction, la guerre, l'anéantissement et la jouissance morbide qui peut en être tirée. Quelle que soit sa forme, le nihilisme entretient une méfiance généralisée dans la capacité de l'humanité à dépasser ses instincts primitifs, à construire une puissance collective émancipatrice.

Il n'est cependant pas possible aujourd'hui de mener un combat global contre lui : cela impliquerait une force collective qui fait aujourd'hui défaut depuis les échecs des politiques émancipatrices au siècle dernier. D'ailleurs le déferlement nihiliste n'a été rendu possible qu'à raison de ces échecs.

Cela ne nous condamne pas pour autant à l'impuissance et à l'inaction.

« **Tenir à distance le nihilisme** », « *faire un pas de côté* » désignera alors une position subjective se tenant hors de l'emprise du nihilisme, capable pour cela de reconstituer, pas à pas, point après point, les perspectives d'une confiance retrouvée dans l'humanité à partir de déclarations singulières, inventives, subjectivement enracinées dans la vie de ceux qui les énoncent.

L'enjeu sera ici, non pas de formuler quelques principes généraux, mais d'assumer, dans une situation donnée, une prise de position subjective faisant l'objet d'un engagement prolongé, tenant courageusement à distance les impasses du renoncement, du « *à quoi bon ?* », développant pour cela concrètement l'image d'alternatives possibles à l'existant, même si ces possibles apparaissent minuscules au regard du paysage dévasté du monde contemporain : il n'y a pas de petites victoires dans un monde accablé par le nihilisme. Car la force de telles prises de position est de pouvoir être reconnues par d'autres, non pour qu'ils fassent la même chose mais pour qu'à leur tour ils soient encouragés, soit à manifester leur propre point subjectif dans le domaine et la situation qui sont les leurs, soit à partager le ou les points qu'ils tiennent déjà.

Notre objectif n'est donc pas de constituer un « programme » qui serait l'addition de tous les points subjectivement tenus mais de créer autour d'eux un réseau d'amitié et de fraternité qui travaille à se connaître et se reconnaître en acquérant une confiance mutuelle. L'enjeu est ainsi de constituer une confiance collective qui permette de passer de la grandeur de l'isolement, la grandeur de celui qui, dans son travail, dans son art, dans son activité scientifique, dans ses relations, dans sa vie quotidienne et ses passions, tient la force affirmative d'un point - et il y en a beaucoup, nous le savons -, de passer donc de cette grandeur à l'émergence d'une force collective qui, certes, ne sera pas immédiatement capable de transformer la situation générale mais qui saura cependant se dresser comme force

¹ <http://www.entretemps.asso.fr/Defier-le-nihilisme/>

subjective, capable de déminer en quelques points l'atmosphère plombée du nihilisme ambiant, de secouer cette ambiance mortifère.

Ce faisant, il s'agit de projeter cette force commune en inspirant une confiance collective au travers des exemples pratiqués, des exemples limités et circonscrits certes mais forts d'une modestie créatrice et de son potentiel émancipateur.



[ARTS]

ÉRIC BRUNIER : PERSPECTIVES SUR LES COULEURS

Je ne peux précisément dater, dans l'histoire de la peinture, quand les couleurs y ont pris cette place constructive que je leur donne. Cela n'empêche pas d'affirmer que ce rôle nouveau est au départ de la modernité picturale. À un moment du XIX^e siècle, quelques tableaux ont clairement montré que les variations des couleurs étaient ce qui les avait organisés. Chez quelques peintres, rares d'abord, puis de plus en plus nombreux, cette force nouvelle acquise par les couleurs leur a servi de guide. L'histoire en a fait un conflit entre la couleur et le dessin, sur le modèle de celui qui s'était déroulé au XVII^e siècle au sein de l'Académie des Beaux-Arts. Elle l'a aussi schématisé dans l'opposition entre Ingres, le néo-classique maître du dessin, et Delacroix, promu chef de file des romantiques. Mais cela masque qu'Ingres était un grand coloriste et que Delacroix fut un immense dessinateur.

De ce bref rappel, deux points sont à retenir. D'une part, que les couleurs se soient imposées comme force principale au sein de la composition du tableau n'a pas entraîné la suppression du dessin : cela a mis au jour de nouveaux principes de composition dans lesquels le dessin tient aussi sa partie. D'autre part, le point fondamental est peut-être moins l'événement couleurs – il est presque toujours à redécouvrir ou à réinventer, mis en péril soit par excès soit par retrait – que la fidélité à cet événement : celle-ci nécessite de tenir des points et un cap.

Les réflexions que l'on lira repèrent les traces de cette fidélité et les transformations qu'elle impose tant dans la peinture que dans le dessin.

Ces traces se mesurent aussi, cette fois dans l'écriture, en rapprochant les rythmes du chant nouveau à ceux des couleurs : de même qu'elles se sont imposées contre la linéarité du design, de même une écriture moins oratoire doit en rendre compte. Il m'apparaît ainsi souvent que c'est en écrivant et en lisant, notamment des poèmes, que je regarde la peinture. J'invite alors mes lecteurs à suivre d'identiques exercices.

Comment les couleurs structurent la peinture

Plusieurs images disent comment les couleurs structurent la peinture.

La première, poétique, se déploie sous l'œil d'un poète à sa fenêtre entre un ici et un là-bas, où l'ici des vignes s'empourpre aux arbres du lointain, *wie Bäume Blüt umkränzet*, quand le sang et la fleur couronnent la cime. Le poète s'est retiré dans sa tour, et le monde par la fenêtre lui devient flamboiement à mesure de son retrait. Il se tient un jour dans la pénombre de sa chambre et les feuilles des vignes s'empourprent. Ce n'est pas qu'elles s'éclairent du couchant mais la splendeur arborée qu'il perçoit à distance, les illumine. Les couleurs d'un monde sont aussi sa perspective, l'expérience de l'écart. Les couleurs sont une flamme, dont la présence enthousiaste vit encore dans la disparition des choses qui reviendront, comme le cycle des saisons, le déclin et le retour du jour, le battement des marées, l'œuvre des hommes. Les couleurs sourdent avec la force des révolutions. Elles réalisent ici ce que le lointain promet parce qu'elles ont été broyées, malaxées, mélangées, appliquées.

La seconde montre une structure géométrique sans axe stable, sans symétrie duplicable, une structure pareille aux ronds dans l'eau, aux remous. Que la peinture se soit élaborée en dialectique avec ce qui se situe au-delà, au-delà de la paroi, puis du mur, de la toile, au-delà même du lieu, ne fait aucun doute. Cet au-delà est néanmoins inhérent à la situation de l'œuvre et de ceux qui la regardent. Il est une dynamique, la tension entre plusieurs points. La relation entre ces points forme la perspective. Il en existe plusieurs, celle qui s'appelle naturelle, celle qu'à la suite des peintres géomètres du quattrocento on a appelé légitime. La géométrie moderne en a mis de nouvelles au point qui ne sont plus basées sur l'optique. Toutes ces perspectives sont linéaires. Pourtant les couleurs aussi créent une forme de perspective, une tension entre différents points. C'est, cette fois, plutôt un accord, presque musical, entre le centre et ce qui paraît éloigné. Le ton est alors fermement maintenu à travers chaque relation. La figure, la scène se pétrit déjà aux alliages nouveaux et les matières à la fois abondantes et travaillées peuvent se fondre, et depuis la figure seule achevée le pont sera jeté qui du ciel nocturne, fuyant, éclaire ce nouveau centre, ce point d'attraction, qu'est la saillie lumineuse. Il existe des perspectives colorées,

expansives comme un fleuve dont le delta s'évase ou les routes sillonnant les contours des montagnes, vives comme le jardin aux parterres de roses, de mauves et de lins qu'un couple traverse, aussi serrées que le murmure d'un ruissellement. Il existe des perspectives colorées dont l'au-delà s'éveille comme l'écho d'une présence physique, pigmentaire.

La troisième est liée aux expériences communes et à la physiologie de l'endormissement. Des couleurs en minces bâtonnets fusent depuis l'obscurité sans fond des yeux clos. Même ouverts dans le demi-sommeil, ces myriades colorées poursuivent leur phosphorescence et dansent au-devant des yeux puis s'évanouissent dans la profondeur sombre et calme de la chambre. Les couleurs apparaissent pour disparaître sans se laisser fixer. Les phosphènes sont comme les idées qui illuminent une nuit, précises au moment où elles jaillissent d'elles-mêmes depuis le sommeil, et maladroitement, parfois impossibles à redresser quand il s'agit de les arrêter dans le contour d'une phrase. Le peintre serait alors plus heureux que l'écrivain quand la tâche est de fixer l'indéterminé. Ses couleurs se déclinent en nuances et son intelligence réhausse celle qui s'étirole par une autre qui la vivifie. Les couleurs du peintre possèdent deux propriétés. Leur valeur est d'abord dans leurs relations et elles sont toujours susceptibles de variations. Le vocabulaire a d'ailleurs enregistré cette souplesse. Il parle de ton ou de teinte pour les six couleurs génériques, le noir, le blanc, le rouge, le bleu, le vert et le jaune, de demi-teintes pour les cinq principaux mélanges, gris, violet, orange, rose, marron, et enfin les nuances sont toutes ces couleurs dont le nom est d'abord celui d'une chose : fuchsia, ambre ou azur.

Ces trois images qui montrent comment les couleurs structurent la peinture se résument en trois propriétés. Il y a l'indétermination (ou variation), la relation et la perspective. Une couleur dans la peinture est toujours en elle-même indéterminée. C'est sa relation aux autres et à son environnement qui en fixe la valeur. Enfin cette relation ouvre une perspective, crée une dynamique entre les couleurs et même entre les plans du tableau. Il faut voir les couleurs comme les figures mouvantes des lieux.

Deux tableaux



Autoportrait à la palette
Goya (1790-95)
Académie des beaux-arts de Madrid



Femme à la fenêtre
Friedrich (1820)
Gemäldegalerie de Berlin

Cette structure particulière des couleurs, la peinture moderne en a pris pleinement conscience et a choisi d'en exploiter les ressources. Celles-ci ont des effets multiples comme le montrera la comparaison entre deux tableaux. Le premier est l'*Autoportrait à la palette* de Goya de 1790-95 conservé à l'académie des beaux-arts de Madrid. Le second est *Femme à la fenêtre* de Friedrich daté de 1820 et conservé à la Gemäldegalerie de Berlin. Ce qui m'intéresse dans ces deux tableaux est la proximité du dispositif de présentation de la scène. Dans les deux cas, un personnage est figuré au premier plan, devant le contre-jour d'une fenêtre. Ce sont aussi deux tableaux verticaux de petite dimension (environ 45 cm de haut pour 30 cm de large) d'où se dégage, par la force du contraste entre le premier plan et

l'arrière-plan, une impression de monumentalité. La pose, et surtout le corps, s'impose par la bigarrure des couleurs devant un fond presque uniforme. Entre les deux tableaux, il existe toutefois trois oppositions. L'une tient au sexe des personnages peints, un homme pour Goya et une femme pour Friedrich ; l'autre à la direction du regard, vers le spectateur ou de face pour Goya et vers le fond du tableau pour Friedrich et enfin la dernière à la fenêtre, grande dans les deux cas (presque la moitié de la surface), mais fermée et opaque dans l'autoportrait, ouverte en bas avec un système de volet pour le premier tiers, et close et transparente pour les deux tiers supérieurs dans le tableau de la femme à la fenêtre.

Trois oppositions

Revenons à ces trois oppositions.

Fenêtres

D'abord celle de la fenêtre. Chez Goya, elle est à bord perdu en haut et à droite, ses croisillons sont irréguliers et faits de la même pâte de blanc laiteux, presque sale, qui laisse transparaître la touche large et généreuse. Cette fenêtre n'est que l'éclat blanc de la lumière dont le jour éclaire moins la scène que le tableau, le faire de la peinture qui en est le sujet. Car le tableau représente un peintre au travail, debout au centre. Si ses yeux sont tournés dans notre direction, sa main tient un pinceau dont la touffe est dissimulée par le tableau posé sur un chevalet. Il semble qu'il y ait cependant un écart entre le pinceau tenu comme un stylo, engagé dans un tracé précis et l'ampleur des larges traces visibles sur la toile. Ce que nous voyons est le tableau qu'il peint à cet écart près du faire. Quand j'écris que la fenêtre donne jour au faire de la peinture, je m'aperçois qu'il ne s'agit pas dans le tableau d'une figure de rhétorique mais d'une effectuation. La fenêtre dans le tableau de Friedrich est tout autre. Elle est d'abord beaucoup plus haute que large. Son architecture est soulignée par des croisillons réguliers et fins qui forment comme les lignes géométriques qui révèlent la fenêtre alors que la transparence de celle-ci ouvre sur le lointain. Tout le tableau semble d'ailleurs construit comme une succession de plans parallèles qui s'emboîtent les uns dans les autres, le mur de la pièce, puis la niche dans l'épaisseur du mur où s'encastre la fenêtre et enfin, dans la fenêtre une partie basse munies de volets, dont l'un est ouvert et par lequel une femme regarde au dehors. La fenêtre ainsi métaphorise le regard par ce jeu de diminutions régulières qui explicite la perspective. Elle est donc l'intermédiaire entre l'ici du tableau et le là-bas de la représentation.

Cette fenêtre est le lieu du regard, là où il s'évade ou s'absente pour la femme qui nous tourne le dos. L'absence était celle de la touffe du pinceau cachée par le tableau en train d'être peint dans l'autoportrait de Goya. Dans les deux cas une absence est manifeste et rend manifeste l'opération de la peinture : son faire gestuel, ou son regard.

Regards

S'agit-il cependant d'une contemplation ? Est-ce qu'une peinture nous requiert comme contemplation ? L'opposition entre le peintre actif, se regardant lui-même en activité et la femme à sa fenêtre absorbée dans la contemplation de l'activité des hommes que l'on devine par les mâts des bateaux doit être surmontée. Je pourrais, comme Diderot le ferait peut-être, dire qu'elle regarde le quai d'un port commerçant, soit qu'elle attende une livraison, celle des étoffes dans lesquelles elle pourra se faire une nouvelle robe, car c'est bien la robe dont les plis sont autant de coups de brosses qui est le sujet du tableau de Friedrich, soit que sa beauté, son rang, sa jeunesse lui interdisent toute participation active à cette vie effervescente qui se déroule sur le quai. Quoi qu'il en soit, son regard, même dérobé dans cette scène, ne relève pas de la contemplation. Il est plutôt le moyen d'une incorporation dynamique par laquelle le tableau prend vie, qu'il étend de la robe, à la femme, puis à la fenêtre, aux bateaux et même aux voyages dont je sens bien qu'ils nous disent que la vie est fragile, comme l'est cette femme face à cette immense fenêtre qui la domine, à cet épais mur obscur, jusqu'aux larges lattes du parquet. Je ne pense pas pourtant qu'en donnant autant à voir dans son tableau ce qui sépare la présence du départ, ce qui sépare l'ici de l'ailleurs, Friedrich nous ait donné une variation nouvelle autour d'un *memento mori*, qu'il ait fait d'une scène de genre une allégorie. Je pense, au contraire, que la peinture des couleurs, que la monumentalité de la robe rend sculpturales, résonne dans l'ensemble du tableau comme une activité, certes minime, mais mesurable à l'immensité du monde extérieur. Ce sont les couleurs qui à la fois nous

absorbent, ici, dans l'intériorité de la pièce et du tableau, qui, en mettant notre œil en incessante activité, nous poussent aussi à de continuels accommodements qui tiennent ensemble l'intérieur et l'extérieur.

Sexes

La dernière opposition est celle des sexes, et j'en ai déjà écrit quelques mots. Le tableau du peintre, mâle, actif, s'opposerait à la femme contemplative. Cette opposition ne vaut rien. Non seulement la différence des sexes n'a aucune pertinence ici, mais elle n'a pas lieu entre activité et attente. Dans les deux cas, au contraire, ce qui frappe est l'habit coloré, comme si les couleurs faites habit déssexualisaient la représentation. Les couleurs de la robe rendent sculpturale la femme, en font un corps. Dans l'autoportrait de Goya, c'est le rouge essentiellement qui jaillit par touches espacées et s'oppose au fond dégradé. Ce rouge sert à la fois de ceinture au corps et de liséré qui borde le veston du peintre. Là encore la couleur souligne le volume et prend alors une forme de densité corporelle. Les couleurs, en accord, avec le geste qui les étalent, donnent corps à la peinture.

La tradition classique veut que les couleurs soient un ornement du tableau, qu'elles en soient comme le costume dont le corps serait le dessin. Dans ces deux tableaux, l'habit s'est fait corps et les couleurs en sont l'ossature. Ils témoignent tous deux du changement qui intervient au moment du romantisme et qu'amplifiera la peinture moderne. Quel est ce changement exactement ? Il n'existe pas de peinture sans pâte colorante et l'on ne peut étaler une couleur sans former un contour, une lisière. Avec le romantisme, la peinture s'est pensée selon les couleurs plutôt que selon le dessin. Ce serait là l'entrée dans la modernité, quand les couleurs pensent le possible du tableau. Leur première victoire a été de faire le fini du tableau avec l'infini des couleurs, de donner à l'ici une immensité qui se mesure à celle du là-bas. Avec cet événement surtout, la peinture est sortie des tours de la rhétorique. Les couleurs ne sont plus les fleurs qui ornent une belle phrase. Elles sont le matériel, certes combiné au dessin, mais qui forme un discours nouveau.



Le poète à sa fenêtre regarde l'étrange situation contemporaine de la peinture. Une longue queue s'est formée devant l'entrée d'un pavillon éphémère où sont exposées les œuvres du peintre Kiefer autour du poète Celan. Il sait qu'à l'intérieur domineront la grisaille, le noir de suie ou de brûlures ainsi que quelques taches blanches et or. Il sait que sur d'immenses toiles à la surface terreuse, aux croûtes épaisses que sont devenus les tableaux du peintre, la foule pourra lire quelques vers énigmatiques du poète roumain. L'habit de la peinture s'est solidarisé à la terre. Les couleurs sont éteintes et solidifiées. Il se souvient alors que la peinture lui a appris que la grisaille peint les corps disparaissant, ce qu'envahit la brume et que la mémoire polit comme un galet qu'elle rejette. Que la fleur soit aujourd'hui de cendre n'empêche qu'une couleur à la fenêtre grimpe en silence. Le poète qui écrit, comme le peintre qui broie les couleurs et les assemble dans l'inconnu de sa toile, celui aussi qui regarde de tout son corps, sont dans la pleine efflorescence à l'heure fanée.

J.-P. Lefebvre traduit ainsi les derniers vers d'un poème de Celan :

*Je mets une gemme de côté pour un oiseau tardif ;
il porte le flocon de neige sur la plume rouge vie ;
le grain de glace dans le bec, il arrive par l'été.*

Il faut souhaiter que la peinture offre plus qu'un écrin monumental et démesuré aux couleurs claires-mées sur la toile. Que le peintre soit cet oiseau tardif maniant le pinceau au panache de sang. Il faut souhaiter que, bien que rares, bien que l'époque fane, l'éclat de deux couleurs non-pareilles assemblées ait l'éclat de l'été.



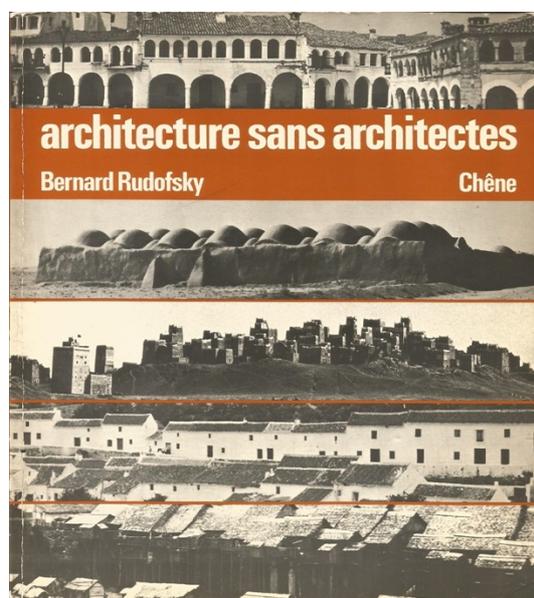
Guillaume NICOLAS : *TROIS RAISONS COMMUNISTES D'Étudier l'Architecture Vernaculaire*

Une rubrique

Je propose de tenir une rubrique sur les différentes questions que soulève l'architecture vernaculaire et qui peuvent intéresser les orientations communistes.

Cette architecture peut, provisoirement, se définir par des formules telles que :

- - « *l'architecture sans architecte* » (Rudofksy, 1964)
- - « *l'architecture du peuple et par le peuple et non pour le peuple* » (Oliver, 2003)
- - « *Est vernaculaire tout ce qui demeure périphérique ou extérieur aux flux mondiaux du capital et tout ce qui, de gré ou de force, se dérobe à son contrôle.* » (Frey, 2010)



Bernard Rudofsky
Architecture sans architectes
Éd. du Chêne, 1964

C'est une architecture conçue et construite¹ par les personnes-mêmes qui vont l'habiter. Elle se distingue donc de l'architecture produite par les architectes et les autres professionnels de la construction, qu'il s'agisse des monuments (palais, église, mairie, etc.) ou des logements sociaux sur lesquels les habitants n'ont pas leur mot à dire.

Sur un plan historique - depuis la création de l'architecture sédentaire au Néolithique - ou géographique - à l'échelle de l'écoumène, l'étendue terrestre habitée par l'humanité - l'architecture vernaculaire a longtemps et partout été dominante, dans les campagnes mais aussi dans les villes. C'est seulement depuis deux siècles que le développement du capitalisme industriel concurrence voire éradique cette forme d'architecture, au profit d'une architecture de professionnels spécialisés : maîtres d'ouvrages institutionnels (ceux qui paient et commandent - tels les offices HLM ou les promoteurs), architectes et ingénieurs (ceux qui conçoivent en dessinant et calculant) et entreprises plus ou moins grosses (celles qui

¹ Si l'on prend en compte le cycle complet de vie d'un bâtiment, il faut aussi inclure son entretien, ses transformations ultérieures, voire sa démolition. Chacun de ces processus échappe en effet aux habitants dans le cas des architectures de professionnels.

construisent – voir les trois majors internationaux du BTP ayant leur siège en France : Bouygues, Vinci et Eiffage).

L'architecture vernaculaire n'en demeure pas moins vivante actuellement sous au moins deux formes : les bidonvilles en zone urbaine, les fermes paysannes en zones rurales.

•

Je vois trois raisons d'étudier l'architecture vernaculaire aujourd'hui, dans une perspective communiste :

- c'est une forme d'architecture émancipatrice : « l'architecture par le peuple » ;
- c'est une architecture qui croise les questions de l'habiter et du travail ;
- c'est une question qui permet de penser l'écologie, sous l'angle sociotechnique, notamment autour de la polarisation *low-tech / high-tech*.

Une forme d'architecture émancipatrice

L'architecture vernaculaire porte en elle une part d'émancipation.



PIESIK Sandra (dir.),
Habiter la planète. Atlas mondial de l'architecture traditionnelle et vernaculaire
Ed. Flammarion, 2017

Émancipation d'abord vis-à-vis des gestionnaires professionnels. Les habitants des architectures vernaculaires ne sont pas soumis à un règlement intérieur conçu par un bailleur cherchant à soumettre leurs modes de vie à une norme sociale imposée. C'est pourtant ce que subissent par exemple les habitants des foyers de travailleurs migrants transformés en résidence sociale (Balso, 2017).

De façon générale, les habitants vernaculaires doivent s'organiser pour prendre les décisions relatives à la vie du bâtiment : son entretien courant, ses inévitables transformations pour l'adapter aux évolutions des modes de vie et son éventuelle démolition finale. Selon le statut du foncier sur lequel cette

architecture est bâtie, ils peuvent aussi s'affranchir d'un propriétaire extérieur à qui il faudrait restituer un loyer.

L'architecture vernaculaire s'émancipe aussi des concepteurs : architectes et ingénieurs. Ce sont les habitants qui conçoivent leur habitat, sur un mode très différent de ceux des professionnels. Ils ne dessinent pas des plans sophistiqués, ni ne se lancent dans de savants calculs d'optimisation, mais partent souvent d'un « type », d'un modèle architectural qui est couramment pratiqué dans leur milieu historique et géographique. Puis ils adaptent ce type à leur besoin, voire l'améliorent de quelques trouvailles qui contribuent à faire lentement et collectivement évoluer ce type (cf. Correla, 2014).

Enfin, l'architecture vernaculaire ne confie pas sa réalisation à une entreprise spécialisée. Le chantier est une pratique sociale collective, organisée par les habitants avec la contribution de leur communauté. Rien n'empêche de faire intervenir un artisan qui maîtrise telle ou telle partie plus technique, mais celui-ci intervient alors comme encadrant et transmetteur de savoir-faire. À la différence des chantiers de l'architecture des professionnels soumis à la cadence du conducteur de travaux, les chantiers vernaculaires ne sont pas juste des moments de labeurs, mais peuvent s'enrichir de pratiques culturelles telles que des chants ou des danses pour contrebalancer l'inévitable pénibilité de certaines tâches de construction. La division même entre conception et réalisation tend à être gommée puisqu'une partie des décisions de conception peuvent être discutées et amendées durant la réalisation, la réalisation n'étant, *in fine*, pas sous contrôle absolu de la conception.

Croiser habiter et travailler

La séparation spatiale et la spécialisation fonctionnelle organisée par le capitalisme entre le logement et l'usine est souvent beaucoup moins nette dans le cas de l'architecture vernaculaire qui a tendance à mêler l'habitat et le travail. Cela peut être vrai dans le cas d'une forme d'architecture de production artisanale urbaine. Mais c'est particulièrement saillant concernant l'architecture agricole rurale qui représente l'immense majorité de l'architecture vernaculaire préindustrielle et qui est affaire de production et d'habiter (cf. Guindani Doepper, 1990).

L'architecture agricole contemporaine est donc un lieu privilégié pour étudier comment un certain type de production paysanne peut s'organiser selon des orientations qui cherchent à s'émanciper du capitalisme et à inventer des formes d'autonomie et/ou de collaboration paysannes. La façon dont la ferme est habitée est alors guidée autant par des considérations personnelles ou familiales que par des questions de production agricole.

Polariser la question écologique

Enfin, l'architecture vernaculaire tend également à s'opposer à l'architecture professionnelle et commerciale par les moyens techniques et les ressources qu'elle mobilise. Si la seconde bénéficie d'importants moyens financiers² permettant de produire puis d'acheminer et enfin de mettre en œuvre des matériaux industriels lourds et énergivores (le béton en étant le parangon), la première doit, de fait, se contenter d'une pauvreté de moyens qui oblige à recourir à des matériaux locaux, certes moins performants, mais plus vertueux sur le plan écologique et qui assument la transformation du paysage que leur production induit.

L'architecture vernaculaire s'inscrit dans une perspective qu'on qualifie aujourd'hui de « low-tech », au sens d'accessible, d'utile et de durable. (cf. par exemple [le Lowtech Lab](#)).

Au-delà de trancher la question high-tech VS low-tech, ce point a le mérite de replacer la question technique et donc matérielle au centre du débat et de la rendre appropriable par les habitants, là où l'architecture de professionnels tend à la leur confisquer et à la confier aux experts.

•

² On peut même soutenir que l'architecture professionnelle est un des principaux débouchés du capitalisme, d'où la gabegie de moyens (cf. Harvey, 2011 ou Gaudreau, 2020).

Les contributions à cette rubrique sur l'étude de l'architecture vernaculaire seront variées dans leur forme (restitution de conférence, exposés de cours, témoignages d'expérience) et leur sujet (architecture agricole, architecture des squats...).

Bibliographie

- Judith Balso - « Du foyer à la "résidence sociale" », *d'Architectures*, n°251, mars 2017
- Marlana Correla (dir.), *Versus : heritage for tomorrow : vernacular knowledge for sustainable architecture*, Ed. Firenze University Press, 2014
- Pierre Frey - *Learning from Vernacular : Pour une nouvelle architecture vernaculaire*, Éd. Actes Sud, 2010
- Louis Gaudreau, *Le promoteur, la banque et le rentier. Fondements et évolution du logement capitaliste*. Ed. Lux, 2020
- Silvio Guindani et Ulrich Doepper - *Architecture vernaculaire : Territoire, habitat et activités productives*, Éd. PPUR, 1990
- David Harvey - *Le capitalisme contre le droit à la ville : Néolibéralisme, urbanisation, résistances*, Éd. Amsterdam, 2011
- Paul Oliver - *Encyclopedia of vernacular architecture of the world*, Éd. Cambridge University Press, 1997
- Paul Oliver – *Dwellings : The Vernacular House Worldwide*, Éd. Phaidon Press, 2003
- Bernard Rudofsky - *Architecture without Architects*, Éd. du Chêne, 1964

Guillaume NICOLAS est architecte. Il explore cette discipline sous différentes formes : comme *praticien* de 2005 à 2020 (en agence puis à son compte), comme *militant* de 2014 à 2020 (auprès du collectif « *Ouvriers du monde, architectes de paix* », de l'École des Actes et de l'association *didattica*), comme *enseignant* depuis 2014 (actuellement à l'École d'architecture de Normandie) et comme *chercheur* depuis 2021 (thèse en cours sur les constructions agricoles contemporaines normandes).



[CHOSES VUES]

SERGE PEKER : « LA BEAUTÉ DU JOUR »

Le Gang du bois des temples
Film de Rabah Ameur Zaïmeche (2023)

Le film *Le Gang du bois des temples* s'ouvre sur un long panoramique circulaire sur les toits de Paris. Défilent différents monuments ainsi qu'une grande roue de fête foraine aux lumières multicolores, aperçue dans un fond lointain. Suit un autre panoramique sur une cité de banlieue, la cité du bois des temples. À l'horizontalité circulaire du panoramique parisien, s'appose la grise verticalité homogène du panoramique banlieusard. Cette opposition vaut comme une coupure : d'un côté, la ville ouverte sur les lumières chatoyantes d'une grande roue de fête foraine ; de l'autre, la cité fermée dans la terne verticalité de barres d'immeubles reprenant la morne répétition de fenêtres percées à l'identique.

Derrière l'une de ces fenêtres, un homme debout dans un étroit couloir semble plongé dans ses pensées. Sa présence s'impose à l'écran dans sa compacité muette. Ce n'est que progressivement que nous finissons par comprendre que cet homme, quinquagénaire, attend une ambulance venant chercher un cadavre. L'identité du cadavre et les conditions de sa mort nous sont pour le moment aussi obscures que l'ensemble de cette scène. Nous entrons ensuite dans une église où le même homme effondré assiste à l'enterrement d'un être qui lui est cher mais qui nous reste inconnu. Il faudra attendre que notre quinquagénaire retrouve une bande d'amis trentenaires pour que nous apprenions que la défunte était sa mère âgée de plus de quatre-vingts ans et décédée dans son sommeil. Chacun des membres de cette bande de trentenaires se souvient de l'affection et des petites attentions que cette femme leur portait lorsqu'ils étaient enfant.

Notre savoir n'est donc satisfait qu'après avoir traversé l'opaque compacité d'un réel énigmatique. Le monde de la cité nous est ainsi présenté dans un insu primordial, sorte de sas nécessaire avant de pouvoir s'orienter. La cité ne nous est pas donnée d'emblée. Elle demande pour être vue comme une accoutumance de l'esprit. Ce que nous découvrons alors est un monde tissé de relations affectueuses où l'amour, l'amitié et le désir de vivre pour soi-même et les autres occupent une place centrale. La suite ne fera que reprendre ce qui constitue l'essentiel de ce long prologue introductif.

Tels des Robins des bois, ces trentenaires vont voler une fortune à un prince saoudien. L'effet fétiche de cet argent a pour effet sur ces trentenaires de la cité de se sentir vivre. Cet effet leur donne l'impression d'une autre vie possible : une autre vie pour eux, pour leur famille et leurs amis. Le prince à qui rien ne résiste et qui peut tout s'offrir sans même ouvrir la bouche, liquidera un à un ce gang du bois des temples. Le dernier sera assassiné en prison.



Pendant que cet ultime rescapé se dégourdit les jambes en courant dans les quelques mètres carrés assignés au temps de promenade, on entend des cris sauvages et bestiaux venant des fenêtres de la prison. La prison renvoie ainsi à la cité cage à lapins. Cette animalité constitue l'hétérogénéité de tout un peuple parqué à la façon des animaux. La cité ne renvoie à ses habitants que l'image de leur captivité. Je pense à ce plan où la compagne de l'un des membres du gang assassiné regardant par la vitre d'un wagon de RER qui la ramène à la cité, ne voit que son visage captif de son reflet.

L'ami du gang, le quinquagénaire, fera justice en tuant le prince saoudien. Mais juste avant d'être abattu, le prince et son intendant visitent une galerie de peintures représentant les rues d'une ville. « *J'aime beaucoup cette lumière du fond* », dit l'intendant montrant une toile à son prince. Cette lumière du fond est bien celle qui nous apparaît dans cette cité du bois des temples : lumière de l'amour, de l'amitié et de la fidélité qui lie autant les membres du gang que les habitants de la cité. Non une lumière homogène mais une lumière aussi multicolore que celle de la roue que l'on aperçoit au loin dans le panoramique parisien. Mais aussi bien cette autre lumière chamarrée faisant fond à la chanteuse Annkrist qui dans l'église se substitue aux paroles du prêtre lors de l'enterrement de la mère pour chanter « *La beauté du jour* »¹, l'amour et le « *désir ardent qui nous surpasse* ».



Ce *Gang du bois des temples* nous fait voir « *la beauté du jour* » par cette lumière du fond qui peu à peu pénètre toute l'épaisseur du film. Encore faut-il éprouver ce « *désir ardent* » qui nous permet d'aller au-delà de l'obscur compacité d'un réel qui nous surpasse.

• • •

¹Titre de la chanson d'Annkrist

[ÉTUDES]

François NICOLAS : *DE L'ORIENTATION COMMUNISTE*

Procédons en deux temps : formulons d'abord généralement ce que *s'orienter dans un espace (un monde, une situation) donné* veut dire ; puis spécifions ce que *s'orienter politiquement en communiste dans le monde contemporain* veut dire.

Que veut dire *s'orienter dans un espace donné* ?

Explicitons d'abord ce qu'*orienter un espace (un monde, une situation) donné* veut dire ; ensuite ce que *s'y orienter* veut dire.

I.a – Que veut dire *orienter un espace donné* ?**1. Axiome**

Le parti pris général sera de privilégier l'orientation d'un espace donné en fonction de ce qui y est soutenu comme possible, en fonction donc de ses possibilités et pas seulement de ses effectivités. Corrélativement, l'opération d'orientation d'un espace donné se subordonne à la décision préalable que dans cet espace (ce monde, cette situation), « *il n'y a pas que ce qu'il y a* » car, en sus de ce qu'il y a d'effectif aux yeux de tous, il y a aussi des possibles dont l'existence même est disputée. En effet, ces possibles en situation ne font pas l'unanimité comme les effectivités la font : ces possibilités situées ne constituent pas des « faits » indubitables : leur existence partage les consciences et s'affirme dans d'inévitables adversités.

2. Événements

L'existence, décidée plutôt que simplement constatée, de tels possibles attachés à un espace donné procède d'un événement (immanent à cet espace) qui les y a mis au jour, en éclipse.

D'où la nouvelle possibilité globale d'orienter autrement cet espace, de le réorienter : non plus selon sa cartographie avérée, selon son ordre établi, mais désormais selon ces nouvelles possibilités que l'événement considéré y a fugacement révélées.

3. Dimensions

Orienter ainsi un espace selon l'éclaircie fugitive de nouvelles possibilités intrinsèques implique que la pensée déploie ces possibilités en différentes dimensions que l'opération d'orientation aura alors en charge d'adjoindre à la dimension des effectivités qui est apte à prendre mesure commune de l'ensemble (de ce qu'il y a d'effectivement donné et de ce qu'il y a comme possibles effectuelles).

Autrement dit, orienter un espace (un monde, une situation) donné selon ses nouvelles possibilités événementiellement révélées implique de le concevoir comme espace étendu à des dimensions de type nouveau (celles des différents types de possibilités) venant s'adjoindre à une dimension initiale mesurant en général l'effectivité dans cet espace.

La formalisation précise de ce type d'espace étendu relève de la mathématique moderne : celle des grandeurs complexes (à $1+1=2$ dimensions) et celle des quaternions (à $3+1=4$ dimensions). On détaillera cette formalisation dans le prochain numéro de la revue, en privilégiant, pour des raisons sur lesquelles nous reviendrons, le second cas plus étendu : celui des $3+1+4$ dimensions.

Retenons pour le moment qu'il va s'agir pour nous d'intriquer un « vecteur » 3D à une mesure « scalaire » des effectivités dans ces trois dimensions vectorielles : l'image la plus simple en est l'espace-temps moderne qui intrique les trois dimensions ordinaires $\{x, y, z\}$ de l'espace physique classique à un temps t paramétrisant l'ensemble $\{x, y, z\}+t$ en sorte d'en prendre mesure globale selon la norme synthétique $x^2+y^2+z^2-c^2t^2$.

On va voir comment, pour l'humanité tout entière, l'orientation communiste intrique ainsi 4 (3+1) manières de s'émanciper de la domination capitaliste en révolutionnant, dans le monde contemporain, les différentes manières d'y *travailler*, d'*habiter* un pays, de *peupler* la Terre (selon d'autres normes que celles, capitalistes, de l'échange marchand et monétaire, du profit et de la concurrence) et finalement de s'y *organiser* politiquement pour gouverner collectivement cette révolutionnarisation générale (en effet, en politique, l'organisation est la mesure du travail politique effectif). Au total, on posera que l'humanité s'*oriente* politiquement en intriquant la révolution, ininterrompue et par étapes, de ces 3+1 activités sociales :

s'orienter : (travailler ⊗ habiter ⊗ peupler) ⊕ s'organiser.

I.b – Que veut dire s'orienter dans un espace préalablement orienté ?

Pour s'orienter soi-même (un *soi* qui peut être individuel ou collectif) dans un espace préalablement orienté selon les principes précédents, il faut d'abord s'y repérer et s'y situer.

Il faut ensuite s'y diriger c'est-à-dire déterminer, en fonction d'une perspective stratégique globale, dans quelle direction immédiate se tourner et engager son intervention à partir du point où l'on s'est situé.

L'intrication de ces deux temps configure un vecteur localisé dans l'espace globalement orienté et stratégiquement appréhendé.

S'orienter n'implique nullement de déterminer, au point où l'on est situé, un parcours détaillé complet, un chemin intégralement tracé menant à quelque terme précisément situé dans l'espace en question. Il s'agit plutôt de cheminer de proche en proche, en étant à tout moment capable de déterminer, à la lumière d'une boussole globale, quelle direction locale adopter en fonction de l'orientation stratégiquement adoptée. S'orienter reste donc affaire d'invention constante, et pas seulement de planification ou de programmation préalables.

Au total, s'orienter dans un espace donné implique donc :

- d'orienter globalement cet espace (par intrication de 3+1 dimensions dotées d'un sens) ;
- de se situer dans ce repère orienté ;
- en cet endroit repéré, de déterminer un sens local, une direction de départ pour entamer une intervention stratégiquement configurée.

Deux compléments formels

Avant d'en venir à l'orientation communiste dans le monde contemporain, deux compléments formels que la mathématique moderne nous enseigne.

Un principe d'autolimitation

Tout espace donné n'est pas orientable et il y a des espaces intrinsèquement inorientables (l'exemple mathématique le plus simple est celui de la bande de Möbius).

Conséquence immédiate pour nous : toute situation n'est pas politisable ! ¹

En particulier toute situation subjective ne l'est pas (et ce d'autant plus que les structures subjectives sont souvent moebusiennes !).

Un principe d'opposition binaire

Si un espace est orientable, il l'est alors de deux (et de deux seulement) manières opposées. ²

¹ De même, toute situation n'est pas « sexuellement » orientable (la division des deux sexes n'a pas nécessairement de fonction orientante dans toutes les situations où pourtant elle opère).

² L'idée mathématique est celle-ci : s'il y a une orientation, alors la dimension scalaire (mesurant uniformément les dimensions des possibilités) permet de dégager un déterminant (pour la matrice de toutes les dimensions de l'espace en question), déterminant qui est un nombre positif ou négatif (s'il était nul, l'espace ne serait pas orientable). Ainsi à toute orientation conduisant au déterminant Δ correspond une orientation inverse correspondant au déterminant $-\Delta$.

Conséquence non moins immédiate pour nous : si une situation sociale est politisable, elle l'est alors selon une logique strictement binaire de deux voies opposées : *capitaliste/communiste*.

Attention : ne tirons pas de cette binarité essentielle l'idée fautive qu'il suffirait de clarifier les caractéristiques propres de l'orientation capitaliste pour obtenir, par simple inversion, l'orientation communiste antagoniste ! En effet, si en logique mathématique classique, la double négation vaut affirmation (*moins*moins=plus*), ce n'est plus du tout le cas dans la logique d'un monde ou d'une situation en sorte que le seul anticapitalisme ne saurait constituer l'orientation communiste : la stricte inversion idéologique des grandes déterminations capitalistes (concurrence → coopération, subordination → autonomie, dépendance → indépendance, exploitation → autogestion, etc.) ne suffit aucunement à caractériser la voie communiste de manière politiquement effective.

Précisément, on va voir comment l'anticapitalisme (qui constitue une *constante* de la politique communiste depuis 1848) s'est historiquement concrétisé et approfondi dans trois *variantes* affirmatives successives de l'orientation communiste, lors même que cette même orientation communiste n'a cessé d'afficher son anticapitalisme en 3+1 dimensions invariantes :

- 1) **abolition** de la propriété privée des (grands) moyens de production et de la terre ;
- 2) **résolution** des grandes divisions sociales et spatiales (travail manuel et intellectuel, villes et campagnes...);
- 3) **refus** internationaliste de la concurrence, de la rivalité et des guerres entre peuples et pays ;
- 4) **dépérissement** de l'État.

Que veut dire *s'orienter politiquement dans le monde contemporain* ?

On se contentera ici d'examiner ce qu'*orienter politiquement le monde contemporain* veut dire, en reportant à d'autres développements l'examen des deux autres questions, moins générales mais non moins difficiles, qui composent cette fois un *s'orienter* :

- où les communistes que nous sommes (disons ceux de cette revue) se situent-ils dans le monde contemporain ainsi politiquement orienté ?
- en cette localisation, dans quelle direction locale vont-ils se tourner ?, dans quel sens engager leur intervention propre en fonction de leur orientation stratégique globale ?

Précisions liminaires

Politique

L'*orientation communiste* est ici entendue comme orientation *politique* : il s'y agit d'orienter le travail *politique* des communistes pour organiser une transformation révolutionnaire du monde contemporain selon une émancipation stratégique de l'Humanité. Autrement dit, l'orientation communiste concerne une pensée *militante* (et non pas une pensée purement spéculative ou en surplomb géopolitique) qui vise à réorienter *politiquement* le monde contemporain.

Adversité

Toute orientation politique se constitue dans une adversité à une autre orientation politique : il n'y a de politique que contre une autre politique (la politique est le lieu de l'adversité, ultimement de l'antagonisme entre deux voies qui partagent l'Humanité sur la conception qu'elle a d'elle-même).

Ainsi l'orientation communiste prend mesure de ses affirmations propres à mesure également de sa capacité à recharacteriser à nouveaux frais l'orientation capitaliste antagonique.

On va voir l'importance de ce point dans la troisième étape de l'orientation communiste : en effet, l'approfondissement, par la Révolution communiste chinoise (1958-1976), de ce que capitalisme voulait dire au sein même de la « construction du socialisme » a marché de pair avec l'approfondissement ce que politique communiste y voulait dire.

Relevons au passage la dissymétrie essentielle dans l'opposition binaire de ces deux voies : la voie communiste ne vise pas à « construire » « un » communisme établi, comme un Parti-État a construit le socialisme dans un seul pays. La dissymétrie politique des deux voies se retrouve dans celle entre politique étatique et politique de masse : il ne suffit nullement de critiquer en détails une politique étatique pour, du fait même, se trouver en état d'organiser une politique de masse !

Des possibles épocalement mis au jour

Conformément à notre axiome de départ, orienter politiquement le monde contemporain se fera selon un régime des possibles, événementiellement mis à l'ordre du jour.

Autant dire qu'une telle orientation politique variera selon les époques, événementiellement scandées. Elle variera dans l'unité dialectique de ses propres affirmations et de sa caractérisation critique de l'orientation capitaliste à l'œuvre dans son temps propre.

Trois étapes

Pour simplifier, on distinguera trois étapes successives dans une constante orientation communiste selon que cette orientation se fait selon les possibles mis à l'ordre du jour :

1. par la **Commune de Paris** (1871) : orientation *marxiste* à la charnière des XIX^e et XX^e siècles ;
2. par la **Révolution russe** (1917-1921) : orientation *marxiste-léniniste* au cœur du XX^e siècle ;
3. par la **Révolution communiste chinoise** (1958-1976) : orientation proprement *communiste* pour notre XXI^e siècle.

Esquissons ces trois étapes.

A - L'orientation *marxiste* après la Commune de Paris (fin XIX^e - début XX^e)

L'événement *Commune de Paris* (1871) a dégagé au XIX^e siècle les possibilités politiques effectives (en matière de révolution des rapports sociaux) des insurrections ouvrières, soient les révolutions :

- des rapports sociaux de travail soumis à la domination capitaliste : suppression du travail de nuit et de la concurrence entre ouvriers, réorganisation du travail d'ateliers, organisation d'un enseignement professionnel intriqué à l'atelier...
- des rapports sociaux de l'espace urbain soumis à la domination de l'État bourgeois : réquisition des logements, moratoire des loyers, laïcisation des hôpitaux, école obligatoire, gratuite et laïque pour tous (filles comprises)...
- des rapports internationaux entre prolétaires et intellectuels : composition non nationaliste des organes dirigeants, république « universelle »...
- des rapports organisationnels dans la politique de type nouveau mise en place : pas d'appareil militaire et étatique séparé, organisation politique à échelle de masse, élection révocable de tous les postes...

L'**orientation communiste** immédiatement dégagée par Marx prendra acte de ces nouvelles possibilités effectuées par l'événement mais interviendra politiquement en y adjoignant les possibilités qui, dramatiquement, n'y ont pas été mises en œuvre :

1. mettre fin à la propriété privée des (grands) moyens de production – ceci concerne la première dimension de l'orientation communiste (révolution des rapports sociaux dans le travail de production) ;
2. être à l'offensive à échelle du pays sans s'enfermer dans sa capitale – ceci concerne la deuxième dimension de l'orientation communiste (révolution des manières sociales d'habiter le pays en traitant des contradictions ouvriers/paysans et villes/campagnes) ;
3. détruire l'État bourgeois (en particulier ses appareils monétaires et financiers : la Banque de France) – ceci concerne la dernière dimension de l'orientation communiste.

D'où que l'orientation marxiste, prenant appui sur toutes les possibilités révélées par l'événement (celles qui y ont été mises en œuvre comme celles qui ne l'ont pas été), dégage une perspective stratégique visant à l'organisation de futures révolutions communistes dépassant le stade d'une simple insurrection

inéluçtablement défaite, pour assumer destruction et reconstruction étatiques, révolution effective des modes de propriété des grands moyens de production, traitement des grandes contradictions à échelle du pays, etc.

B - L'orientation *marxiste-léniniste* après la Révolution russe (au cœur du XX^e siècle)

L'événement d'Octobre 1917 ressaisi en « marxiste-léniniste »³ a mis à l'ordre du jour de toute l'humanité de nouvelles possibilités politiques : celles de la construction effective du socialisme à échelle d'un pays donné selon l'intrication politique d'un Parti communiste dirigeant un État socialiste.

Ce faisant, les 3+1=4 dimensions de l'orientation communiste sont réévaluées.

1. **Travailler ?** La propriété privée des grands moyens en production étant désormais abolie (leur collectivisation – forcée dans les campagnes - prenant la forme spécifique d'une nationalisation et donc d'une étatisation), la révolution socialiste de la production sociale va mettre l'accent sur le développement des forces productives, développement considéré comme préalable pour révolutionner les autres rapports sociaux de production que ceux de propriété. Les rapports sociaux de travail ne sont pas révolutionnés : mise en avant de l'ingénieur dans la division sociale du travail (travail de conception/d'exécution) et promotion du stakhanovisme (productivité maximale du travail d'exécution) ; recours à grande échelle au travail forcé (goulags...).
2. **Habiter ?** La révolution des grandes divisions du pays (ouvriers-paysans, industrie-agriculture, villes-campagnes) est ici subordonnée aux précédents objectifs en matière de développement productif : l'industrialisation (avec primauté à l'industrie lourde) est mise politiquement au poste de commandement ; l'unité politique ouvriers-paysans s'oriente selon une transformation des paysans en ouvriers des fermes d'État (voir leur prolétarianisation comme ouvriers agricoles salariés des sovkhozes) ; l'impératif de « nourrir les villes » légitime une inféodation des campagnes aux villes (voir concomitamment la mise en place d'un passeport intérieur pour gérer étatiquelement les transferts des campagnes vers les villes).
3. **Peupler ?** Après l'échec des insurrections ouvrières « léninistes » dans d'autres pays (années 1920 : Europe, Chine...), l'internationalisme se centre sur la construction du socialisme soviétique dans un seul pays, destiné à fournir le modèle exportable pour les futures révolutions socialistes dans d'autres pays (Chine, Vietnam, Algérie...). D'où une Internationale (le Komintern) dont l'URSS constitue l'avant-garde et la tête.
4. **S'organiser ?** L'organisation politique de cette construction du socialisme prend la forme fermement centralisée d'un Parti communiste dirigeant la politique d'un État socialiste : toute politique se trouve filtrée par le tamis préalable du Parti qui l'oriente ensuite vers les appareils d'État puis en informe (par agitation-propagande) les masses ouvrières et paysannes.

Ainsi cette orientation marxiste-léniniste - telle que formalisée par Staline - prend acte de possibilités mises au jour par l'événement *Octobre 1917* pour en déduire des conséquences effectives tant en matière de prolongements (en URSS) que de généralisations (dans les autres pays).

On sait que Mao viendra, dès 1927, ouvrir en Chine une tout autre perspective politique « marxiste-léniniste » : abandonnant la stratégie des insurrections ouvrières dans les villes pour centrer le travail d'organisation politique sur les masses paysannes dans la perspective d'une guerre civile prolongée prenant appui dans les campagnes sur des zones libérées ; dans ce marxisme-léninisme, le travail politique de masse va primer sur le travail étatique.

C - L'orientation proprement *communiste* après la Révolution communiste chinoise (fin XX^e - XXI^e siècle)

Appelons *Révolution communiste chinoise* l'ensemble de la séquence 1958-1976 qui commence avec l'événement non planifié des Communes populaires (inventées le 27 avril 1958 par des coopératives paysannes de la Chine du sud) pour se poursuivre à partir de l'été 1966 par l'événement de la Révolution culturelle et se terminer dans une dramatique défaite en 1976.

³ Voir Staline à partir de la fin des années 1920...

Cet événement met à l'ordre du jour de toute l'humanité un ensemble intriqué de possibilités politiques proprement communistes, qui viennent révolutionner à la fois les précédentes conceptions du capitalisme et du socialisme mais surtout la conception de ce que communisme veut dire en matière de politique effective (et non plus de société idéale brillant à l'horizon de lendemains qui chantent).

1. **Travailler ?** La Révolution communiste chinoise a mis à l'ordre du jour la possibilité politique de révolutionner les rapports sociaux de travail par-delà la seule transformation des rapports formels de propriété ⁴ en révolutionnant les grandes divisions sociales du travail entre travail de conception et travail d'exécution (voir dans les usines les comités de triple union ouvriers-techniciens-administratifs qui organisent une coopération politique dans l'inévitable division technique du travail), entre travail manuel et travail intellectuel (travailler manuellement et intellectuellement devient l'affaire de tous), entre travail ouvrier et paysan, entre travail de production, de formation et de défense nationale (unité paysans-ouvriers-soldats...). Mise en valeur du travail volontaire gratuit « au service du peuple ». Transformation progressive et différenciée des rapports de propriété (par exemple la propriété du peuple entier des Communes populaires n'est pas une propriété étatique). Révolution dans les rapports de répartition ou de distribution par les cantines gratuites des Communes populaires qui mettent en pratique le principe communiste du « à chacun selon ses besoins ».
2. **Habiter ?** La Révolution communiste chinoise a mis à l'ordre du jour la possibilité politique de révolutionner les manières sociales d'habiter un pays donné en révolutionnant la grande division sociale, issue du Néolithique, entre villes et campagnes : les Communes populaires organisent un travail de petites usines dans les campagnes, les ouvriers des grandes villes comme les soldats et les étudiants se déplacent pour des stages de travail paysan...
3. **Peupler ?** La manière dont la Révolution communiste chinoise a mis à l'ordre du jour la possibilité politique de révolutionner les différentes manières de peupler la terre se donne plus en pointillés : elle concerne les nouveaux rapports instaurés entre les différents peuples habitant une Chine-continent ⁵ mais aussi le type de soutien politique apporté par la Chine maoïste au Vietnam voisin (soutien politique indéfectible tout en refusant la militarisation dans laquelle l'URSS voulait l'engager ⁶). Elle concerne également le souci « écologique » bien lisible chez les paysans et les ouvriers de la Révolution culturelle ⁷ : l'unique Humanité peuplant l'unique Terre doit assumer l'intrication à son environnement, autrement dit l'intrication entre déterminations sociales intrinsèques et déterminations environnementales extrinsèques.
4. **S'organiser ?** En ce point, la Révolution communiste chinoise est exemplaire car elle a mis à l'ordre du jour la possibilité effective d'organiser une politique proprement communiste (et non plus « socialiste ») à échelle de masse, sans la subordonner à la tutelle d'un Parti communiste et sans la mesurer à la gouvernementalité d'un État socialiste : l'invention des Communes populaires paysannes (plus encore que celle de la Commune ouvrière de Shanghai) est ici décisive car elle vient révolutionner, en sus des possibles rappelés précédemment, la possibilité de limiter l'extension de

⁴ Tout de même que Marx distinguait subsomptions *formelle* et *réelle* du travail par le capital, la première se réalisant sans transformation du procès de travail (travail salarié à domicile) quand la seconde s'accompagne d'une réorganisation du procès de travail (regroupement à l'usine), on devrait distinguer *propriété formelle* et *appropriation réelle* des moyens de production...

⁵ Voir, dans la série de douze documentaires *Comment Yukong déplaça les montagnes* (1972-1974 ; 13h 20) de Joris Ivens et Marceline Loridan, la politique communiste exemplaire suivie avec les Ouïgours (devenus aujourd'hui la coqueluche de l'impérialisme occidental mais méprisés dans les années 1960-1970 lorsque la Chine maoïste organisait leur autonomie politique !).

⁶ Sur ce point comme sur bien d'autres, lire les études indispensables d'Alessandro Russo.

⁷ Dans *Comment Yukong déplaça les montagnes*, on découvre que les Communes populaires et la Révolution culturelle ont, au nom de la lutte populaire contre le gaspillage et du souci communiste pour les générations futures, inventé, vingt ans avant tout le monde, la problématique « écologique » et l'ont mise en œuvre en privilégiant sa pratique directe par les travailleurs ouvriers et paysans sur leurs lieux de production (et non, comme en Occident, a posteriori par les consommateurs face à la distribution des marchandises produites dans des usines-casernes).

Voir en particulier, dans le documentaire *Une femme, une famille - Pékin*, les différentes manières, dans l'usine de locomotives 7 février de Pékin :

- de récupérer les déchets métalliques pour les fondre en lingots, le bois des anciens wagons pour le transformer en aggloméré, le coton dans les tampons usagés des wagons, l'huile par des centrifugeuses, la poussière de charbon par des dépoussiéreurs qui la transforment en combustible, ensuite gratuitement distribué aux ouvriers ;
- de mobiliser pour ce faire les retraités qui reviennent dans l'usine organiser ces ateliers de récupération...

l'État socialiste, voire de le faire dépérir, en dotant les collectifs ruraux d'une capacité politique collective en matière d'éducation (écoles et universités), de soins (hôpitaux et dispensaires), de travaux publics (routes...), d'alimentation commune (cantines), de formation militaires (milices), d'administration générale, etc. Mais toute la Révolution culturelle fut également la tentative de pluraliser les organisations politiques de masse, de les distribuer sans les subordonner à l'appareil du Parti.

Notre orientation communiste au cours du XXI^e siècle doit désormais procéder de cette intrication politique de 3+1 possibilités, sans se limiter à celles qui furent dégagées au XIX^e par la Commune de Paris et au XX^e par la révolution d'Octobre 17. Il en va de la longue marche de l'émancipation politique de l'Humanité : repartir des nouvelles possibilités !

Orientation politique contemporaine ?

Résumons les dimensions des deux orientations politiques antagoniques *communiste* et *capitaliste*.

	Orientation communiste			Critique anticapitaliste	Orientation capitaliste
	1 ^o étape	2 ^o étape	3 ^o étape		
I. TRAVAILLER	Abolir la propriété privée des grands moyens de production et du sol	Propriété étatique des moyens de production et de la terre Primauté au développement des forces productives	Passage progressif à différentes formes de propriétés collectives Coopération dans l'indispensable division technique du travail Travail manuel et intellectuel pour tous Réduction de la division sociale entre travail de conception et travail d'exécution Promotion d'un travail volontaire gratuit	Abolition de la propriété privée	<i>Domination</i> via la propriété privée : <ul style="list-style-type: none"> • exploitation de la force de travail ; • subordination du travail ; • oppression du travailleur. Divisions et séparations hiérarchisées du travail
II. HABITER	Révolution du logement	Les villes subordonnent les campagnes. Passeport intérieur limitant les transferts campagnes → villes	Réduction de la division entre villes et campagnes Révolution des habitats ruraux et urbains	Fin des grandes divisions sociales	Accentuation de la domination des villes sur les campagnes Propriété privée et marchandisation du sol et de l'habitat Habiter : <ul style="list-style-type: none"> • réduit à se loger • gouverné par l'État • dominé par les propriétaires (du sol et du logement)
III. PEUPLER	Association internationale des militants	L'URSS est l'avant-garde socialiste internationale.	Égalité dans les rapports de coopération et d'émulation entre peuples et pays Souci écologique intriquant soucis de l'unique Humanité et de la Terre commune	Opposition internationaliste aux rivalités, concurrences et guerres entre les peuples et pays	<ul style="list-style-type: none"> • Rivalité entre nations • Concurrence entre pays • Antagonisme entre impérialismes
IV. S'ORGANISER	Organisation propre des communistes	Parti communiste, avant-garde dirigeant l'État socialiste	Distribution d'organisations politiques à échelle de masse	Dépérissement de l'État	Gestion étatique séparée de la vie des gens. État imposant la propriété privée Violence étatique de l'ordre établi

Ces quatre dimensions ne sont pas tant juxtaposées qu'intriquées, et ce de deux manières :

- la quatrième dimension prend mesure synthétique de l'effectivité globale des transformations selon la manière politique de les organiser ;
- les trois premières dimensions interfèrent entre elles : l'autonomie relative de chacune s'intrique à celle des deux autres. Ainsi exemplairement des rapports sociaux de travail articulés à des rapports sociaux d'habitat induisent une manière sociale de peupler un pays et par là de se rapporter à d'autres manières de peupler la Terre.

L'orientation communiste repose ainsi sur une confiance collective dans les puissances infinies (intellectuelles et physiques) des masses de l'humanité engagées dans tous ces rapports sociaux.

Triple détermination idéologique

En amont de tout cela, le désir d'orientation politique communiste comme l'imagination des possibles aptes à la caractériser présupposent idéologiquement trois déterminations essentielles :

1. **une confiance** en l'Humanité (en sa capacité, à longue échéance⁸, de traiter sa division constituante entre émancipation collective et animalité tribale) et en l'orientation politique communiste à échelle de masse ;⁹
2. **une espérance**, matérialistement fondée sur les victoires politiques déjà remportées et que les défaites ou échecs ultérieurs tendent à recouvrir sans pour autant les annuler ;
3. **un désir** de partager, à échelle de l'humanité tout entière, cette confiance et cette espérance par une liaison prolongée de masse.



⁸ Cette confiance se joue dans la capacité de chaque communiste de subordonner l'échelle temporelle réduite de sa vie militante individuelle (quelques dizaines d'années) à l'échelle temporelle des transformations effectives de l'humanité comme telle (quelques siècles).

⁹ Dans le maoïsme, cette double confiance se formulait comme « *confiance dans les masses et confiance dans le Parti* ».

Alain RALLET : *LE TRAVAIL COMME ACTIVITÉ ÉMANCIPATRICE AU DÉFI DU NIHILISME*

Ce texte a été présenté aux Rencontres franco-tunisiennes de Nabeul « Défier le nihilisme » le 1er Mars 2023. Le travail est généralement identifié à une activité plombée par des structures d'exploitation et d'oppression d'où nulle ressource émancipatrice ne semble pouvoir émerger hors son interruption momentanée par des mouvements collectifs. L'idéologie des « valeurs du travail » vient alors recouvrir ce tombeau des pratiques d'émancipation par la portée rédemptrice de l'effort et du sacrifice. L'objectif de cet article est de montrer en quoi le travail comme activité permet de se tenir à distance du nihilisme contemporain dès lors qu'il est porté par une subjectivité émancipatrice.

Du travail au nihilisme

Pour lever tout malentendu, commençons par distinguer deux choses, l'emploi et le travail.

L'emploi, c'est le fait d'avoir un boulot. On peut le désigner par un type de métier, le décrire par les compétences nécessaires. On peut aussi l'aborder par son contraire, le chômage : être privé d'emploi. Les questions de l'emploi et du chômage sont très importantes, particulièrement en Tunisie, où le chômage y compris des diplômés prive de perspectives la jeunesse tunisienne et la pousse à trouver son avenir ailleurs, au péril de sa vie. C'est un grave sujet. Pour en parler, il faudrait avoir mené une enquête, rassemblé des éléments sensibles et bien sûr en faire un point.

Mais ce n'est pas de cela dont je vais directement parler. Ou plutôt j'en parlerai sous un certain aspect, un aspect subjectif, la dignité que procure le fait d'avoir un travail et la reconnaissance sociale que cela apporte. Être chômeur, c'est bien sûr ne pas avoir de ressources, c'est être condamné à la pauvreté, mais ce n'est pas que cela. C'est aussi ressentir ne plus avoir de place dans la société, d'identité sociale, c'est aussi s'auto-déprécier, perdre confiance en soi, ne plus pouvoir envisager l'avenir, c'est déprimer. Par là, on voit le rôle central du travail dans notre constitution subjective. Et c'est de cela dont je veux parler.

Que veut dire parler du travail ?

Parler du travail, c'est parler du **travail comme activité**, c'est à dire de ce qui nous constitue comme sujet au travers de nos gestes de travail, de nos pratiques de travail, de la coopération et de la solidarité que nous y nouons avec d'autres, du travail comme lieu de constitution d'un collectif, de la pensée qui s'y attache, des transformations qu'il opère dans les valeurs sociales au 1^{er} rang desquelles l'égalité et la fraternité, bref de tout un univers politique.

L'activité de travail comme pratique matérielle insérée dans un contexte social particulier, l'atelier, l'usine, le bureau et servant ou non l'émancipation de l'humanité. Car au fond le travail, c'est ce qui relie le petit (ce qu'on fait concrètement, les gestes, les attitudes au travail) avec le grand (ce à quoi on aspire dans son travail, comment on se représente le monde et on le transforme).

Le nihilisme a pour essence d'empêcher la connexion entre le petit, les pratiques concrètes de travail et le grand, l'idée d'une pensée sur le travail, sur une autre organisation du travail qui l'émanciperait. La connexion une fois rompue, le travailleur est voué à recommencer éternellement les mêmes gestes, asservi au rythme usant des cadences, subir les ordres stupides, remiser son intelligence dans le placard.

En quoi le travail comme activité a-t-il partie liée au nihilisme contemporain ?

Un des aspects du nihilisme, c'est aujourd'hui de déclarer qu'il n'y a plus à transformer le travail comme condition et forme de l'émancipation humaine.

C'est à dire ne rien attendre du travail, ne rien vouloir du travail au-delà de ce qu'il est dans cette société capitaliste. Qu'est-ce qu'il est ? D'une part un objet d'exploitation, un instrument au service de la production de profit, d'autre part, un asservissement de l'individu, de sa personnalité, de sa capacité à se réaliser. Le travail qui est de manière écrasante du travail salarié ne pourrait être rien d'autre que ce que le capitalisme en fait.

Ce que le capitalisme fait objectivement du travail, Marx l'a fort bien décrit.

D'un côté le travail est un instrument d'exploitation. L'exploitation, c'est le fait que le capitaliste est en mesure de s'approprier une partie de la valeur créée par le travail de l'ouvrier puisqu'il possède les moyens de production et dispose donc du produit du travail de l'ouvrier. Il suffit qu'il paie l'ouvrier à une valeur inférieure à la valeur créée par celui-ci. L'objectif de la production est alors d'accumuler sans fin ce profit. Au plan subjectif le travailleur se trouve dépossédé du produit de son travail et asservi à une finalité qui n'est pas la sienne, mais celle du capitaliste. Il travaille pour l'autre. Le travail n'est plus une activité libre mais se trouve pris dans ce rapport social de dépossession.

D'un autre côté, et de manière liée, le travail s'effectue dans le cadre d'un contrat dit de subordination. En signant ce contrat, le salarié abdique tout droit à définir ce qu'il va faire (quelles tâches et dans quelle organisation du travail), comment il va le faire (pas d'autonomie, sous contrôle strict de l'employeur) et comment il va être évalué et sanctionné. Les pouvoirs d'affectation du travail, de son contrôle et d'évaluation/sanction sont concentrés dans les mains de l'employeur capitaliste. C'est ce que Marx a appelé le despotisme d'usine ou la discipline de caserne. L'exploitation s'effectue dans le cadre d'une domination (permise par le contrat de subordination). A la dépossession d'une partie de la valeur de son travail, répond pour le salarié la dépossession de tout pouvoir, de toute autonomie dans la conception et l'exécution de son travail. Il n'est qu'un exécutant au service d'une finalité qui n'est pas la sienne. C'est ce que Marx appelle l'aliénation du travail.

Le travail vivant, son travail, celui qu'il effectue, celui qu'il déploie par son énergie, son habileté, son intelligence, son être, sa subjectivité se transforme en un résultat (le produit de son travail, les machines) qui non seulement lui échappe mais qui « *se dresse face à lui comme une puissance étrangère* » nous dit Marx. Ainsi les machines que le travail a produit et qui incorpore le savoir-faire, l'habileté de l'ouvrier se trouvent transformées en monstres mécaniques dépouillant le travail de son intérêt, l'asservissant à un rythme prédéterminé, cadencé par une chaîne de production qui se substitue aux travailleurs pour dicter leur coopération.

Peut-on échapper à cette situation et que veut dire échapper à cette situation ?

Peut-on, du fond même d'une situation d'exploitation plombée par une discipline de caserne, vouloir et pouvoir s'en émanciper, c'est à dire manifester, affirmer *les germes* d'une puissance propre du travail vivant.

S'émanciper, c'est s'émanciper en quelque point, quelque part, fût-ce de manière minimale, par rapport à cette puissance étrangère qui se dresse face aux travailleurs et impose à leur travail une finalité qui n'est pas la leur. Ne plus être sous son emprise d'une manière ou d'une autre. Non pas de manière totale car le travail continue d'être dans une relation de subordination. Mais par quelque chose qui échappe à certains moments, sous certaines formes, à cette domination.

Je parle à ce sujet de germes, c'est à dire de gestes, d'attitudes, de paroles, d'énoncés qui, sur le lieu du travail, inaugurent la possibilité que le travail comme activité soit autre chose que ce qu'il est aujourd'hui. Le défi au nihilisme commence avec une telle démonstration. Il faut trouver les formes, les ingrédients de cette démonstration.

Ce n'est donc pas imaginer une alternative totalisante à ce qui existe, à opposer une utopie, un travail libéré dans un cadre idéal, un phalanstère comme au 19^{ème} siècle, dans on ne sait quel lendemain, avec on ne sait quelles forces. Non, c'est ici et maintenant, dans le terreau de ce qui est, qu'il faut trouver les germes de l'émancipation et non dans la description délirante et inopérante d'un paradis terrestre chargé d'illuminer de pauvres diables au fond du trou. Car la projection utopique comme moyen de s'en sortir a paradoxalement pour ressort la défiance à l'égard de la capacité des travailleurs de construire eux-mêmes les trajectoires concrètes de leur émancipation. L'utopie, c'est la défaite d'une pensée et d'une pratique transformatrice.

Après avoir précisé ce que j'entends par émancipation (trouver des gestes, des paroles d'émancipation au travail), je reviens au nihilisme contemporain, c'est à dire aux formes prises par la déclaration que cette émancipation est impossible au lieu et au temps du travail.

Les deux formes de nihilisme liées au travail

En vérité, il y a deux formes complémentaires de nihilisme, une classique sur laquelle je ne m'étendrai pas, une autre plus contemporaine, à laquelle je m'intéresserai davantage car plus récente.

Défier le nihilisme contemporain relatif au travail, c'est défier ces deux formes, c'est à dire dessiner le moyen de les contester, de les combattre par l'affirmation d'une voie qui consiste à trouver *dans* l'activité de travail elle-même, dans les conditions où elle est et que j'ai rappelées, les ressources subjectives et de pensée pour poser des germes d'émancipation.

Je résumerai ces deux types de nihilisme par deux énoncés bien connus : « *travailler pour consommer* », « *ne pas perdre sa vie à la gagner* »

Le nihilisme consumériste

La première forme du nihilisme relatif au travail n'est pas si contemporaine que cela car elle a accompagné le développement du capitalisme depuis la fin du 19^{ème} siècle. Il s'agit de la voie syndicale, ou de ce qu'on a appelé dans la tradition marxiste, la voie trade-unioniste. En quoi consiste-t-elle ? Brièvement dit, elle a consisté à enfermer la problématique de l'émancipation au travail dans la question de l'exploitation, c'est à dire dans la négociation des salaires et des conditions de travail. Elle négociait l'augmentation des salaires en renvoyant la fin de l'exploitation à des lendemains théoriques, au plus près à des victoires électorales, au plus loin aux promesses d'une société sans travail, les machines ayant remplacé les hommes.

Ce faisant, elle a légitimé l'ordre social existant à l'usine, ne cherchant qu'à en atténuer les effets négatifs et à le rendre tolérable pour les travailleurs. Elle s'est à ce point fondue dans le rapport capital/travail qu'elle est devenue le régulateur du capitalisme toujours tenté de comprimer le salaire au niveau le plus bas possible ou à dégrader les conditions de travail, et la santé des travailleurs, de surexploiter la force de travail au risque de couper la branche sur laquelle il est assis. Les syndicats se sont institutionnalisés pour remplir ce rôle et, dans certains pays comme la France, sont même devenus des parties de l'appareil d'État. Il y a là nulle émancipation au sens où on l'a définie comme une trouée de l'ordre existant et la capacité à en poser les germes.

Je qualifierai cette voie de **nihilisme consumériste** (vivre c'est consommer, mieux vivre c'est consommer plus).

Pour que la consommation fonctionne comme l'horizon indépassable de notre époque, pour que ce soit l'objectif ultime et la raison de vivre dans notre société, que ce soit à l'état de réalité ou d'illusion, pour que le désir d'occident puisse être un désir de biens de consommation, il a fallu garantir un certain niveau de salaire et accorder le temps de consommation nécessaire (limitation du temps de travail) à une partie de la population (les *insiders*) et faire saliver les autres dépourvus de moyens (les *outsiders*). Cela s'est fait dans le cadre de luttes sociales qui ont permis d'élever les salaires et ainsi de faciliter l'accès à la consommation. S'est mis en place le système biface du salarié/consommateur, fondement de ce qu'on a appelé les classes moyennes et qui est devenu un pilier de l'ordre existant dans les sociétés capitalistes développées, et qui fonctionne comme modèle pour les autres. On peut qualifier ce système de nihiliste car il barre toute autre perspective à l'émancipation par le travail que d'accéder à la consommation.

On trouve chez les participants de cette voie une solide défense du salariat qui, faut-il le rappeler, est fondé sur une relation de subordination du salarié au capital. Les syndicalistes s'accrochent au salariat comme une moule à son rocher. Ils sont incapables et peu désireux d'imaginer autre chose car ils ont constitué leur clientèle sur la base du salarié/consommateur. Il y a même des gens un peu plus radicaux, comme le sociologue Bernard Friot, qui avancent l'idée que le salariat est « *une puissance révolutionnaire capable de combattre la mainmise du capital sur le travail* » (Bernard Friot, *Puissances du salariat*, Paris, La Dispute, 2012)

Le nihilisme consumériste est la cible de l'autre nihilisme lié au travail. De sorte que défier le nihilisme sur la question du travail est une lutte sur deux fronts, le deuxième front n'étant pas moins important que le 1^{er} en raison des habits neufs sous lesquels il se présente bien qu'on puisse lui trouver des racines anciennes comme le célèbre *Droit à la paresse* de Lafargue qui date de 1880¹. Il est resté longtemps marginal mais est devenu plus actif depuis une trentaine d'années.

Le nihilisme de la sécession

Je l'appellerai le **nihilisme de la sécession**. Il y en a bien des variantes, certaines plus subtiles que d'autres, mais je résume l'idée principale.

Il ne s'agit plus de se fondre dans l'ordre existant comme dans le nihilisme consumériste, mais de prôner la sécession à l'égard de la sphère du travail en valorisant les activités hors travail comme étant les seules activités émancipatrices, celles où les sujets peuvent vraiment se réaliser.

Ce nihilisme prend appui sur la critique du premier.

Il critique en effet la tradition du mouvement ouvrier qui, en centrant l'opposition au capital sur le strict terrain de l'exploitation, a de fait enfermé l'émancipation dans l'illusion de croire qu'elle pouvait se réaliser dans le cadre du travail. **L'émancipation ne consiste pas à libérer le travail mais à se libérer du travail**. Il faut au contraire « désenchanter le travail » pour reprendre un mot de la sociologue Dominique Méda qui est une des principales inspiratrices de ce courant. « *Le problème n'est pas de donner la forme travail à des activités de plus en plus nombreuses mais au contraire de réduire l'emprise du travail pour permettre à des activités aux logiques radicalement différentes, sources d'autonomie et de coopération, véritables de se développer* ». (D. Méda, *Le Travail, une valeur en voie de disparition ?*, D. Méda, Flammarion, coll. « Champs/Essais », 2010).

Les hommes réalisent leur capacité créatrice, et donc se réalisent, dans des activités hors travail. « *Ne plus perdre sa vie à la gagner* » en est la version populaire. De là s'est développée la thématique de la « Fin du travail » (titre de l'essayiste américain Jeremy Rifkin : *La fin du travail*, 1995, La Découverte/poche) comme aspiration émancipatrice.

Les deux interprétations de la « fin du Travail »

La « Fin du travail » s'interprète de deux manières.

Premier sens : les machines remplaçant les hommes, le travail nécessaire à la production des richesses sera fortement réduit, occupera une part moins importante du temps et donc n'aura plus la place centrale qu'il a aujourd'hui dans la société.

Cela veut dire aussi de manière plus large, deuxième sens, que le travail ne peut plus être l'horizon dans lequel on pense et on vit l'émancipation. Il n'est plus la valeur centrale de la société. Le philosophe existentialiste André Gorz a été, dans les années 80, le penseur de cette double fin du travail, comme ressource centrale dans la production, comme horizon idéologique de l'émancipation, comme valeur sociale (D. Méda titre son livre « *Le travail, une valeur en voie de disparition* »). Gorz en a tiré une conclusion logique en publiant son livre *Adieux au prolétariat* (Ed Galilée, 1980).

Tout cela alimente aujourd'hui un courant important qui voit dans le hors travail le temps et le moyen de l'émancipation. Je voudrais préciser pourquoi je pense que c'est une position nihiliste. En effet, après tout, on sera tous d'accord pour dire que moins on passera de temps à s'abrutir au travail et plus on s'adonnera à des activités nobles hors travail, plus on se réalisera dans des activités créatrices,

¹ « *Une étrange folie possède les classes ouvrières des nations où règne la civilisation capitaliste... Cette folie est l'amour du travail, la passion moribonde du travail, poussée jusqu'à l'épuisement des forces vitales de l'individu et de sa progéniture... Le prolétariat, la classe qui, en s'émancipant, émancipera l'humanité du travail servile et fera de l'animal humain un être libre, le prolétariat trahissant ses instincts, méconnaissant sa mission historique s'est laissé pervertir par le dogme du travail. Rude et terrible a été son châtimement. Toutes les misères individuelles et sociales sont nées de sa passion pour le travail.* » Lafargue, *Le droit à la paresse*, 1880.

Je me garderai d'accabler Lafargue qui était non seulement un pamphlétaire doué mais un infatigable organisateur des combats ouvriers de la première heure, un internationaliste fougueux et auquel on doit deux grands gestes méconnus, celui d'avoir suggéré de ne laisser que la couleur rouge dans le drapeau tricolore français, ce qui lui a valu une exclusion à vie de l'université de Paris. Et celui d'avoir été un des rares à prendre position contre les conquêtes coloniales dans les années 1880, en particulier d'avoir dénoncé la conquête de la Tunisie en 1881. À son enterrement, Jean Jaurès, Lénine et Alexandra Kollontaï ont pris la parole.

artistiques, amoureuses, scientifiques, politiques... Marx l'a d'ailleurs fortement souligné. La question n'est pas là.

La question est ce qu'on entend par travail

Car c'est un travail, un effort à produire, souvent considérable, que de mener ces activités créatrices. Un travail manuel parce qu'on manie des objets, un travail intellectuel car on doit triompher de questions complexes, difficiles à résoudre. Désigner ces activités comme ne relevant pas du travail, comme étant hors du travail, revient à les assimiler à une pure jouissance. Il y a bien entendu une jouissance à mener des activités épanouissantes mais cette jouissance non seulement n'est pas sans travail mais se situe *dans* le travail, un travail dont on tire fierté et satisfaction, un travail qui n'est plus vécu comme un sacrifice mais comme une valorisation de soi.

Marx fait cette réflexion que loin d'être un « amusement de grisettes » comme le pense Fourier, « *les travaux vraiment libres, la composition musicale par exemple, c'est diablement sérieux, cela exige même l'effort le plus intense* » (Marx, *Principes d'une critique de l'économie politique*, Œuvres, t 2, La Pléiade, p 289)

Le nihilisme dont je parle se situe là, dans la tentative, avec « la fin du travail », d'établir le règne d'une jouissance sans effort, bref d'assimiler l'émancipation au monde fini de l'hédonisme. De proposer en fin de compte une utopie frelatée d'autant plus nuisible qu'elle ne correspond en rien au monde dangereux dans lequel nous vivons et qui requiert de nous des efforts considérables de pensée et d'action.

Je maintiendrai donc que l'émancipation passe par la libération du travail au cœur du travail tel qu'il est, quand bien même il faut en changer radicalement la finalité et non dans la fuite utopique vers un monde de jouissance hors travail.

Le concept d'aliénation comme nœud théorique

Ce qui fait basculer *le choix de libérer le travail vers le choix de se libérer du travail*, a sa racine dans le maniement du concept d'aliénation. Il faut en effet l'examiner pour pouvoir en venir à ce qui est pour moi décisif dans le fait de continuer à vouloir libérer le travail et à considérer que l'émancipation au travail part de cette volonté, même si elle ne s'y réduit pas.

C'est faire de la subjectivité au travail, ce qu'on ressent dans le travail, le point de départ, de toute perspective émancipatrice. Or les 2 types de nihilisme ignorent la subjectivité au travail ou la contournent et c'est leur point commun. Pour en voir la racine, il faut examiner la notion d'aliénation.

L'aliénation est un concept qui a été développé par Marx pour caractériser ce que devient le travail comme activité humaine dans le capitalisme. Il en a développé une 1^{ère} version dans son écrit de jeunesse *Les Manuscrits de 1844*. Cette notion a ensuite évolué dans ses écrits ultérieurs, *l'Idéologie allemande*, les *Gundrisse*, *le Capital*.

Mais il l'a maintenue, même sous une forme différente. Je pense qu'il faut la maintenir contre sa dénonciation comme pensée idéaliste de Marx. Cette dénonciation a fini par éliminer la composante subjective de notre rapport au travail, cette élimination étant le fondement des deux types de nihilisme, le consumériste qui précipite le salarié dans les bras consolateurs de la consommation (« c'est pas grave que tu souffres, tu vas pouvoir consommer »), le sécessionniste qui lui dit : « jouissance, va te faire voir ailleurs ! », où ? dans le hors travail !

Alors qu'est-ce que le travail aliéné ?

Au XIX^{ème}, le travail prend une signification contradictoire.

D'un côté en transformant la nature pour rendre le monde humain, habitable, le travail est ce qui permet à l'homme de s'auto-réaliser, c'est à dire d'affirmer ses capacités créatrices, sa personnalité ainsi que de construire la sociabilité, de faire société puisqu'il travaille en coopérant avec d'autres. Le travail occupe alors, parmi, toutes les activités humaines, un rôle central dans l'épanouissement existentiel. « *Le travail est l'essence de l'homme* » affirment Hegel et la philosophie allemande.

Mais le travail devient tout autre chose avec le capitalisme. Il est un moyen de produire de la valeur marchande et de la richesse que s'approprient les détenteurs de capitaux. Le travail devient une marchandise vendue sur un marché sous forme de force de travail et une mesure abstraite de la valeur des produits créée par cette force.

Le travail vivant est détourné de son but. Il n'est plus une expression épanouissante de soi et d'un rapport solidaire aux autres mais un moyen de créer de la richesse pour d'autres dans des lieux de

production où l'ouvrier est asservi à ce qu'exige de lui le capitaliste. Le travail est aliéné : il dépossède le travailleur de la possibilité de se réaliser et de transformer le monde à son image en mettant ses facultés créatrices au service d'une finalité abêtissante qui n'est pas la sienne.

Comment se libérer de l'aliénation au travail ?

La thèse de la voie nihiliste de type « fin du travail » est une thèse radicale : il n'y a pas d'issue émancipatrice possible au sein du travail. Pour soutenir cette thèse, il faut montrer que le travail est en lui-même aliénant, pas seulement le travail salarié, mais tout « travail ». L'émancipation, c'est de réduire autant que possible le travail nécessaire aux besoins matériels de l'existence et de s'adonner à des activités libres, libres de quoi du travail.

Comme je l'ai déjà dit, il y a là une critique de l'autre voie nihiliste. Reproche lui est fait d'avoir érigé le travail en valeur centrale de la société (la société salariale) alors qu'il est en soi aliénant et d'avoir fait du travail l'activité humaine absorbant toute la capacité émancipatrice de l'humanité. Le salut, c'est le hors travail.

Il est inutile de passer du temps sur la critique de cette voie bisounours et des propositions qui s'ensuivent comme celle du revenu universel, ni souligner qu'elle rejoint le nihilisme consumériste puisqu'elle invente un monde de jouissance sans contrainte productive. Ce qui m'intéresse, c'est de suivre le raisonnement qui justifie que tout travail serait aliénant, c'est à dire qu'il n'offrirait aucune ressource d'émancipation aux travailleurs. Circulez, il n'y a rien à voir. Allez voir ailleurs, dans la consommation ou l'activité artistique.

Il faut pour cela repartir de la critique que leurs théoriciens (les plus sophistiqués) font de la notion d'aliénation chez Marx, particulièrement du jeune Marx.

Pour Marx, le travail, c'est l'essence de l'homme et l'aliénation, c'est que le travail sous sa forme salariée ne peut pas être ce qu'il devrait être, mais son contraire. Pour rendre le travail à sa vraie nature (l'épanouissement des hommes), il faut sortir du travail salarié, sortir du cadre du capitalisme. En libérant le travail de ce carcan, les hommes retrouveront leurs capacités émancipatrices.

Ce que les apologistes de la fin du travail contestent dans ce schéma qu'il juge utopique, c'est que Marx attribue au travail une essence, une valeur anthropologique (indépendante du temps historique) qu'il s'agirait de retrouver, une fois le carcan capitaliste mis à bas. Or, selon eux, cette vision du travail comme fondement de l'émancipation humaine n'apparaît qu'au 19^{ème} siècle. Marx l'a idéalisée, ce qui l'a conduit à proposer comme modèle implicite du travail le travail de l'artisan qui, n'étant pas séparé du produit de son travail et restant maître de son travail, conserve son potentiel émancipateur. Ils contestent même que ce modèle idéal ait existé.

Toujours selon eux, l'accent mis par Marx dans le concept d'aliénation sur le retour à une essence libératrice a contribué, via le développement des luttes ouvrières, à glorifier le travail et à l'installer comme valeur centrale de la société en l'éternisant. Ce qu'a démontré la pérennisation des formes aliénées du travail (le stakhanovisme dans l'expérience soviétique) une fois la propriété privée des moyens de production formellement disparue.

Il faut donc désenchanter le travail lui-même. Se désaliéner, c'est s'émanciper du travail. Tout travail est aliénant (même s'il peut être nécessaire) car il subordonne le travail à une efficacité productive et empêche de mener des activités épanouissantes (non subordonnées à des activités productives). Gorz assimile ainsi le capitalisme à l'intervention d'une rationalité économique définie comme subordonnant l'activité humaine (nommée travail) à une efficacité productive. L'émancipation passe par le développement d'activités humaines non subordonnées à une finalité productive.

Le résultat est que le travail ne peut être lui-même source d'émancipation. Comme je l'ai déjà dit, ce nihilisme de la sécession partage ce point avec l'autre nihilisme. C'est ce qui fait leur complémentarité convergente. La différence est que l'un vise l'intégration à l'ordre existant (le deal salaire/consommation), l'autre une sécession confortable (car il faudra bien nourrir ces dissidents du travail).

La porte est étroite pour une voie de l'émancipation liée au travail, capable de se frayer un chemin entre les 2 mâchoires puissantes du nihilisme consumériste et du nihilisme sécessionniste.

D'où peut-elle partir et comment peut-elle se développer ?

De l'aliénation à une subjectivité émancipatrice au travail

Il faut partir d'un point complètement absent des deux nihilismes, celui de la subjectivité au travail. Échapper au nihilisme contemporain, c'est partir de cette subjectivité.

Elle est absente du nihilisme consumériste car il ne prend pas en compte le travail comme activité humaine où l'homme cherche à se réaliser et à se lier aux autres. Il le prend comme le moyen sacrificiel d'accéder au statut de consommateur. C'est une aliénation dont le syndicalisme ne cherche pas à sortir mais à recouvrir du voile consolateur de la consommation via la négociation salariale. La subjectivité au travail, ce que vivent et ressentent concrètement les salariés au travail, n'est pas un ressort pour le syndicalisme si ce n'est en l'objectivant dans les négociations institutionnelles sur les conditions de travail. Quant au nihilisme de la sécession, la subjectivité au travail comme source d'émancipation est hors champ. Pris dans les rets d'une finalité productive, le travail ne saurait être une activité humaine où les hommes peuvent se réaliser.

Une subjectivité intense et créatrice au travail

Il y a une subjectivité intense au travail. Les travailleurs y déploient des capacités cognitives, cherchent à s'exprimer dans leur travail, à résoudre des problèmes, à imaginer des solutions, à jouer avec des règles oppressives, dans la quête de trouver un sens dans ce qu'ils font. Non pas uniquement de manière individuelle car ils cherchent à mieux se coordonner au sein de l'équipe et entre les équipes, à affirmer des solidarités ouvrières, à constituer un collectif de travail.

Ils se créent et tentent de préserver des marges d'autonomie dans leur travail bien qu'il soit prescrit par le patron. Ils y trouvent des sources d'affects, la fierté du travail bien fait, le sentiment d'utilité de leur travail, la démonstration de capacités manuelles ou intellectuelles, la reconnaissance des gestes de solidarité, la révolte contre des injustices, le despotisme des chefs... Il faut vraiment être nihiliste pour ne pas voir dans ces pratiques et ces affects la base matérielle d'une émancipation possible, non référée à autre chose qu'elle-même, la consolation de la consommation ou le fantasme d'une jouissance sans travail.

Tout cela montre qu'il subsiste une aliénation dans les conditions nouvelles de la grande industrie qui ne tient pas à une conception idéaliste et passéiste du travail qu'il s'agirait de retrouver. Elle tient à ce que les capacités créatrices des ouvriers s'affrontent à la discipline de caserne qui limite leur autonomie et au machinisme qui se dresse comme une puissance étrangère dominant non seulement leur travail individuel mais aussi détruisant les collectifs de travail en se substituant à leur coopération. Marx a décrit en détail ce processus dans *Le Capital* mais en mettant l'accent sur l'aliénation et moins sur la possibilité d'y échapper.

Si on se place du point de vue de l'émancipation du travail comme nous, et non de celui de la description de la domination comme Marx, il faut partir de ce qui est irréductible à la domination.

Partir de cette subjectivité

Ce qui est irréductible à la domination, c'est que les travailleurs ont une subjectivité au travail qui leur est propre et qui est déterminée par leur intelligence, leur désir d'autonomie, d'être maître de leurs réalisations et de s'accomplir dans leur activité. Oui, il s'agit de l'affirmation de qualités humaines et c'est ce qui fait que les travailleurs n'acceptent pas une dégradation animale de leur travail dans la production.

Ce n'est pas parce qu'on affirme ces qualités qu'on désire le retour à la pureté perdue d'un travail artisanal fantasmé mais parce que ce sont les bases subjectives, réelles donc, pour construire un travail émancipé du despotisme d'usine. En évitant d'aborder le travail par la subjectivité au travail où s'exprime l'intelligence humaine, la capacité créatrice à trouver de nouveaux chemins, les nihilistes de tout bord manifestent qu'ils ne font pas confiance aux hommes et, ne faisant pas confiance aux hommes, ferment toute perspective d'émancipation. Leur perspective, c'est de trouver une forme de jouissance dans l'ordre existant.

J'ajouterais qu'aujourd'hui la subjectivité au travail est au centre de l'attention. On ne parle que de fuite devant le travail, de grande démission aux USA, de crise d'attractivité du travail, de perte de sens du travail, etc... Les nihilistes tentent de traiter ces problèmes par l'augmentation des salaires et les

conditions de travail ou la glorification du retour au travail artisanal (faire du bon pain écologique plutôt que d'être dans la finance) ².

Mais, étant de nature subjective, la crise est plus profonde. Je l'interprète par le fait que le capitalisme a intensifié le travail, imposé une dictature délirante du temps et dévitalisé les collectifs de travail par la coordination numérique, ce qui a réduit l'autonomie et les solidarités où les travailleurs pouvaient encore manifester individuellement et collectivement leur puissance propre. Pressurés par le capitalisme contemporain qui leur dénie toute autonomie et même toute respiration propre, ils sont comme des poissons affolés qui cherchent le salut hors du bocal. Où est le sens ? Mais où est le sens ?

Partir de la subjectivité au travail pour construire l'émancipation au travail mais comment ?

Les trois étapes subjectives de l'émancipation au travail

Je distinguerai trois attitudes dans la subjectivité au travail.

La plainte

L'attitude la plus immédiate est celle de la plainte et de la dénonciation où se déverse la souffrance des corps au travail et l'amertume des esprits mutilés par la relation de subordination. On aurait tort de la négliger car cette subjectivité va au-delà du statut réactif de la plainte.

Elle permet de décharger son lourd fardeau subjectif et du même mouvement de libérer son esprit. Mao donne ce conseil aux militants : « *Déchargez votre fardeau pour libérer votre esprit, et relancez la machine* ». Relancer sa propre machine mais aussi celle des autres. En donnant une forme sensible, donc transmissible, à la singularité de l'exploitation et de la domination, elle fonctionne comme principe constitutif d'une fraternité ouvrière. Il devient possible à une humanité ouvrière de se reconnaître comme telle dans l'expression sensible de l'inhumanité qui lui est faite.

La résistance

Seconde attitude subjective : la résistance à la domination étouffante de l'usine.

« *Là où il y a oppression, il y a résistance* » disait Mao. C'est une loi sociale avant d'être une loi politique : toute situation d'oppression sème les germes d'une résistance. Mais le lien n'est pas mécanique car la résistance est tout à la fois activée et inhibée par l'oppression. En particulier dans des univers oppressifs totalisants comme l'usine juridiquement fondée sur l'impossibilité de l'insubordination et matériellement sur le contrôle absolu du temps et du travail.

La question est alors ce qui rend subjectivement possible d'y échapper. La résistance peut répondre à l'observation d'une règle éthique individuelle mais, livrée à elle-même, elle ne débouche que sur une figure sacrificielle. Le point est que la résistance n'a de sens et ne peut exister qu'à une échelle collective fût-ce minimale. Il faut trouver des appuis, formes de solidarité. Au travail, l'exemplarité est collective. C'est pourquoi la subjectivité de résistance cherche à interrompre l'ordre totalisant de l'usine par des gestes où des mouvements (débrayages, grèves, occupations...) où s'éprouve une capacité collective qui limite l'emprise de la domination capitaliste sur le travail.

Mais la subjectivité de résistance n'échappe que très partiellement à l'oppression qui l'enfante. Elle reste fondamentalement définie par sa nature réactive et sa posture négative. A tel point que l'oppression peut s'en servir comme régulateur de son ordre, de la flexibilité à donner à ses limites pour le rendre tolérable. Le piège d'un ordre possiblement revitalisé par ce qui tente de lui échapper est très clair dans l'exemple d'ouvriers qui tentent de suggérer au management une autre manière ou une autre organisation du travail à la fois conforme à leur irremplaçable connaissance du travail et efficace au plan de la qualité du travail et de son résultat. La créativité ouvrière (boîte à idées, « management participatif ») est alors absorbée comme instrument de productivité, asservie à une logique de profit. Dans son ouvrage, *L'insoutenable subordination des salariés* (Ed Eres, 2021), la sociologue Danièle Linhart appelle cela la Malédiction des « *travailleurs qui consolident la domination et l'exploitation qu'ils subissent en voulant leur échapper* ».

² Proposer de produire du bon pain artisanal comme forme d'émancipation : singulier destin ironique de la critique de l'idéalisme supposé de la notion d'aliénation chez Marx.

Une vision émancipée du travail

Le seul moyen d'y échapper est de dialectiser l'irréductible trace d'autonomie ouvrière laissée par la subordination du travail avec la construction d'une vision émancipée du travail, d'une vision politique du travail. Là est la troisième étape.

Je ne fais qu'effleurer l'idée, en dessiner les grands traits. Cela mériterait de développer un autre point, le plus difficile d'ailleurs.

Par quel processus, on peut passer de l'expression d'une subjectivité personnelle aux prises avec la nature aliénée de son travail (conscience d'un travail bien fait, réaction à une discrimination dans le travail, imagination brimée d'une solution à un problème productif, vision claire d'une coordination auto-gérée au sein d'une équipe ou entre équipes, désir d'un produit plus utile à la société...) à des énoncés, des déclarations qui transforment le point de subjectivité ressenti dans une situation particulière (un poste de travail, un atelier, une entreprise, un secteur...) en un principe, un point d'universalité, une idée d'ensemble dans laquelle puissent se reconnaître d'autres personnes qui n'ont pas vécu cette situation particulière mais partagent l'énoncé exprimé. Et qu'ainsi se construise une force qui fasse valoir un point de vue d'ensemble sur le travail et soit une réelle force de transformation des situations de travail, même dans un cadre de domination.

Comment s'opère le passage de la subjectivité au travail à l'énoncé politique ?

Par un travail collectif de pensée et d'action. Il faut bien entendu des militants de la chose car elle ne s'opère pas toute seule. C'est un travail, un travail qui n'est pas aliéné puisqu'il n'est pas au service d'une autre finalité que celle de l'émancipation.

Le point de passage entre subjectivité au travail et énoncé politique sur le travail, ce qui fait d'une particularité une généralité, d'un singulier un universel, c'est quand la subjectivité arrive à énoncer quelque chose de libérateur, d'émancipateur sur l'organisation du travail. L'organisation capitaliste du travail, c'est ce par quoi le travail est concrètement aliéné. Elle repose sur deux grands principes : la division du travail manuel et du travail intellectuel, la séparation des tâches de direction et de conception d'un côté, et des tâches d'exécution de l'autre.

Faites l'exercice : toutes les formes repérables de frustration d'où naît votre subjectivité au travail viennent de ce que vos aspirations, vos facultés buttent en dernier ressort sur cette division du travail, sont écrasées par elles. L'émancipation passe donc par des formes de recul de ces 2 grands types de division. Les attaquer, ce n'est pas seulement leur résister mais énoncer des formes concrètes de leur abolition, tant l'émancipation véritable commence par l'affirmation d'un autre monde possible surgie non pas du ciel mais des entrailles du monde existant par le travail patient et éclairé de ceux qui trouvent là le moyen de défier le nihilisme contemporain.



[ANNONCES]

SÉMINAIRE DE PHILOSOPHIE ET MATHÉMATIQUES**Lundi 11 mars 2024 à 18h**

École normale supérieure, 45 rue d'Ulm, Paris (France) – salle W

Séminaire de philosophie et mathématiques

Le lundi de 18h à 20h, salle W aux toits du DMA, École normale supérieure, 45 rue d'Ulm, 75005 Paris

Le programme et de nombreuses informations à suivre ici : <https://philmathulm.hypotheses.org>

Le séminaire est ouvert à tous et toutes !

Invités 2023-2024 :

JEAN-PIERRE BOURGUIGNON (2 OCT)	JEAN MAWHIN (26 FEV)
JEAN-MICHEL SALANSKIS (16 OCT)	FRANÇOIS NICOLAS (11 MAR)
JULIETTE KENNEDY & JOUKO VÄRÄNÄNEN (6 NOV)	DOMINIQUE PRADELLE (25 MAR)
EMMYLOU HAFFNER (20 NOV)	GILLES GODEFROY (1 AVR)
NICOLAS BERGERON (4 DEC)	CLEMENS BERGER (22 AVR)
MARCO PANZAI (18 DEC)	JAVIER FRESAN (6 MAI)
FRANÇOIS LÉ (8 JAN)	SÉBASTIEN GANDON (13 MAI)
PATRICK POPESCU-PAMPU (22 JAN)	IVAN MARIN (27 MAI)
ANDREW ARANA (5 FEV)	

Organisateurs : YVES ANDRÉ - PIERRE CARTIER - MINA OZAMONIA - FREDÉRIC JÄCK - JOËL MERKER - JEAN PETITOT - VICTOR RABBY - JEAN-JACQUES SZECZKARZ

<https://philmathulm.hypotheses.org/>**François Nicolas : *Les mathématiques, un chœur disciplinaire hétérophonique ?***

À l'Ircam, le séminaire *mamuphi* (mathématiques-musique-philosophie) explore, depuis plus de vingt ans, les manières dont l'intellectualité musicale (*i.e.* la réflexion musicienne sur la pensée musicale) peut s'éclairer de la pensée mathématique à l'ombre de la philosophie.

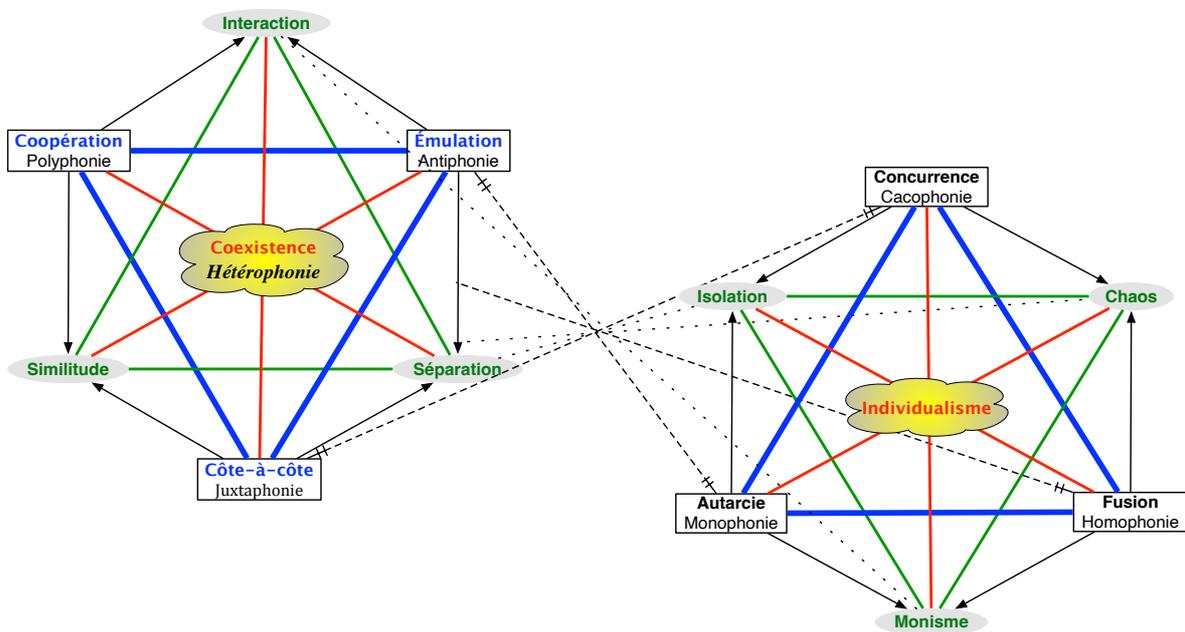
À l'ombre particulière de la philosophie de Bachelard distinguant, dans sa *Poétique de l'espace*, les « résonances » et les « retentissements » de l'image poétique, les premières opérant par dispersion selon un plan horizontal (avec elles, « nous entendons le poème ») et les seconds par approfondissement vertical (avec eux, « nous parlons le poème »), ce séminaire examine les résonances et les retentissements de la pensée mathématique en musique : d'un côté les « résonances » (*i.e.* résonances entre raisons de types différents) des mathématiques dans l'intellectualité musicale, et de l'autre leurs retentissements par théorisations (ou formalisations) mathématiques d'un modèle musical.

Pour ce séminaire de philosophie et mathématiques, je voudrais examiner une hypothèse inverse : celle de possibles résonances circulant cette fois de l'intellectualité musicale vers la pensée mathématique, autrement dit la possibilité de *raisonances* musicales en mathématiques.

« On devra concevoir la transformation de la notion de voix, non pas envisager son abolition. [...] La notion de voix doit être radicalement repensée. [...] Élargie, la notion de voix nous permettra de rendre "poreuses" les catégories comme monodie, hétérophonie, polyphonie. » Boulez¹

Je l'explorerai à partir de la catégorie musicale d'hétérophonie qui désigne la coexistence entrelacée de trois types de collectifs vocaux - la *polyphonie* (où les voix musicales sont en rapports de coopération), l'*antiphonie* (voix en rapports d'émulation) et la *juxtaphonie* (voix en paisible côte-à-côte) – en opposant chacun de ces types à leur forme chorale dégénérée : l'*homophonie* (voix en rapports de fusion), la *monophonie* (voix en rapports d'autarcie) et la *cacophonie* (voix en rapports de concurrence).

Ce nouage hétérophonique comme celui de son dual dégénéré peut être formalisé en deux hexagones logiques des oppositions, composant ainsi les bases de deux pyramides inverses :



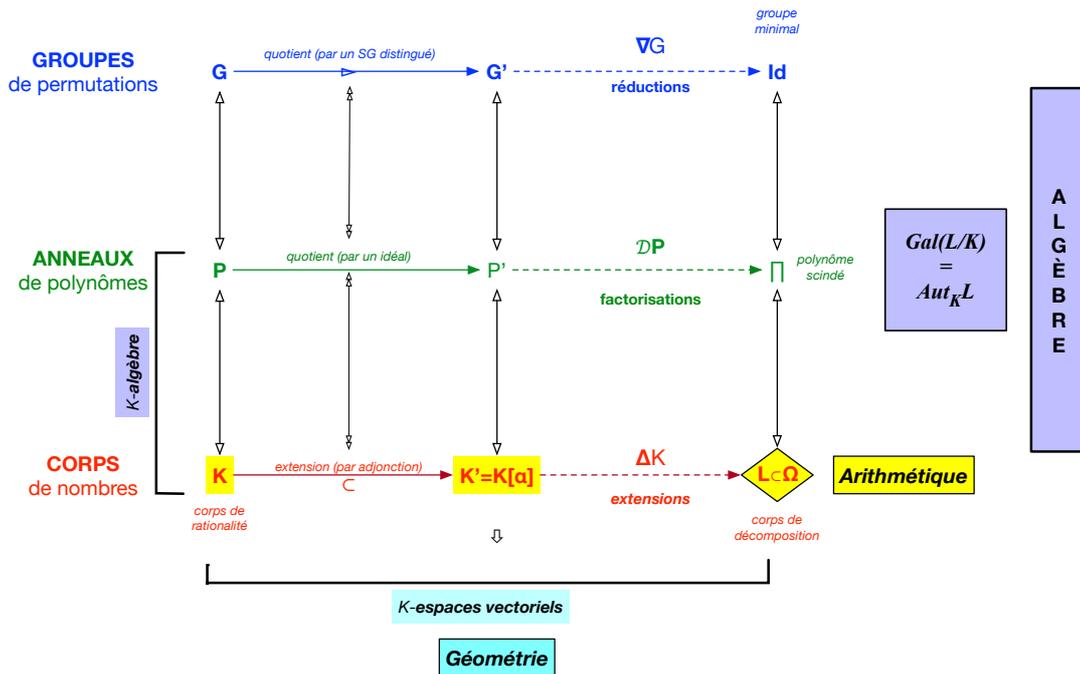
Après présentation détaillée de cette problématique musicale par le biais d'exemples pris dans mes propres compositions, je me demanderai jusqu'à quel point le discours mathématique peut être alors réfléchi comme composant un chœur hétérophonique à quatre (ou cinq) voix disciplinaires : *arithmétique, géométrie, algèbre, analyse* (et *topologie*).

On explorera cette hypothèse par une série d'exemples.

- **Polyphonies ?**

On interprétera ainsi la correspondance de Galois comme *polyphonie* de trois voix algébriques reliant contrapuntiquement (par « mouvements contraires ») les deux voix extrêmes - les extensions de *corps* de nombres (jouant le rôle du *violoncelle* dans un trio à cordes) et les réductions de *groupes* de permutations (le *violon*) - via les factorisations dans l'*anneau* des polynômes (jouant le rôle de la voix médiane : l'*alto*).

¹ *Penser la musique aujourd'hui* (1962 ; p. 152-153)



Qu'en est-il alors de la géométrie algébrique : *biphonie* de « deux voix en une »² ?

• **Antiphonies ?**

Les trois négations logiques (classique, intuitionniste et paraconsistante) algébriquement formalisées (Boole, Heyting, Brouwer), tout comme les trois types d'intégrale (Riemann, Lebesgue et Kurzweil-Henstock) ne composeraient-elles pas des *antiphonies* ?

Tout de même, la démonstration topologique par Arnold du théorème d'impossibilité algébrique d'Abel³ ne compose-t-elle pas une *antiphonie* entre groupes de Galois et groupes de monodromie ?

Qu'en est-il de la théorie des ponts entre topos de Grothendieck : *biphonie*, *antiphonie* ou simple *homophonie* ?

• **Juxtaphonies ?**

Qu'en est-il de l'indifférence de telle ou telle discipline mathématique, continuant de creuser son sillon en restant sourde aux nouvelles approches d'autres disciplines : tranquille indifférence de la *juxtaphonie* ou refus du collectif et isolation de type *monophonie* ou *cacophonie* ?

L'enjeu d'un tel examen ne saurait bien sûr être de prétendre éclairer la mathématique par la pensée musicale mais, tout au plus, de l'ombrer musicalement.

Il s'agira surtout, le temps d'une soirée, de bricoler (au sens où Claude Lévi-Strauss opposait la confiance en soi inventive du bricoleur à la croyance aveugle de l'ingénieur positiviste – Xenakis !) quelque fraternité de pensée entre *working mathematicians* et *musiciens pensifs*.



² Mozart, Schumann, Schönberg...

³ Voir l'exposé de Martin Gonzalez : *La raison topologique (V.I. Arnold) du théorème d'impossibilité d'Abel* (séminaire mamuphi, 13 janvier 21024, <https://youtu.be/kEFAh1Kf7wY>)

